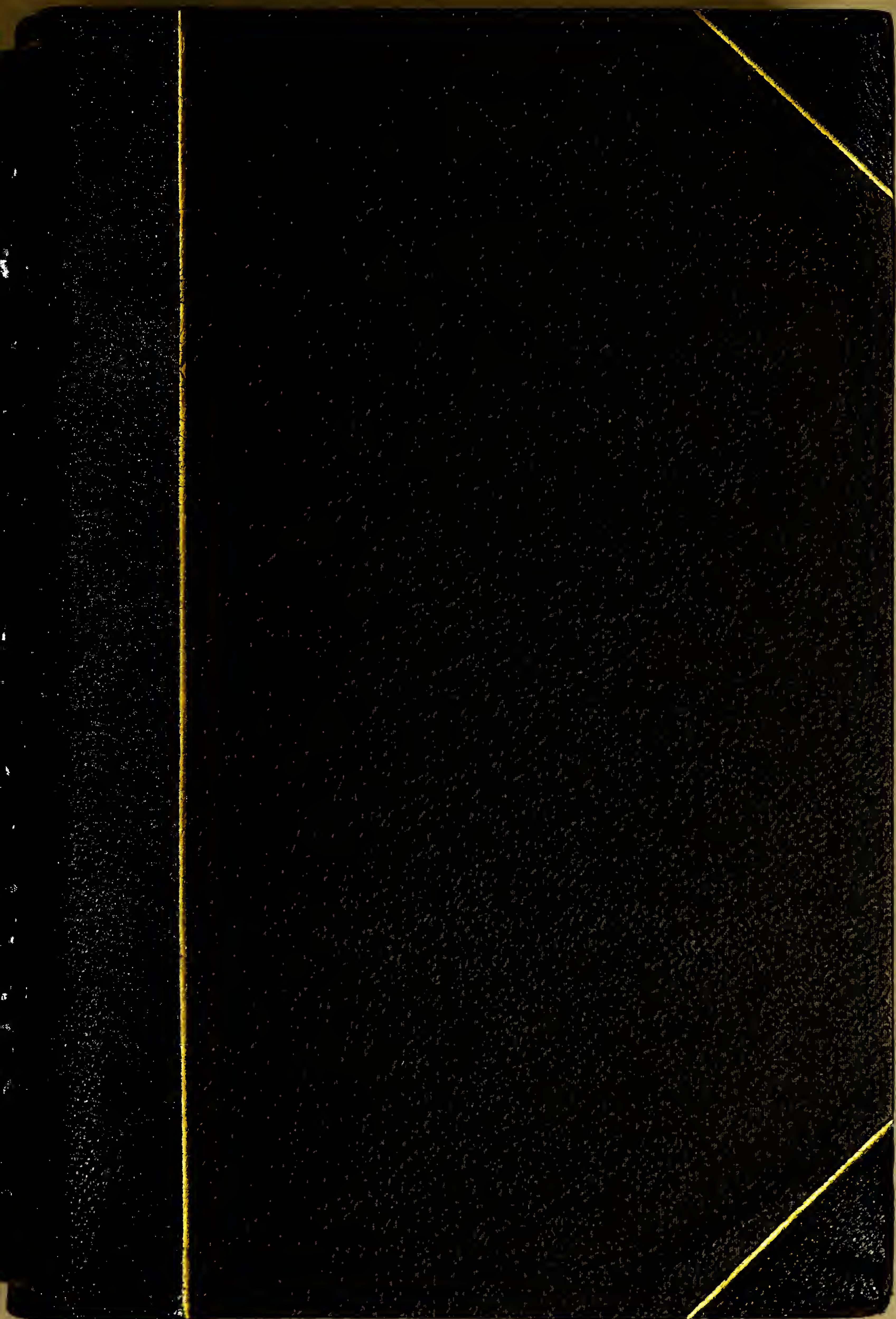



GAUDEO

VOYAGE
DANS
LES ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE.


RPJCB

VOYAGE
DANS
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.
FAIT EN 1795, 1796 ET 1797.

PAR LA ROCHEFOUCAULD-LIANCOURT.

TOME CINQUIÈME.



A PARIS,

Chez { DU PONT, Imprimeur-Libraire, rue de la Loi, N.° 1231
BUISSON, Libraire, rue Haute-feuille.
CHARLES POUGENS, Libraire, rue St-Thomas du Louvre.

L'AN VII DE LA RÉPUBLIQUE.

TABLE
DU CINQUIÈME VOLUME.

SUITE DU VOYAGE AU SUD EN 1796.

SECOND VOYAGE AU NORD.

VOYAGE

VOYAGE
DANS
LES ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE.

SUITE DU VOYAGE
AU SUD EN 1796.

Départ de Richmond pour les montagnes. Dover, Mine de charbon.

Nous nous acheminons le 20 juin M. Guillemard et moi vers les montagnes : *Monticello* habitation de M. *Jefferson*, est le but de cette partie de notre voyage. MM. *Graham* et *Havans*, négocians de Richmond, et possesseur d'une mine de charbon de terre qui se trouve à-peu-près sur notre chemin, ont bien voulu nous y conduire. Cette mine n'est pour ainsi dire pas encore en exploitation. Plusieurs puits ont été faits et abandonnés dans

l'espoir de trouver dans un autre du charbon de meilleure qualité, et en plus grande abondance. Il paraît que cette mine est très-riche, qu'elle est la même couche qui se trouve dans les environs, et qui s'exploite depuis long-tems du côté Ouest de la rivière. Mais ces messieurs qui ne sont ni chimistes, ni méchaniciens, travaillent à tâtons, et ne peuvent être éclairés par aucuns bons avis, car personne peut-être dans toute l'Amérique ne connaît le travail des mines.

C'est encore un des objets pour lesquels les sociétés savantes des États-Unis pourraient être de la plus grande utilité. Il leur serait aisé de faire publier dans les papiers publics les extraits des meilleurs livres, anglais, français et allemands sur cette science poussée si loin en Europe. Ils pourraient aisément entretenir à ce sujet, comme pour tous ceux d'utilité publique, correspondance avec les savans d'Europe, et par la publication de cette correspondance, tenir l'Amérique instruite de tous les progrès, de toutes les découvertes dans la science des mines; ils pourraient lui sauver ainsi tous les essais infructueux qui ruinent et dégoûtent.

MM. Graham et Havans font exploiter cette mine, et la ferme dans laquelle elle

se trouve, par environ cinquante nègres, employés indistinctement à ces deux ouvrages. Dans les terres les plus basses ils trouvent le filon à cent vingt pieds de la surface de la terre, il a communément vingt-quatre pieds d'épaisseur. La terre jusqu'au filon est d'un bon argile rouge et jaune mêlé de pierres très-friables. Le filon est enveloppé d'une petite couche d'ardoise imparfaite, et il repose sur un banc de granit; ce qui, dit mon ami M. Guillemard, doit déconcerter tous les naturalistes d'Europe. Le charbon de cette mine, comme celui de presque toutes celles ouvertes jusqu'ici dans ce pays se tire en poussière, et les morceaux les plus solides qui s'en obtiennent se pulvérisent au plus petit choc avec tant de facilité que ce charbon est plus propre aux fourneaux des maréchaux, des serruriers, etc., qu'à être brûlé dans les cheminées. On croit que dans quelques veines il sera plus solide : alors la mine sera beaucoup plus profitable pour ses possesseurs, mais cette opinion n'est encore qu'une espérance.

Cette ferme de trois cent cinquante acres, presque tous de la meilleure qualité de terre, et couvrant une mine dont la présence était connue au vendeur, n'a coûté il y a

trois ans que cinq mille trois cent trente-trois dollars, ce qui ne revient qu'à dix-huit dollars l'acre. La ferme est conduite à la mode du pays, c'est-à-dire très-mal ; mais comme la plus grande partie est ce qu'on appelle de *bas fonds (low grounds)* les récoltes sont meilleures que dans les autres terres où la culture n'est pas plus soignée.

Le chemin de Richmond à Dover (c'est le nom de la place où se trouve la mine) traverse des bois d'une espèce médiocre. Les terres sont généralement très-pauvres dans ce trajet, quelques parties sont cultivées, et le sont mal. Les maisons sont petites, mauvaises et peu nombreuses. Elles sont habitées par des familles blanches, qui semblent peu aisées.

En passant le creek de *Fuckhehoe,* on quitte le comté de Henry, où se trouve Richmond, pour entrer dans celui de *Gooekland.*

Gooekland-court-house.

Le pays de Dover à *Gooekland-court-house,* où nous sommes venus coucher, est plus varié que le précédent ; on y trouve plus de collines encore, et quelques belles vues, particulièrement de la hauteur de *Pleasant,* où l'on domine sur un large vallon très-étendu,

entièrement défriché, rempli de maisons et de bouquets d'arbres laissés auprès des habitations, ou au milieu des champs.

C'était aujourd'hui jour de cour à Gooeckland. Il s'en tient une tous les mois par les juges de paix du comté. Cette session du tribunal rassemble les juges, les avocats voisins, les particuliers qui ont des affaires, et beaucoup d'hommes oisifs, qui viennent moins pour savoir ce qui se passe que pour boire ensemble.

Il était près de neuf heures du soir quand je suis arrivé, et j'avais devancé M. Guillemard. La compagnie allait se quitter, les comptes étaient faits, chacun était à cheval, et rien n'empêchait plus la séparation que l'indécision, le bavardage familier aux ivrognes, et l'attachement commun entr'eux, quand ils viennent de s'énivrer ensemble. A ma manière de parler anglais au maître de la maison, cette assemblée a aisément reconnu que j'étais Français. Alors tous se sont précipités de cheval, m'ont arrachés du mien, m'ont serré dans leurs bras, « vous êtes Français, » s'écriaient-ils tous ensemble ; » eh bien, vous êtes notre » ami, notre cher ami, nous mourrions tous » pour tous les Français ; nous sommes tous » bons républicains, nous voudrions tuer tous

» les Anglais ; ce serait bien fait, n'est-ce pas?
» Ah notre ami , notre cher ami ! » Et ils s'écriaient entr'eux , « c'est un Français , le » brave cher homme, c'est un Français. Mais » puisque vous êtes Français , vous boirez » du grog avec nous, » et ils me serraient, me tiraient de tout côté, me secouaient la main ; « dites, que voulez-vous que nous fas-» sions pour vous ? vous êtes notre frère ; » j'étais tellement pressé de leur nombre et de leurs caresses, qu'à peine pouvais-je toucher du pied à terre. Leur ivrognerie un peu trop tendre avait cependant une intention qui ne pouvait être désobligeante pour moi, et qui, je l'avoue, me faisait plaisir. Je leur répondais de mon mieux pour la circonstance, mais comme on peut s'en douter, mes réponses se perdaient dans le bruit de leur joie et de leurs protestations. Pendant ce tems , une énorme terrine de grog est arrivée, et nous y avons bu les uns après les autres, à la santé des Français, de la France, de l'Amérique, de la Virginie, et de M. de la Fayette, dont ils parlaient avec enthousiasme. Il a fallu, malgré mon peu de disposition à boire , recommencer deux à trois fois cette ronde de grog, car il fallait bien vuider la terrine ; j'ai eu beaucoup de peine à empêcher l'arrivée d'une

seconde, et l'aubergiste leur ayant dit que le Français (en parlant de moi) venant de faire une grande route avait sans doute besoin de repos, j'ai pu me tirer des mains affectionnées de ces bonnes gens, qui tous voulaient me mener chez eux, à dix, à quinze, à vingt milles du lieu où nous étions.

J'ai aussi été aidé à ma séparation par le tragique retour d'un des convives, qui avait quitté la partie avant que j'arrivasse pour aller se battre avec un autre ivrogne. Ce pauvre jeune homme arrivant en habit de combat, c'est-à-dire, entièrement nud, était couvert de sang d'un coup qui lui avait arraché une partie de l'oreille, et d'un autre sur l'œil, qu'il avait hors de la tête. La tendresse de mes amis s'est appliquée au blessé, et j'ai été rendu à M. Guillemard, qui était arrivé au milieu de la fête que je recevais, et qui, entendant que les Anglais y étaient assez mal traités, ne s'en était pas approché.

En Virginie, où les villages sont peut-être moins multipliés qu'ailleurs, où les tavernes sont rares, il s'en trouve toujours une auprès des maisons où se tient le tribunal, sans quoi les juges, les avocats, les plaideurs, n'auraient aucun moyen de se procurer ni lit ni nourriture. Nous avons été logés fort bien dans la

maison destinée aux juges, dont nous avons partagé le parloir avec trois avocats très-polis, très-sobres et de très-bonne compagnie. Leurs sentimens pour la France et pour ses succès plus raisonnablement exprimés que ceux de mes premières connaissances, l'étaient avec un grand air de sincérité. Ils nous ont dit qu'ils avaient appris que la France avait demandé vingt mille hommes de troupes aux Américains pour les aider dans la conservation de ses colonies des Antilles, et qu'ils ne doutaient pas que l'Amérique, en se rappelant ses obligations envers la France, ne se hâtât de les envoyer. On voit que ces braves gens ne sont pas bien au courant des dispositions de leur gouvernement, et qu'ils sont même peu mesurés dans l'étendue qu'ils donnent à la gratitude nationale. Quoiqu'il en soit, on retrouve en Virginie le même langage d'affection pour la France, de haine et sur-tout de méfiance pour les Anglais, d'attachement pour M. de la Fayette, que l'on rencontre dans toutes les parties de l'Amérique qui ne sont pas trop rapprochées des grandes villes, et des places à spéculations. En tout, le peuple des campagnes et celui des grandes villes, celui qui vit à quelque distance des côtes, et celui qui tient aux places de commerce sont

deux peuples absolument distincts par leurs mœurs et leurs opinions. Cette vérité sensible dans tous les pays du monde, l'est encore plus en Amérique où le peuple est uniquement divisé en commerçans et en agriculteurs, où le commerce appartenant presqu'en totalité à l'Angleterre, voit ses propres intérêts attachés à ceux de cet empire, agit dans ce sens et influence ainsi par les moyens que donne toujours la supériorité de fortune, et forme enfin une nation dans une autre nation; tandis que le peuple des campagnes, attachés par ses propres intérêts à la prospérité unique du pays qu'il habite, la souhaite avec sincérité, la souhaite exclusivement, et n'est sujet qu'aux erreurs dans lesquelles son ignorance peut laisser égarer ses bonnes dispositions.

M. de Rieux. Bird-ordinary.

Les chemins deviennent moins variés encore après Gooekland-court-house, toujours des bois, la différence des collines aux vallons, n'est à l'œil que celle du chemin qui monte ou qui est uni. Les plantations sont toujours moins communes et moins étendues, et la culture encore plus rétrécie. Les tavernes sont très-rares dans cette route. La plus prochaine

était à dix-sept milles de notre couchée. J'ai fait un mille de plus pour en trouver une que je savais tenue par un Français, dont j'avais appris encore que la maison avait été brûlée récemment. Ce Français tenait jadis un store à *Charlotte-ville.* Y ayant éprouvé des malheurs sans inconduite, il est venu s'établir où il est, avec l'assurance qui lui avait été donnée, que le mécontentement que l'on avait de la taverne voisine lui amènerait beaucoup de voyageurs. On ne l'avait pas trompé, tous s'arrêtaient chez lui. On attribue à ce grand succès, et à la jalousie qu'il a produit dans la maîtresse de la taverne voisine, les malheurs de son incendie, qui lui a coûté la perte de son mobilier et de ses provisions, qu'il estime à plus de quinze cents dollars. Son nom est *Plumard de Rieux ;* il est de Nantes. Si, comme il le dit, il appartient à la famille de Rieux, ce que n'indique point son nom de *Plumard*, il serait d'une de celles que les anciennes opinions mettaient en France au premier rang. Il est frère d'un lieutenant de vaisseaux de la marine, qui a partagé les sentimens politiques de l'ancienne marine, et a refusé de servir depuis le commencement de la révolution. M. de Rieux a épousé en Amérique la fille de M. *Mazzey*, italien, établi alors dans

ce continent, qui s'est montré chaud républicain pendant la révolution, qui revenu depuis en Europe, y a été chargé d'affaires du roi et de la république de Pologne en France; sur sa réputation d'ami de la liberté, et que l'on dit actuellement retiré à Pise.

Madame de Rieux, encore jeune, est aimable et instruite. M. de Rieux est aimé et estimé de tous ceux qui le connaissent; il soutient avec courage et gaîté tous les malheurs qui se renouvellent pour lui depuis quelques-tems. Il est appelé à un héritage assez considérable d'une tante restée en France, et jouissant de ses biens; il espère cette succession, mais sans manquer de reconnaître qu'il est dans les circonstances actuelles au moins autant de probabilités contraires, que favorables au recouvrement de cet héritage, quoiqu'il ait quitté la France long-tems avant la révolution.

J'ai éprouvé chez M. de Rieux ce que j'éprouve toujours en rencontrant des Français, bons, honnêtes et raisonnables, un plaisir, un intérêt que je n'éprouve à aucun degré pareil, dans aucune autre circonstance, en Amérique. Est-ce un préjugé, est-ce une faiblesse? Cela peut-être, mais c'est ce que je ressens constamment, ce que j'ai toujours

ressenti en pays étranger, même avant les malheurs de la révolution, et ce que je me sens disposé à éprouver toujours encore. Ah! combien il serait doux, en rencontrant un compatriote honnête et malheureux, entouré d'une femme et d'une famille nombreuse, de pouvoir, par un prêt de quelque valeur, avancer le rétablissement de son aisance sans blesser sa délicatesse! La privation d'une jouissance de cette espèce, n'est pas la moins fâcheuse conséquence d'un grand revers de fortune.

M. de Rieux tient à loyer l'établissement où il est, et les trois cent cinquante acres de terre qui y sont joints, le tout pour quatre-vingt dix-huit dollars par an, nouvelle preuve de la modique valeur des terres en Virginie, les siennes étant d'une bonne qualité.

Après une journée presqu'entièrement passée chez M. de Rieux, nous sommes venus coucher à *Bird-ordinary*, dix milles plus loin. Les plantations deviennent de moins en moins fréquentes, et de plus en plus pauvres. Presque tous ces petits planteurs, bien misérables, ont cependant un ou deux nègres. Les nègres, généralement bien traités en Virginie, le sont presque toujours mieux chez ces pauvres fermiers, qui partagent avec eux les travaux

des champs, et qui, s'ils ne les nourrissent et ne les vêtissent pas bien, les traitent au moins à cet égard aussi bien qu'eux-mêmes, tandis que dans beaucoup de plantations riches, les nègres n'ont pas de viande six fois dans l'année, et vivent seulement de maïs, et par fois de lait de beurre.

Milford.

C'est un très-petit village bâti depuis peu d'années sur la *Rivanna*, petite rivière qui se jette dans James-river. On passe avant d'y arriver, le *Melhaneck-creek*, qui court à la Rivanna. L'un et l'autre sont guéables, mais la crue des eaux rend souvent les gués très-dangereux, et quelquefois impraticables, du moins pour quelques heures, car leur pente est si considérable, qu'en moins d'une demie journée ils reviennent à leur profondeur ordinaire, qui n'est que de trois pieds.

Monticello. M. Jefferson; sa culture comparée à celle du pays.

Monticello est à quatre milles de *Milford*, dans cette chaîne de montagnes qui s'étend depuis James-river jusqu'au *Rappahanock*,

à vingt-huit milles en avant des montagnes Bleues, et dans une direction qui leur est parallèle. Cette chaîne, qui est sans interruption dans sa petite étendue, prend successivement les noms de montagnes de l'Ouest, de montagnes du Sud et de montagnes Vertes. (*West*, *South*, et *Green mountains.*)

C'est dans la partie connue sous le nom de montagnes du Sud qu'est situé Monticello. La maison est placée sur le sommet de la montagne. Le goût et les arts d'Europe ont été consultés pour son plan. M. Jefferson en avait commencé la construction avant la révolution d'Amérique; depuis cette époque, sa vie constamment employée dans les affaires publiques, ne lui a pas permis d'en completter l'exécution dans toute l'étendue du projet qu'il paraissait d'abord avoir conçu. Ce qui était construit a souffert de la suspension du travail, et M. Jefferson, rendu depuis deux ans à la vie privée, s'occupe aujourd'hui à réparer les dégâts occasionnés par cette interruption, et plus encore par son absence; il achève son premier plan: il le rectifie même en donnant à ses bâtimens moins d'élévation et plus d'étendue. Il se propose de ne les composer que d'un seul étage, surmonté de balustrades; un dôme s'élevera au centre de l'édifice. Les distributions

seront vastes et commodes ; les ornemens du dedans et des dehors simples, mais réguliers et soignés. Monticello, tel qu'il devait être dans son premier plan, était infiniment supérieur pour le goût et la commodité, à toutes les maisons d'Amérique ; mais M. Jefferson n'avait alors étudié les arts et le goût que dans les livres. Son voyage en Europe lui en a montré des exemples ; il se les ait appropriés, et son nouveau plan, dont l'exécution déjà avancée sera entièrement terminée avant la fin de l'année prochaine, placerait cette maison au rang des plus agréables de France ou d'Angleterre.

La vue est depuis la maison de M. Jefferson une des plus vastes que l'on puisse rencontrer. Du côté de l'Est, où est la façade, l'œil n'est arrêté par rien, puisque la montagne sur laquelle la maison est placée domine toutes les élévations qui se succèdent jusqu'à la Chésapeak. Il découvrirait l'Atlantique si la distance n'était pas trop éloignée ; cette distance en est le seul obstacle. A droite et a gauche, l'œil parcourt la large vallée qui sépare les *Green*, *South* et *West mountains* des montagnes Bleues, et n'a de bornes que ces hautes montagnes dont, par un tems clair, on apperçoit la chaîne à droite, jusqu'à

plus de cent milles, fort au-delà de James river, et à gauche jusques dans le Maryland, de l'autre côté de la *Potowmak;* quelques intervalles que laissent les sommités irrégulières des montagnes Bleus, découvrent la *Peacked-ridge,* chaîne de montagnes placée entre les montagnes Bleues et les montagnes du Nord, autre chaîne plus reculée. Mais en arrière l'œil est promptement ärrrêté par une montagne plus élevée que celle où est bâtie la maison. Cette borne que l'œil rencontre si prochainement de ce côté, et dans ce seul point, est un repos agréable: l'immensité qu'il embrasse de tous les autres côtés, étant déjà peut-être trop grande. Un nombre assez considérable de champs cultivés, de maisons, de granges animent et varient l'étendue de cette vue qui l'est plus encore par les belles formes des montagnes, dont aucune dans cette longue succession ne ressemble à une autre. Le secours de l'imagination est cependant nécessaire pour completter la jouissance de ce magnifique aspect; il faut qu'elle montre ces plaines, ces montagnes telles que l'augmentation de la population et des défrichemens les rendront dans un plus ou moins grand nombre d'années. La proportion entre les parties cultivées et celles encore couvertes

couvertes de bois aussi vieux que le Monde, est aujourd'hui beaucoup trop grande, et peut-être même quand elle disparaîtra, l'œil désirera-t-il encore une large rivière, une masse d'eau, sans laquelle une vue, quelque grande, quelque étendue qu'elle soit, manque toujours de ce qui peut la rendre entièrement belle.

C'est sur cette montagne et dans les vallons dont elle est entourée, en-deçà et au-delà de la *Rivanna* que sont les cinq mille acres dont M. Jefferson est possesseur dans cette partie de la Virginie. Onze cent vingt seulement sont en culture. Les terres laissées aux soins des économes ont souffert, comme les bâtimens, de la longue absence du maître. Elles ont été épuisées par des cultures successives, d'après l'usage du pays. Leur situation inclinée y rend les soins plus nécessaires que pour des terres situées à plat; elle y rend plus nuisibles les méthodes communes; elle exige enfin dans leur ménagement plus de réflexions et de combinaisons qu'il n'en faudrait dans tout autre. C'est aujourd'hui l'occupation de M. Jefferson. Peu accoutumé aux soins de l'agriculture, il n'en a saisis les principes que dans les ouvrages qui en traitent et dans la conversation. C'est un

genre de lumières souvent trompeur et toujours insuffisant dans un pays où l'agriculture est bonne ; mais il est préférable à celui de la pratique dans un pays où la pratique est mauvaise, et où la routine, dont il est si difficile de se débarrasser, est cependant dangereuse à suivre. On doit sur-tout en bien espérer lorsqu'un esprit observateur comme celui de M. Jefferson, qui prend la théorie pour guide, en veille l'application avec discernement, et en rectifie l'usage selon les circonstances particulières au pays, au climat, au terrein, à l'expérience qu'il acquiert tous les jours.

La rotation ancienne était le tabac, pendant quatre ou cinq années consécutives, puis les jachères, puis le tabac. La culture du tabac étant presqu'entièrement abandonnée dans cette partie de la Virginie, la rotation commune est bled, puis maïs, puis bled, puis maïs, jusqu'à ce que la terre usée n'ait plus la force de rien produire ; après quoi, le champ est abandonné, et le cultivateur passe à un autre qu'il traite et abandonne de même, jusqu'à ce qu'il revienne à celui qui le premier avait été délaissé, et auquel le repos a rendu quelques facultés productives. La disproportion entre la quantité de terres qui

appartiennent aux planteurs, et les bras qu'ils peuvent y employer, diminue pour eux les inconvéniens de cette détestable méthode. Les terres qui ne sont jamais fumées, fournissent plus ou moins long-tems à cette alternative de froment et de maïs selon leur nature et leur position ; elles redeviennent aussi, par les mêmes circonstances, plus ou moins promptement en état de fournir de nouvelles récoltes. Si elles se recouvrent de bruyères, d'herbes, elles sont cultivables souvent au bout de huit à dix ans; si elles ne s'en recouvrent pas, un espace de vingt années ne les rend pas capables de reproduction. Les cultivateurs qui n'ont point assez de terres pour en laisser une grande quantité aussi long-tems sans récolte, font succéder à la culture du bled et du maïs, une ou deux années de jachères, pendant lequel tems les champs servent de pâtures, puis sont employés de nouveau à la même culture. Dans l'une et l'autre de ces méthodes, les terres rapportent de cinq à six boisseaux de bled, ou dix à quinze de maïs par acre. On doit aussi compter dans les produits du maïs, cent livres de feuilles pour chaque cinq boisseaux ou chaque barril de grain. Ces feuilles sont données en fourrage aux animaux. C'est ainsi que les terres

de M. Jefferson avaient toujours été cultivées, et c'est ce système qu'il a très-sagement abandonné. Il a divisé en quatre fermes la totalité des terres qu'il cultive; chacune l'est en sept champs de quarante acres. Chaque ferme est donc de deux cent quatrevingt acres. Sa rotation est de sept années, et c'est elle qui a réglé la division de chaque ferme en sept champs. Des sept années, la première est en bled, la seconde en maïs, la troisième en pois ou pommes de terre, la quatrième en vesce, la cinquième en bled, la sixième et la septième en trèfle. Ainsi, il n'est pas une année sans avoir une récolte de chacun de ses champs, et la succession de ses cultures préparant la terre pour la récolte suivante, en augmente le produit. L'abondance de ses trèfles, de ses pommes de terre, de ses pois, ect., lui donnera les moyens d'entretenir assez de bétail pour fumer ses terres, qu'il ne fume presque point encore, indépendamment du grand profit qu'il fera par la suite sur la vente des bestiaux.

Chacune de ces fermes, sous la direction d'un économe particulier, est cultivée par quatre nègres, quatre nègresses, quatre bœufs et quatre chevaux. Les économes qui exploitent toujours séparément s'entr'aident cependant

dans le moment des récoltes et dans ceux où le travail est urgent. La grande déclivité des champs, qui rendrait les charrois à un centre commun, très-pénibles et très-longs, même dans chaque ferme, a déterminé M. Jefferson à construire sur chaque champ, un grenier capable d'en contenir la récolte en grain ; celle en fourrage y est serrée aussi, mais elle est presque toujours assez abondante pour exiger des meules particulières qui se placent près du grenier. Les greniers sont faits en troncs d'arbres, leurs planchers en planches. Les forêts et les esclaves réduisent à presque rien les dépenses de ces constructions.

M. Jefferson a une de ces belles machines à battre le bled, inventée il y a quelques années en Écosse, et déjà fort commune en Angleterre. Cette machine, dont le poids total ne s'élève pas à deux mille livres, est portée d'un grenier à l'autre, dans un chariot, et bat de cent vingt à cent cinquante boisseaux par jour. Un ver, dont les œufs sont presque toujours déposés dans l'épi de bled, en basse Virginie, oblige de battre le grain peu de tems après la récolte ; alors la chaleur qu'occasionne le mélange du grain et de son enveloppe dont il est dégagé, mais au milieu de laquelle on le laisse, détruit le principe

vital de l'œuf, et garantit le bled des inconvéniens de son développement. Le bled laissé en épi, sans être promptement battu, serait détruit par le ver qui éclorait de ces œufs. Ce fléau ne s'étend pas cependant plus loin au Nord que la Potowmak, et a pour borne à l'Ouest les montagnes Bleues. Peu de semaines après être battu, le bled, à l'abri de tout danger, est vanné, et peut être envoyé au marché. Les planteurs de Virginie battent ordinairement leur bled en le faisant piétiner par les chevaux; cette manière est lente, et il n'est aucun pays où la célérité de cette opération soit aussi nécessaire que dans ces parties de la Virginie. D'ailleurs, le piétinement des chevaux brise la paille. M. Jefferson espère que sa machine se répandra dans l'État. Elle y a déjà quelques imitateurs dans son voisinage. Dans un pays où chacun a du bois en abondance, la construction n'en peut être que d'une dépense bien légère.

M. Jefferson, dans l'état où est aujourd'hui sa ferme, compte sur un produit commun de huit boisseaux de bled par acre, de dix-huit de maïs, et de deux milliers de trèfle. Quand les terres seront fumées, il doit espérer une récolte deux fois au moins, et peut-être trois fois plus considérable. Mais ses terres ne seront

jamais fumées autant que le sont celles d'Europe. Le gros bétail , les cochons , qui chez nous sont tenus toujours à la ferme , ou y reviennent le soir , et dont le fumier est recueilli avec soin , conservé seul , ou mêlé, selon les circonstances , sont ici laissés dans les bois toute l'année. M. Jefferson n'a de moutons que pour la consommation de sa table. Il ne coupe les trèfles que deux fois dans la saison , et il ne souffre point que , dans aucun tems, ses animaux pâturent dans ses champs. Son engrais sera donc réduit à ce que la consommation de ses fourrages pourra entretenir de bestiaux, qu'il se propose d'acheter au commencement de l'hiver , pour les revendre au printems, et ces bestiaux , nourris autour des greniers où seront serrés les fourrages , ne fourniront des fumiers que pour ces champs.

L'opinion qu'a M. Jefferson , que l'ardeur du soleil , dans ce pays , détruit, ou du moins épuise en grande partie les sucs nourriciers de la terre , lui fait juger nécessaire , de la laisser toujours couverte. C'est autant pour les préserver de cette destruction , que pour multiplier ses produits, que ses champs ne sont jamais en jachères. Le même principe le guide pour ne faire couper ses trèfles que deux fois , et

pour empêcher la pâture. D'après ce principe, ses champs ne sont point enclos ; un seul rang de pêchers les divise.

Il faudrait une longue expérience pour juger si la perte en fumier que ce système occasionne dans ses fermes, si l'avantage connu des clôtures en fossés, sur-tout dans une situation inclinée, où les pluies portent toujours vers le bas, les terres d'en haut, sont avantageusement compensés, par la faculté végétative qu'il croit ainsi conserver à ses champs. Son système est à lui seul dans le pays, il est censuré par quelques voisins, qui s'occupent aussi avec intelligence d'améliorer leur culture ; mais il y tient, et il le croit fondé sur de bonnes observations.

La culture de tout ce pays est, comme je l'ai dit, principalement tournée vers le froment. La hausse des prix de ce grain depuis deux ans, a donné cette direction aux spéculations des planteurs comme à celles des marchands. La population de la Virginie, si peu considérable en proportion de son étendue, si peu rassemblée en villes, fournirait un débit peu sûr à une grande quantité de bestiaux. Chaque planteur en a dans les bois plus qu'il n'en faut pour la consommation de sa famille. Les nègres, qui font une

grande partie de la population, mangent peu de viande, et ce n'est que du porc. Quelques fermiers cultivent du seigle, de l'avoine; mais c'est le petit nombre. Les grains sont vendus ici à des négocians de Milford, ou de Charlotte-ville, qui les embarquent pour Richmond. Le prix du marché de cette dernière place est un schelling de plus par boisseau que celui du marché ordinaire. La spéculation, ou le besoin pressant d'argent, font varier quelquefois cette manière de vendre, mais elle est la plus commune. L'argent est très-rare dans ce canton. Les papiers de banque n'y sont pas connus; c'est donc généralement par échange, que se font les ventes, et le marchand qui reçoit les grains, donne leur valeur dans l'espèce de denrées dont le vendeur a besoin.

M. Jefferson a vendu son bled, l'an dernier, deux dollars et demi le boisseau. Il assure qu'il est, dans ce canton, plus blanc que dans les environs de Richmond, et dans tous les autres bas pays, et que le boisseau qui là ne pèse que de cinquante-cinq à cinquante-huit livres, pèse chez lui de soixante à soixante-cinq.

Outre les onze cent vingt acres de terres, divisés en quatre fermes, M. Jefferson en cul-

tive quelques autres en turneps, en chicorée, et autres cultures particulières, mais en petit nombre.

Avant de quitter sa ferme, je ne veux pas oublier de dire que j'ai vu ici une *drilling-machine*, dont on ne peut traduire le nom en français que par *machine à semer en paquets*. M. Jefferson dit qu'elle a été inventée dans son voisinage. Si elle est aussi bonne qu'il le croit, c'est une invention d'autant plus heureuse, qu'au dire d'Arthur *Young*, il n'en existe pas une bonne en Angleterre. Cette machine, établie sur une espèce de train de charrue, porte un couteau qui ouvre légèrement le sillon à la profondeur désirée. En arrière de ce couteau, et dans la partie supérieure, est une petite auge, où le grain que l'on veut semer est placé. Ce grain en est enlevé par une suite de petits dés cousus sur une bande de cuir ou de ruban, en tournant autour de deux pivots placés l'un au-dessus de l'autre, à la distance de sept à huit pouces. Les petits dés puisent le grain dans l'auge, l'enlèvent et le reversent dans un petit conduit qui le dépose dans la voie faite par le couteau. La distance d'un de ces dés à l'autre dans sa chaîne, détermine celle qui se trouve entre les places où les

semences sont déposées dans la terre; un rateau fixé à la machine en arrière des conduits par où descendent les semences, les recouvre. La chaîne *sans fin* de dés, qui fait le mérite de la machine, peut être comparée à celle dont on se sert pour puiser l'eau à de grandes profondeurs, ou plus positivement encore à un élévateur de farine dans les moulins d'*Evans*. Elle est mise en mouvement par une roue légère, qui roule sur la terre à mesure que la machine avance, et qui est fixée de manière à ne recevoir aucune iuterruption dans sa marche par les inégalités du terrein, même par les pierres qu'elle peut rencontrer. S'il est vrai que cette machine remplisse entièrement le but qu'on en attend, on ne conçoit pas qu'elle n'ait point été inventée plutôt; car elle n'est composée que de mouvemens bien connus, de moyens sans cesse employés, et sans aucune complication. Elle me semble encore très-susceptible de perfectionnement.

On trouvera sans doute que je rends un assez bel hommage à l'agriculture en parlant de M. Jefferson comme fermier, avant d'en parler sous tout autre rapport.

Il faut être entièrement ignorant de l'histoire de l'Amérique, pour ne pas savoir que M. Jefferson a partagé avec Georges Washington,

Franklin, John Adams, M. Jay, et un petit nombre d'autres, les travaux et les périls de la révolution dans toutes ses époques ; qu'il a porté dans le fameux congrès qui l'a décidée et conduite, une hardiesse et une fermeté de caractère, une réunion de talens et de connaissances, une stabilité de principes qui feront passer à la postérité son nom avec éclat, et qui lui assurent à jamais le respect et la reconnaissance de tous les amis de la liberté. C'est lui qui dans ce fameux congrès, si respectable et si respecté, dans ce congrès, toujours inaccessible à la séduction, à la crainte et à la faiblesse apparente du peuple dont il était l'organe, et fort de la grandeur et de la beauté de la cause qu'il avait à défendre, c'est lui, dis-je, qui avec M. *Lee*, autre député de la Virginie, et son ancien, a proposé la déclaration de l'indépendance. C'est lui qui, principalement avec John Adams, en a pressé la délibération, et en a emporté la décision, en surmontant la prudence de quelques-uns de ses collègues, non moins patriotes, mais plus timides qu'eux; c'est lui qui a été chargé de la rédaction de ce chef-d'œuvre de raison, de noblesse et de fierté. C'est lui qui depuis, gouverneur de Virginie aux époques des invasions d'Arnold et de Cornwallis, s'est acquis

un titre particulier à la reconnaissance de ses concitoyens. C'est lui qui, le premier ambassadeur des États-Unis en France après la paix, a rempli à cette grande époque ce poste distingué à la satisfaction des deux nations. C'est lui enfin, qui, secrétaire d'État en 1792, quand les ridicules et désorganisatrices prétentions de M. Genêt, et l'arrogante hauteur du ministre d'Angleterre, voulaient, chacun dans leur sens, abuser de la faiblesse politique des États-Unis, a fait tenir à son gouvernement un langage noble et franc, qui eût honoré la puissance la plus formidable. Cette longue correspondance avec ces deux agens mal-intentionnés, mériterait à elle seule, par sa justesse, sa profondeur et son habileté, la réputation d'un homme d'État à son auteur.

M. Jefferson est, depuis le commencement de 1794, retiré des affaires. C'était le moment où la malveillance de l'Angleterre s'exerçait contre les États-Unis avec le plus de force, où ses traitemens iniques étaient ressentis avec le plus d'amertume d'un bout à l'autre de l'Amérique. C'était l'époque la plus importante pour la politique des États-Unis, puisqu'ils voulaient en avoir une active. La préférence presque continuelle que donna dans cette circonstance le Président aux avis de

M. Hamilton, qui entraînaient toujours l'opinion du général Knox, et même celle de M. Randolph, alors attorney général de l'Union, sur ceux de M. Jefferson, lui fit prendre cette résolution. Dès-lors M. Jefferson était regardé par le parti gouvernant comme chef de l'opposition. On lui prêtait des vues de révolution, de trouble. On l'accusait de vouloir renverser la constitution des États-Unis, d'être l'ennemi de son pays, de vouloir être tribun du peuple. Il suffit de savoir que M. Jefferson est un homme d'esprit pour sentir l'absurdité de ces grossières imputations. Quand on connaît sa vertu, on s'étonne qu'elles aient pu être prononcées. Ses propos sont ceux de l'homme le plus attaché au maintien de l'Union, de la constitution actuelle, à l'indépendance des États-Unis. Il se montre ennemi de tout nouveau système que l'on voudrait établir, mais plus ennemi de la monarchie que de tout autre. Il pense que la constitution doit être soigneusement conservée, mais défendue des atteintes que lui porterait l'extension des prérogatives du pouvoir exécutif. Elle a été faite, acceptée dans des intentions républicaines, il la veut maintenir républicaine. D'ailleurs, je l'ai entendu parler avec un grand respect des vertus du Président,

et avec estime de son jugement sûr et sain.

Mais les partis sont exaltés en Amérique ; ils s'enveniment chaque jour ; les hommes qui partagent l'opinion de M. Jefferson, attaquent leurs opposans par des imputations sans doute aussi peu fondées. Où il y a parti, il n'y a jamais raison, ni justice toute entière à espérer d'aucune part ; rarement même morale sévère dans les moyens de servir sa cause ; on la voit bonne, on croit mauvais tout ce qui n'est pas elle, on le croit bientôt coupable, et alors même la probité sert à égarer la probité. Les ressentimens personnels prennent pour chacun la couleur de l'esprit public ; et souvent dans les partis, quand les injustices les plus odieuses sont commises, les calomnies les plus atroces répandues, peu d'hommes sont dans le secret, et savent que ce sont des injustices et des calomnies. Cette vérité est incontestable pour tout homme qui a vécu au milieu des partis, et alors elle doit conduire à la tolérance.

M. Jefferson est dans la société doux, facile, obligeant, quoique froid. Sa conversation est une des plus agréables et des mieux nourries que l'on puisse trouver dans quelque partie du monde que ce soit. Il tiendrait en Europe un rang distingué parmi les savans, et c'est ainsi qu'il y a été vu. Aujourd'hui, il s'occupe avec

activité et constance de sa ferme, de ses bâtimens ; il en ordonne, il en dirige, il en suit les travaux dans tous les détails. Je l'ai trouvé au milieu de la moisson, à laquelle l'ardeur brûlante du soleil ne l'empêche pas de présider. Ses nègres sont nourris, habillés, traités, aussi bien que le seraient des domestiques blancs. Comme il ne peut pas attendre de secours des deux petites villes voisines, tout se fait chez lui, ses nègres sont menuisiers, charpentiers, maçons, charrons, serruriers, etc. Il emploie les enfans à une manufacture de cloux, qui lui est déjà très-profitable. Les jeunes et vieilles négresses filent pour les habillemens des autres. Il les stimule par des récompenses, par des distinctions ; enfin, son esprit supérieur s'emploie dans le ménagement de ses intérêts domestiques, avec l'habileté, l'activité, l'ordre qu'il a porté dans les affaires publiques, et qu'il porterait par-tout. Il est aidé dans le soin de son ménage par ses deux filles, Madame *Randolph* et Miss *Maria*, l'une et l'autre belles, jolies, modestes et aimables. Elles ont été élevées en France. Leur père les a souvent menées chez Madame d'*Enville*, ma chère et respectable tante ; elles y ont connu ma famille, et les noms de beaucoup de mes amis ne leur sont pas étrangers ;

nous

nous avons pu les prononcer ensemble. On concevra que j'en ai dû recevoir des impressions sensibles, des souvenirs quelquefois pénibles, mais toujours doux. A quinze cents lieues de sa patrie, isolé, dans un autre monde, souvent en proie à la mélancolie, on croit être rappelé à l'existence, et n'être pas étranger même au bonheur, en entendant parler de sa famille, de ses amis, par des personnes qui les ont connus, qui se souviennent de leurs noms, de leurs figures, de leurs intérêts, qui s'expriment à leur égard avec bienveillance.

M. *Randolph* est propriétaire d'une plantation considérable joignant à celle de M. Jefferson, il passe avec lui tous les étés, et semble, par son affection, être plutôt son fils que son gendre. Miss Maria ne quitte pas son père, mais elle a dix-sept ans, elle est remarquablement belle, et sans doute elle trouvera bientôt qu'il est encore des devoirs plus doux à remplir que les devoirs filiaux. La philosophie de M. Jefferson, son amour pour l'étude, sa belle bibliothèque, qui lui en fournit les moyens, les ressources de son esprit, ses amis, enfin, l'aideront sans doute à supporter cette privation, qui d'ailleurs, probablement, ne sera pas entière : le second gendre de M. Jefferson pouvant, comme M. Randolph, se rap-

procher de Monticello, et ne pouvant pas, s'il est digne de Miss Maria, trouver une société plus désirable que celle de M. Jefferson.

La situation de Monticello rend ce lieu exempt des exhalaisons pestilentielles, source de tant de maladies dans les pays d'en bas; sa grande élévation le fait jouir du plus léger souffle de vent, et les brises de la mer, qui sur le rivage se font sentir vers huit ou neuf heures du matin, arrivent à Monticello à une heure ou deux après midi, et y apportent quelques fraîcheur; mais le soleil y est insupportable par son ardeur, comme dans tous les États du Sud et les lieux qui y ont quelque avantage sur les autres, sont ceux qui, comme celui-ci, ne sont exposés qu'à ses rayons directs sans pouvoir éprouver la réflection de montagnes plus élevées, ou de bâtimens voisins.

M. Jefferson, comme tous les propriétaires d'Amérique, pense que son habitation est plus saine qu'aucune autre, qu'elle l'est autant que les plus belles parties de la France, que la fièvre d'accès ne s'y est jamais fait sentir, qu'on n'y voit point de maladies bilieuses; cela est sans doute, puisqu'il le dit, et puisque personne n'est malade, ni parmi sa famille, ni parmi ses nègres; mais je n'en pense pas moins qu'un Européen qui dans cette saison ne se tiendrait

pas à couvert à Monticello depuis neuf heures du matin jusqu'à six heures du soir, n'y jouirait pas long-tems de la santé. Dans les sept jours que j'y suis resté, il n'y en a pas eu un seul sans quelques momens de pluie, et la chaleur n'en perdait pas pour cela de sa force.

On rencontre en Virginie plus qu'en Caroline et qu'en Géorgie des nègres quarterons. J'ai même vu, et particulièrement chez M. Jefferson, des esclaves qui n'avaient ni par la couleur ni par les traits aucune trace de leur première origine, mais ils sont fils de mères esclaves, et par conséquent esclaves. Cette plus grande quantité de gens de couleur est due à la plus grande ancienneté de l'établissement de la Virginie, et c'est la classe des économes que l'on accuse de la produire. Ils en ont la tentation puisqu'ils sont jeunes, et toujours au milieu de ces esclaves. Ils en ont le pouvoir puisqu'ils sont despotes. Cependant l'opinion est si forte contre ce mélange des blancs avec les noirs, que c'est toujours à la dérobée et passagèrement qu'ils satisfont leur fantaisie, aucun ne vivant régulièrement avec une femme de couleur.

Avant de terminer cet article, je dois dire que j'ai été témoin pendant mon séjour à Monticello, de l'indignation qu'a produit parmi

tous les planteurs des environs le traitement cruel d'un maître envers son esclave, qu'il avait battu au point de le laisser presque mort sur la place. La justice poursuit ce maître barbare, et chacun des maîtres de nègres témoigne hautement le désir que la loi prononce sévèrement contre lui, ce qui semble n'être pas douteux.

Mais il est tems de laisser M. Jefferson, dont la réception obligeante a répondu entièrement à ce que j'avais droit d'attendre de sa civilité, de notre ancienne connaissance faite en France, et de sa liaison particulière avec mes parens et mes amis. M. Jefferson est appelé par le parti républicain, dit anti-fédéraliste, pour succéder dans la présidence des États-Unis à George Washington, qui déclare publiquement ne vouloir pas accepter la continuation de cette place, si le vœu de la majorité du peuple des États-Unis la lui offraît. L'autre parti y appelle *John Adams*, à qui des services anciens, une conduite distinguée dans la cause de la liberté, sa place enfin de vice-président, donnent sans doute aussi de grands droits. Dans les circonstances où se trouvent aujourd'hui les États-Unis, divisés entre deux partis qui s'accusent mutuellement de perfidie et de trahison, et entraînés dans

des démarches politiques aussi difficiles à rétracter qu'à poursuivre, cette grande place est remplie d'écueils ; la probité, le dévouement à la chose publique, et les lumières les plus distinguées ne les pourront faire éviter tous. Il n'existe plus dans les États-Unis un homme dans la situation où était George Washington à sa première nomination, l'homme réunissant en lui la confiance et la reconnaissance de toute l'Amérique. Il ne serait plus cet homme dans les circonstances actuelles, et le Président prochain des États-Unis ne sera que le président d'un parti. Il faudrait donc être l'ennemi d'un des prétendans pour s'unir à lui dans le désir qu'il pourrait avoir d'être porté à ce poste éminent. La jouissance temporaire de la vanité du proclamé, pourrait bien être douloureusement suivie de chagrins pour le reste de sa vie.

Les deux petites villes de Charlotte-ville et de Milford font le commerce des produits du pays qui est entr'elles et les montagnes. Elles sont même une espèce de dépôt pour le commerce des pays encore plus éloignés, et particulièrement Milford, où commence la navigation qui de ce point n'est plus interrompue jusqu'à Richmond. Le transport des marchandises et des produits par eau coûte

un tiers de dollar par cent livres pesant. Le commerce, qui se fait aussi un peu en argent, a lieu principalement par échange, parce que l'argent est rare et que les billets n'y sont reçus qu'avec difficulté. Le prix des terres est de quatre à cinq dollars l'acre, et le nombre de celles à acquérir est très-considérable. La viande se paye quatre pences, c'est-à-dire le mouton, le veau, et l'agneau ; car on n'y trouve de bœuf que dans l'hiver. Les ouvriers blancs comme maçons, charpentiers, menuisiers, serruriers, se paient d'un dollar et demi à deux dollars par jour, selon leur rareté dans le pays. Les maçons à ce titre obtiennent le plus haut prix, il n'y en a pas quatre qui travaillent en pierres dans tout le comté d'Albemarle, où est situé Monticello, que j'ai quitté le 29 juin.

Woods-tavern. Culture du tabac.

Le chemin jusqu'à *Woods-tavern*, sur *Jekney-creek*, et à travers les bois, est assez uni et assez bon. Les plantations y sont toujours rares, chacune d'elles occupe en tabac autant d'acres que son propriétaire peut y employer de nègres. Mais ici, comme sur la rivière de James, et dans toute la Virginie,

le tabac fait annuellement place au bled, qui devient peu à peu la culture presque générale, et la baisse actuelle des bleds ne semble pas rendre les planteurs moins attachés à ce changement dans leur système de culture.

La culture du tabac est difficile, vétilleuse et incertaine. Il se sème dans le mois de mars dans un terrein gras, un peu humide.

Avant le tems de la semence le terrein est couvert de petites branches d'arbres, que l'on y brûle pour détruire les herbes et les racines qui pourraient nuire à la croissance de la plante, et aussi pour féconder la terre par leurs cendres. Le tabac est semé sur couche, et fort épais, dans un coin du champ le plus à l'abri qu'il est possible. Cette semence est couverte de branches, dans la crainte que le froid ne nuise à son développement et n'empêche la plante de pousser. Quand elle a trois ou quatre pouces de haut, elle est transplantée dans le champ qui a été bien ameubli et travaillé en butte ; un nègre d'un coup du dos de la bêche applatit le haut de la butte, et un pied de tabac est planté sur chacune d'elles, distantes l'une de l'autre de quatre pieds en tout sens. On tient constamment le terrein propre, on épluche la plante, et on lui arrache les feuilles que l'on juge pouvoir nuire à sa

parfaite croissance, en commençant toujours par celles qui sont les plus près de terre, et que l'humidité pourrait affecter. On en butte la tige, on en brise la tête avec l'ongle pour l'empêcher de s'élever trop haut ; on coupe tous les rejetons qui poussent sous les aisselles des feuilles, on arrache successivement toutes les feuilles, n'en laissant jamais plus de huit à neuf. Enfin, quand la plante est jugée mûre, ce qui a lieu dans le mois d'août, elle est coupée, et laissée plusieurs jours à sécher au soleil dans le champ, puis emportée dans des greniers. Chacune d'elles y est séparément suspendue par la partie inférieure. Là, les feuilles prennent par la dessication un dernier degré de maturité, mais ne le prennent pas également ; car cette dessication qui a lieu au bout de deux jours pour quelques-unes, dure plusieurs semaines pour quelques autres. A mesure que les feuilles sont séchées, elles sont arrachées de la tige, et arrangées les unes sur les autres en petits paquets. Les feuilles les plus parfaites doivent être mises ensemble, les feuilles de qualité inférieure doivent encore être séparées en classes différentes ; au moins est-ce ainsi qu'en usent les planteurs qui apportent le plus de soins dans la fabrication de leur tabac. Les petits paquets de feuilles liés

par leurs queues, sont mis ensuite sous la presse, puis entassés de force dans les boucauds. Ces procédés varient plus ou moins dans les diverses plantations, mais il n'y a point entr'eux de bien grandes différences.

Les tabacs cultivés en Virginie sont le *sweet scented*, le plus estimé de tous ; ensuite le *big* et *little* (gros et petit), puis le *frederick*, enfin le *one-and-all*, le plus grand de tous, celui qui rapporte le plus en quantité. Le tabac cultivé dans ces cantons se vend à Milford ou à Richmond. Le prix est le même, aux frais près de la voiture, qui sont d'un tiers de dollar par cent pesant, comme pour toute autre denrée. Il a été vendu cette année six dollars deux tiers le cent. Il y a trois ans, le prix n'en était que de trois à quatre dollars. Un nègre peut cultiver dix mille buttes, et chaque acre en contient quatre mille. C'est donc deux acres et demi qu'un nègre peut cultiver ; quatre buttes donnent à-peu-près une livre de tabac, ainsi chaque acre en donne environ mille livres, et chaque nègre en peut produire deux mille cinq cents livres. Mais, comme je l'ai dit, la culture de cette plante est très-vétilleuse, elle est exposée à une grande quantité d'accidens, qu'il n'est pas toujours possible d'éviter, et qui font pé-

rir beaucoup de tiges ou gâtent au moins beaucoup de feuilles. 1°. La plante après sa transplantation est souvent attaquée dans sa racine d'un petit ver qui fait jaunir la feuille, et qu'il faut aller chercher en terre avec le doigt, si l'on veut sauver la plante. 2°. L'humidité donne *le feu* aux feuilles, c'est-à-dire les couvre de taches rouges, qui les fait tomber en pourriture, et la tige est perdue. 3°. Les grands vents cassent la tige. 4°. Quand les feuilles sont au moment d'acquérir leur maturité, de grosses chenilles, *(horn worms)*, s'y nichent, les attaquent, et détruisent entièrement la plante, si on ne peut les arracher. 5°. Quand le tabac est coupé et mis à sécher sur terre, l'humidité en détruit la qualité. La semence pour l'année suivante s'obtient de quarante à cinquante tiges par acre, que le cultivateur laisse pousser dans toute leur hauteur, sans leur casser la tête.

M. Wood ne cultive pas de tabac sur la ferme où est sa taverne, mais sur une qui est à sept milles plus loin, et il cultive du *one-and-all*. Près sa taverne il cultive le bled et le maïs comme tous les fermiers du canton ; seulement il fume ses champs de tems en tems, ce qui prolonge beaucoup la durée de leur fertilité : il obtient souvent

trente boisseaux de bled par acre. Ses produits, soit en grains, soit en tabac sont vendus à Milford.

Le prix des terres est dans ce canton le même que près de chez M. Jefferson.

La taverne de M. Wood est si bonne, si propre ; lui, sa femme et toute sa famille sont si serviables, si obligeans, que je ne puis m'enpêcher d'en faire mention ici. M. Wood est un vieillard bien droit, bien portant, de bonne humeur ; il est depuis trente-cinq ans établi dans cette partie de la Virginie, où il est arrivé d'Irlande, et où il a fait une fortune considérable.

North-garden-mountains.

A peu de milles au-delà de M. Wood on passe près de *North-garden-mountains* (montagnes du jardin du Nord). C'est un petit cercle de montagnes presqu'entièrement fermé, et qui contient à-peu-près dix mille acres de la meilleure terre. La richesse du sol, la variété des expositions qui les rendent propres à toutes sortes de culture, ont valu à ce petit canton le nom qu'il porte. Un planteur y fait depuis quelques années des essais de vigne avec succès ; il met dans son vin de

l'eau-de-vie et du sucre, et croit que c'est ainsi que se fait le vin dans tous les pays d'où il vient en abondance. Il n'en fait pas encore assez pour en vendre; mais les Virginiens qui le goûtent le trouvent excellent; il le vendra donc très-bien quand il en fera davantage.

Rockfish.

Dans tout ce trajet jusqu'au pied du *Rockfish* on ne fait que monter et descendre, mais le terrein s'élève toujours sensiblement ; les plantations y sont plus multipliées, mais ce sont de petites maisons, des log-houses bien chétives, quoique les champs cultivés qui les environnent soient assez étendus. Plus on approche des montagnes, plus les champs de tabac deviennent rares, toujours le bled et le maïs. Parmi les fermiers que j'ai rencontrés je n'en ai trouvé qu'un qui fut satisfait de la baisse du bled, et qui en parlât avec discernement et raison. Les autres voyent leur ruine dans le décroissement de la valeur de leurs produits, et s'en désolent. Enfin on arrive au pied des montagnes Bleues, que l'on monte par une route de deux milles, généralement douce et bien coupée. Quelques dépenses de plus l'auraient rendue entièrement

bonne en rejettant hors du chemin plusieurs sources qui le dégradent en différens endroits. De cette montagne la vue s'étend extrêmement loin par-dessus toutes les hautes collines que l'on vient de traverser ; mais le pays est si couvert de bois , qu'on ne distingue que des sommets. On trouve au haut de *Rockfish-mountain* une petite réunion de mauvaises maisons, dont la plus considérable est une détestable taverne, repaire de punaises, de puces et de toutes les ordures imaginables. Cette taverne a été mon gîte , je n'avais pas à choisir. Là , comme dans toutes les petites tavernes d'Amérique tous les habitans du lieu après avoir fini leurs affaires , viennent fumer, boire du whiskey , et se raconter leur travail de la journée. La politique occupe peu leur conversation. Les papiers publics n'arrivent pas à Rockfish , et les familles y sont trop peu nombreuses pour fournir à la chronique ; mais les segars et le whiskey suffisent à ces bonnes gens , qui dépensent ainsi le soir en un quart-d'heure ce qu'ils ont gagné en travaillant tout le jour. Le maître de la taverne a aussi une distillerie de whiskey ; il mêle dans sa distillation le maïs et le seigle par portions égales, et lui donne ainsi plus de force. Ce whiskey se vend huit schellings le gallon. Il

me semble que cette addition de maïs doit ajouter encore à l'insalubrité de cette liqueur ; mais cela ne fait rien au tavernier, puisqu'il le vend bien. Un store établi au haut de cette montagne, y achète les productions du pays ; qu'on lui apporte, et vend en détail les marchandises qu'il tire de Richmond par la voie de Milford. C'est aussi à Milford qu'il renvoie les produits du pays quand il ne sont pas envoyés directement à Richmond. La voiture jusqu'à Milford coûte deux tiers de dollars le cent pesant. Le prix des marchandises est à ce store de soixante-quinze pour cent plus haut qu'à Philadelphie.

Les terres mêmes au sommet de cette montagne sont passablement bonnes ; on les cultive en bled, et elles produisent de huit à douze boisseaux par acre. C'est au pied de cette chaîne de montagnes que se termine la culture du tabac ; au-delà il ne s'en cultive pas un seul pied, la terre et le climat n'y sont plus propres.

C'est aussi là que plus heureusement encore, le fléau connu sous le nom de *widles* s'arrête entiérement, et que les grains peuvent se conserver aussi long-tems qu'il convient à l'intérêt du propriétaire, sans être battus. Le dernier fermier que j'avais trouvé, avant

d'arriver au pied de la montagne, m'avait assuré qu'il en était infecté.

Route de Rockfish à Staunton.

La montagne dont on n'atteint le sommet de l'autre côté, qu'après avoir monté deux milles, se descend par une route qui a tout au plus trois quarts de mille, quoiqu'aussi douce que la première, ce qui prouve à quel point le terrein s'élève d'une chaîne de montagnes à l'autre dans cette suite qui en compte quatre succession. Le pays, jusqu'à *Staunton*, va donc toujours montant. Les habitations sont, dans cette partie du pays, plus multipliées que de l'autre côté des montagnes Bleues, mais les maisons y sont misérables; de pauvres petites log-houses habitées par des familles qui fourmillent d'enfans. C'est la même apparence de misère que dans les derrières de la Pensylvanie. Les habitans en sont aussi pour la plupart des immigrans; ils arrivent des comtés de Lancaster, des environs de Réading, de Carlisle et aussi du Maryland. Ils achètent dans ces derrières de la Virginie, des terres à un prix très-inférieur à celui auquel ils ont vendu celles qu'ils quittent. Ils ajoutent quelques défrichemens à

ceux déjà faits, et à la première occasion, les revendent pour se transporter dans le Kentuky ou dans le Ténessée. C'est la direction de l'émigration de la Virginie, où la plupart des familles de Pensylvanie et de Maryland ne s'établissent que temporairement. Quelques anciens habitans de Virginie émigrent aussi vers l'Ouest, et il est bien reconnu que cet État perd plus annuellement qu'il ne gagne par l'émigration. Les terres, dans le comté d'Augusta, (c'est celui où l'on entre, après avoir passé les Blue-ridges) sont plus chères que celles du comté d'Albemarle. Il est difficile de donner la raison de ce fait, puisque les produits s'y vendent en détail un peu moins cher, et que l'augmentation des fraix de voitures, pour les porter aux lieux de marchés, est encore à leur désavantage. Les terres se vendent de dix à douze dollars. On les cultive en grains de toute espèce, chanvre, lin, et non pas avec plus d'intelligence que dans les comtés précédens. Il n'y a pas dans ce canton de planteurs riches, par conséquent les nègres y sont en beaucoup moins grand nombre; presque tous ces petits planteurs, tout pauvres qu'il paraissent, en ont un qui partage avec eux leurs travaux et leur misère.

Staunton

Staunton et les principales eaux minérales qui en sont voisines.

En descendant les montagnes Bleues, on passe la *South-river* ou branche Sud de la *Shenandòah*, et avant d'arriver à *Staunton*, on passe les creeks *Christiani* et *Lewis*, qui, l'un et l'autre, vont à quelques milles de là se jetter dans la Shenandoah.

Staunton est la capitale du comté d'Augusta. Bâtie au centre d'une réunion de petites collines, c'est un des lieux de la Virginie où la chaleur est la plus grande et sur-tout la plus lourde et la plus insupportable. Quelques maisons placées sur la hauteur jouissent d'un peu plus d'air, mais elles sont dominées encore par d'autres montagnes assez rapprochées, qui ne permettent pas souvent à cet air d'arriver, et presque jamais de circuler. Les terres aux environs sont peu fertiles. Il est difficile de concevoir ce qui a pu faire donner à ce local la préférence pour y placer une ville, si ce n'est une grande abondance de sources d'eau excellente, et un petit ruisseau qui, sortant de la colline très-près de la ville, y fait tourner deux moulins; il en pourrait faire tourner encore beaucoup d'autres s'il y avait des

capitaux pour les établir, et si les produits à moudre ne manquaient pas. Le petit ruisseau forme le *middle-river* ou rivière du milieu, qui va se jetter dans la Shenandoah.

La route la plus fréquentée pour aller aux *sources minérales douces, chaudes et brûlantes, (Sweet, Warm* et *Hot springs)* à *Green-briar*, et par là au Kentuky, traverse Staunton et en fait un lieu d'un assez grand passage. Huit tavernes y sont établies, parmi lesquelles trois considérables et souvent remplies. Les *eaux chaudes et brûlantes, (Warm* et *Hot springs)* sont dans le comté d'Augusta, vers les sources de la rivière de James. Elles sont distantes de huit milles l'une de l'autre, et fortement sulphureuses. La température de la source *chaude, (Warm spring)* est de quatrevingt-douze degrès, graduation de Fareinheit, égale à vingt-six degrés deux tiers, graduation de Réaumur. Celle de la source *brûlante, (Hot spring)* est de cent douze degrés graduation de Farenheit, égale à trente-six degrés cinq neuvièmes, graduation de Réaumur. On dit ces deux sources très-efficaces dans les rhumatismes et dans tous les cas où le sang doit être purifié. Les *sources douces, (Sweet springs)* sont dans le comté *Botetourt*, à quarante milles des

autres, et sur une autre source de la rivière de James. Elles sont absolument froides. Les commodités ne sont grandes dans aucune de ces trois places, qui cependant sont très-fréquentées.

Staunton contient environ huit cents habitans, dont un quart en nègres esclaves. Les maisons y sont assez bien bâties. Quinze à dix-huit stores y reçoivent les produits des pays de derrière, qui sont principalement en bled, maïs, seigle, chanvre, graine de lin, cire et miel. On y apporte aussi, en assez grande quantité, des peaux d'ours, de loutre et de castor, et aussi des peaux de bœuf, qui fournissent à l'entretien d'une tannerie qui y est établie. Les marchandises que débitent ces stores, sont tirées directement de Baltimore, et plus souvent de Philadelphie, le peu de capitaux des négocians de Richmond ne leur permettant pas de faire d'aussi longs crédits que les marchands de Staunton peuvent en trouver dans ces deux grandes villes où d'ailleurs on leur fait aussi meilleur marché. Le commerce de Staunton est diminué depuis un an ou deux, par l'établissement de plusieurs petites villes dans le comté de Green-briar, dont les stores arrêtent en partie les produits qui venaient jadis à Staun-

ton, et fournissent de marchandises les mêmes pays que Staunton fournissait jadis.

On tient marché dans cette ville deux fois par semaine, mais il est mal approvisionné. La viande s'y vend six pences la livre. La farine s'y est vendue jusqu'à onze dollars le barril ; elle y est bonne et blanche, et d'un goût infiniment supérieur à celui des farines d'au-delà des montagnes Bleues. Le lot de ville d'un acre y vaut, selon sa position, de soixante à cent dollars. Ce pays n'est pas exempt de fièvres bilieuses en automne. Elles y sont cependant moins fréquentes que dans les pays d'en bas. Quatre médecins sont établis dans cette petite ville, et exercent la médecine fort au loin.

Il s'imprime deux fois par semaine, à Staunton, un papier public ; on y en reçoit un aussi toutes les semaines de *Winchester*. Ces papiers sont, sans doute, un peu chauds pour la cause française, mais dans un esprit modéré, et sans aucune attaque directe ou indirecte contre le gouvernement des États-Unis. Il me semble, d'ailleurs, qu'ils sont peu lus.

J'avais une inflammation considérable sur les yeux; elle devint si forte qu'à mon arrivée à Staunton j'étais absolument aveugle, et qu'il a fallu, pour m'en débarrasser, employer sai-

gnée, médecine, vésicatoire ; je fus ainsi forcé de rester quatre jours dans cette petite ville. Cette incommodité, que j'avais gagnée à Monticello, est fort commune dans tout ce pays, dans le tems des grandes chaleurs, surtout pour ceux qui s'exposent au soleil.

J'ai vu passer, à la taverne où j'étais établi, une grande quantité de voyageurs, tant négocians ou marchands de terres, allant à Greenbriar et en Caroline, que malades allant chercher aux eaux quelques soulagemens aux rhumatismes, aux maladies de tout genre, qu'ils tenaient de l'habitation des bas pays. Tout ce que j'ai entendu de conversations politiques, était d'un excellent esprit. La déclaration faite par le Président de ne pas vouloir être candidat pour la prochaine élection, en était le sujet commun ; et chacun, tout en affirmant que M. Jefferson devait lui succéder, convenait aussi que rien ne pouvait réparer cette perte.

Une église de presbytériens est bâtie à Staunton ; elle est assez fréquentée tous les dimanches par ceux qui suivent cette secte, ou par ceux même qui en suivent une autre. Un prêtre anabaptiste y prêche quelquefois, ce qui ne fait aucun changement dans la composition de l'auditoire.

Les habitans de Staunton sont, d'ailleurs, joueurs et parieurs, comme tous les autres Virginiens. J'y ai vu deux misérables courses de chevaux. Le meilleur des chevaux ne valait pas soixante dollars, et les paris étaient de trois à quatre cents. Mais comme l'argent n'est pas très-commun dans ce pays, on parie des couteaux, des montres, etc. etc. J'y ai vu douze montres en gage dans les mains du même arbitre. D'ailleurs, les mœurs sont ici les mêmes, et la disposition à payer pas beaucoup plus commune qu'auprès de Richmond.

Route de Staunton à Vinchester.
Keyssel-town.

La route de Staunton à Winchester se divise en deux branches à dix milles de Staunton. Ces deux branches se rejoignent à trente milles plus loin. On nous avait conseillé de prendre l'ancienne route comme la meilleure. Nous l'avons prise, je dis nous, car M. Guillemard m'avait rejoint. La route jusqu'à cette fourche, et, même fort loin au-delà, ne présente rien d'intéressant; les chemins sont passablement bons; mais la nature du terrein qu'ils traversent, fait juger qu'ils doivent en hiver être presque impraticables. Les rochers

sont d'ailleurs en très-grande quantité. Les habitations ne sont pas fort distantes, et semblent toujours pauvres.

A quatorze milles de Staunton, une femme, qui tient auberge, ou du moins qui l'a écrit sur sa porte, n'a jamais pu nous donner à déjeûner dans son taudis, le plus sale et le plus infect de ceux que j'aie encore rencontrés dans toute l'Amérique. A trois milles de là, nous avons pu, à grande peine, en obtenir un, de moitié toutefois moins abondant que notre faim ne l'eût rendu nécessaire. Enfin, comme nous ne pouvions pas espérer trouver à dîner chez *Snap*, (c'est le nom du maître de cette seconde taverne,) il a fallu nous déterminer à braver l'ardeur insupportable du soleil de midi, pour aller à quatre milles plus loin, à *Keyssel-town*, ville qui, n'ayant pas plus de vingt ans d'ancienneté, est déjà toute en décadence. C'est une réunion d'une vingtaine de misérables log-houses, parmi lesquelles il y a quatre tavernes à whiskey. Les terres sont bonnes en général, dans les environs de la ville, et se vendent de quinze à dix-sept dollars l'acre. Celles sur les montagnes, ne se vendent que de quatre à cinq. Keyssel-town est très-rapproché des *Peaked-mountains*, chaîne

qui continue, sans interruption, depuis la branche Nord de la Shenandoah jusqu'auprès de *Newton*, c'est-à-dire, dans une étendue d'environ soixante milles, et dans une direction parallèle aux montagnes Bleues, dont elle est distante de quinze milles. Cette chaîne n'est, à vrai dire, que la continuité de la même montagne; car le sommet, dans toute sa longueur, n'est qu'une ligne droite, qu'aucune légère différence dans les formes n'interrompt. La culture est encore ici la même que dans tous les pays précédens; beaucoup de terres dans les mêmes mains, mises successivement en rapport, jusqu'à épuisement. On cultive, dans tout ce pays, du chanvre, qui croît même fort beau, et du lin qui n'est cultivé que pour la graine. Le nombre des bestiaux est considérable, mais ils sont toujours tenus dans les bois. Il y a même peu de fermiers qui aient d'écurie pour les retirer dans l'hiver, quoique la sévérité du froid dure plus de trois mois. Alors ils jettent dans la rue, devant leur porte, quelques poignées de mauvais foin, que ces maigres animaux viennent manger; et en voilà jusqu'au lendemain, où ils viennent chercher une aussi faible nourriture. Le fumier n'est donc compté pour rien dans tout ce pays. Il y a toujours quelques

exceptions en mieux à cette méthode qui cependant est très-générale.

De Staunton à Keyssel-town, on passe les branches Nord de la source de la Shenandoah, puis le *Middle-creek*. Deux médecins font, avec les quatre tavernes, la principale population de Keyssel-town. L'un de ces médecins est aussi aubergiste; l'autre originaire allemand, employé au service de la Hollande à Batavia, et au Cap de Bonne-Espérance dans les hôpitaux, a, dit-on, de la réputation dans le pays. On nous a dit que l'on venait souvent le consulter de plus de quarante milles. Il se nomme le docteur *Hall;* nous l'avons vu; il semble plus instruit que les médecins ordinaires de ce pays; mais cette distinction n'équivaut pas à un éloge. Ce docteur, arrivé en Amérique depuis quatorze ans, a successivement habité l'État de New-Yorck, celui de Jersey, et différentes parties de la Virginie. Enfin, il a quitté les montagnes de l'Ouest il y a trois ans, pour venir s'établir à Keyssel-town, et a vendu pour quinze cents dollars quatrevingt-dix acres de terres et une maison, que deux ans auparavant, il avait acheté deux cent quarante, et où, à la vérité, il avait fait quelques améliorations. Je cite cet exemple comme rare dans ce pays. Sans doute il tient

à des circonstances particulières; car, ainsi que je l'ai dit, l'augmentation du prix des terres est loin de suivre en Virginie la progression rapide qu'elle éprouve dans les États du Nord, et qu'elle commence à prendre dans la Caroline du Sud. La viande se vend à Keyssel-town trois pences, le port frais de quatre à cinq. Quelques habitans de ces cantons vont acheter à *Green-briar-county*, du porc salé, qu'ils revendent dans le bas pays. Ils l'achètent cinq pences et le vendent neuf. Nous en avons vu chez M. Snap une voiture chargée de trois mille livres pesant, qu'il allait vendre vers *Fredericksburg*. Tout le pays est de pierre calcaire; la terre qui la couvre est généralement argileuse, rouge quelquefois de manière à la faire croire ferrugineuse. Les habitations sont assez multipliées, mais toujours pauvres. Quelques moulins sur le creek ont l'air un peu moins misérable, mais pas une bonne maison, pas une bonne écurie, pas une bonne grange, même chez les fermiers qui ont le plus de réputation.

Frey.

On nous avait indiqué la maison d'un nommé *Pickering*, à douze milles de Keyssel-town,

comme un gîte *comfortable.* Nous n'y avons pas trouvé Pickering, mais *Frey*, Allemand, auquel il l'avait vendu l'année dernière, et qui y était établi depuis peu de semaines; d'ailleurs, maison toute à jour, rien à manger pour hommes, ni pour chevaux, et du whiskey pour toute boisson. Il a bien fallu toutefois nous accommoder de cette barraque; car il était nuit, et il fallait faire quatre milles de plus pour trouver un autre gîte, qui peut-être n'eût pas été meilleur. Nous nous sommes donc arrangés aux circonstances, et nous avons appris que ce Frey, fils d'Allemand, venant lui même de Reading l'an dernier, avait payé sa maison, deux distilleries qui y tiennent, et soixante-deux acres de bonne terre, trois cent vingt dollars. Tout ce pays se peuple de la même espèce d'immigrans, venant de Lancaster et de Reading, bons habitans, honnêtes gens, passables cultivateurs; mais lourds, grossiers, peu intelligens et mal-propres. C'est avec ces qualités et ces inconvéniens qu'on trouve par-tout en Amérique les settlers Allemands ou fils d'Allemands.

Il fait si cruellement chaud, le soleil est sur-tout si brûlant, que l'on ne peut, en voyageant à cette époque de l'année, éviter une partie des inconvéniens de la saison et du

climat, qu'en partant extrêmement matin et s'arrêtant à sept ou huit heures, jusqu'à cinq heures du soir, où l'on se remet en marche pour arriver un peu avant la nuit. Ainsi, on fait vingt-cinq milles par jour ; car il faut aller doucement, et pour soi et pour son cheval ; encore est-on dès cinq heures du matin percé par le soleil, qui brûle dès qu'il se montre ; le soir il brûle jusqu'à ce qu'il se couche, et quand il est couché, la terre, les bois restent long-tems encore imprégnés de son ardeur et la communiquent ; mais la chaleur du climat ne me semble rien en comparaison de ce terrible soleil. Souvent, malgré les projets que l'on fait d'arranger aussi sagement sa journée, on en est empêché par l'impossibili é de trouver des tavernes aux distances convenables, et il faut, quoiqu'on en ait, voyager plus tard dans le matin, et plutôt dans le soir qu'on ne voudrait. C'est ce qui nous est arrivé hier cinq juillet, où, en route jusqu'à midi, il nous a fallu nous y remettre à quatre heures pour n'arriver à notre mauvais gîte qu'à nuit close. Cette manière de voyager est réellement pénible, car, indépendamment du danger très-grand, pour la santé, on arrive fatigué, on n'est capable de rien. On ne peut sortir vingt pas pour aller voir un

objet curieux, s'il s'en trouve, et on n'a de force tout juste que pour supporter sa lourde existence.

New-market est le premier lieu où nous nous sommes arrêtés ; il est à huit milles de notre mauvaise couchée, dont nous n'avons pu partir aussitôt que nous l'aurions voulu. L'aspect du pays ne présente aucune différence. On voit des granges plus pleines sur quelques fermes ; mais toujours des petites log-houses et de la mauvaise culture. C'est entre Frey et New-market que les deux branches de chemin se rejoignent en une seule route. New-market est plus considérable que Keyssel-town, bâtie de la même espèce de maisons, mais en meilleur état. Le pays où cette ville se trouve est aussi dans une plaine plus grande que celles que nous avons vues depuis que nous sommes entre les montagnes. D'ailleurs, la différence dans les prix, dans l'espèce des habitans, dans la culture, est si petite qu'il n'y a rien à en dire.

Vallée et rivière de Shenandoah. Peaten.

C'est à cinq milles de là, qu'après avoir monté et descendu des petites montagnes couvertes de pierres roulantes, on entre dans

la vallée de Shenandoah ; et que les prairies commencent à être plus fréquentes. La chaleur du jour ne nous a point permis d'aller plus loin que chez *Peaten*, où quoique l'on nous en ait dit, nous avons trouvé le meilleur gîte que nous ayons rencontré encore depuis Staunton. Peaten tenait autrefois taverne. Il a acheté depuis un an un bien assez considérable à quinze milles de-là au pied des montagnes Bleues, et cette nouvelle acquisition occupe aujourd'hui presque tout son tems. Sa femme et ses enfans habitent cependant toujours dans son ancienne demeure, dont il a abattu l'enseigne, mais où il continue à recevoir les voyageurs qui veulent s'y arrêter. La différence de ces établissemens assez multipliés en Virginie, d'avec les tavernes ou *ordinary*, ainsi qu'on les appelle dans cet État, est que les tavernes donnent à boire à qui en demande, sont ouvertes à qui se présente, tandis que ces maisons ne reçoivent que des voyageurs. Elles sont ainsi exemptes de tapage, d'ivrognerie, de mauvaise paie, et des frais de licence. C'est donc pour elles, quand elles sont bien connues, un profit clair que d'abatre l'enseigne. Mais les autres maîtres de tavernes les voient avec jalousie, et ne les indiquent point aux voyageurs ; et sans l'ardeur du soleil qui

nous forçait à demander refuge par-tout où nous espérions pouvoir en obtenir, nous n'aurions pas arrêtés chez Peaten, où nous avons été très-bien, et d'où il nous eût fallu faire dix milles encore pour trouver même une mauvaise taverne. Il était d'ailleurs bien tems pour moi de m'y arrêter, car je sentais les avant-coureurs de la fièvre qui m'a empêché d'aller plus loin dans la soirée.

On cultive le bled dans cette partie, comme dans toutes les précédentes. La moisson ne fait que commencer, et le bled est trop mûr. Une grande quantité en est infectée de la rouille ; on coupe ici le bled avec la faucille comme en Europe. De l'autre côté des montagnes Bleues, les préjugés, la maladresse, l'habitude des nègres, s'opposent à l'introduction des faucilles, quoiqu'elles soient désirées par quelques cultivateurs, qui reconnaissent que la méthode de couper avec la faulx à rateau leur fait perdre beaucoup de grains. Mais la plupart d'entr'eux n'observent ni ne réfléchissent. La faulx à rateau est la manière en usage, et ils pensent comme les nègres, qu'elle est la meilleure. Ici où les blancs travaillent eux-mêmes avec les nègres, et ou un grand nombre de fermiers viennent des pays où la faucille est en usage, on moissonne avec la

faucille sans difficulté. Les terres sont ici au même prix qu'aux environs de Keyssel-town, par conséquent presque du double plus cher que celle de la même qualité de l'autre côté des montagnes Bleues.

On rencontre fréquemment sur les chemins de lourds chariots couverts de toiles fortes, et quelquefois aussi de peaux d'ours, et attelés de quatre à six forts chevaux. C'est cette espèce de voitures qui apportent les productions des pays de Ténessée, de Kentuky, et des derrières de la Virginie, et des peaux d'animaux, aux ports d'Alexandrie, mais plus fréquemment à ceux de Baltimore ou de Philadelphie, et qui en rapportent en retour les marchandises d'Europe ou des colonies.

Route à Strasburg et Strasburg.

A un quart de mille de chez Peaten, on passe la rivière de Shenandoah, très-peu large alors, très-limpide, et coulant dans un lit très-enfoncé, souvent chargé de rocs, et dont les bords sont aussi quelquefois couverts d'un beau gazon naturel. Le pays que l'on traverse jusqu'à *Woodstock*, est peu montueux, assez habité, et plus ouvert encore qu'il ne l'était jusques-là; mais les maisons

ne

ne gagnent rien ni pour la bonté ni pour l'apparence. Woodstock est la capitale du comté de Shenandoah. Cette ville bâtie principalement en log-houses, contient de soixante-dix à quatrevingt maisons, un bâtiment pour les tribunaux de justice, et une mauvaise prison, comme toutes les villes du comté. Elle était appelée précédemment *Millers-town*, du nom du propriétaire du terrein sur lequel elle est bâtie ; mais la législature de Virginie, qui depuis plusieurs années a changé ce système de nomenclature, lui a donné le nom qu'elle porte aujourd'hui. Quelques selliers, charrons, maréchaux, ferblantiers, chapeliers, et même horlogers, sont établis dans cette petite ville peuplée d'Allemands, comme toutes les autres de cette partie de la Virginie. Les nègres n'y sont pas multipliés, on n'en voit que dans les grandes familles ; il n'y en a pas plus de cinq cents dans ce comté sur une population totale de près de 12,000 habitans.

De Woodstock à *Strasburg*, autrefois *Stovers-town*, pays extrêmement pierreux, on ne trouve que peu d'habitations. A un mille en avant de Strasburg, l'espèce des bois dénote un meilleur terrein, et la scène y change absolument, le pays s'ouvre, la chaîne des *Peaked mountains* se termine, et l'on descend

dans ce qu'on peut appeler la vallée de Shenandoah, car c'est là qu'elle commence réellement au moins pour le voyageur. Des prairies bien fournies de thimothy, de trèfle, se mêlent avec les champs de bled, de maïs, avec les riches vergers de pommiers qui abondent dans ce canton. La terre s'y vend de dix-huit à vingt-huit dollars, et il y en a peu à vendre aux environs de cette ville entièrement habitée d'Allemands ou de fils d'Allemands. On fume la terre ici, et elle y rapporte quinze à vingt-cinq boisseaux de bled par acre. On laboure avec des chevaux, dont le prix n'est pas au-dessous de cent vingt dollars, quoique la baisse récente du prix des farines ait déjà fait baisser le leur, comme celui de toute autre denrée.

Les fermiers se procurent sans difficulté des ouvriers blancs qu'ils paient dix dollars par mois, ou un demi dollar par jour; quatre schellings dans le tems de la moisson. Les vaches sont belles, s'élèvent dans le pays, et se vendent vingt dollars. On élève, et sur-tout on engraisse dans les pâturages beaucoup de bêtes à corne, qui ainsi que les moutons et cochons, dont il y a aussi une grande quantité, sont conduits aux marchés de Baltimore et de Philadelphie. La laine des moutons qui

n'est pas employée aux étoffes fabriquées dans les familles alimente quelques manufactures de chapeaux établies dans le pays. Quelques marchands de la ville achètent tous les produits de la terre aux petits fermiers ; mais les plus riches les envoient eux-mêmes à Philadelphie. La farine ne se vend dans ce moment que sept dollars le barril à Strasburg, la viande trois pences la livre. Strasburg renferme deux églises ; l'une anglicane, qu'on appelle dans ce pays la haute église, l'autre presbytérienne.

Nous avons trouvé avant d'arriver à la ville plusieurs serpens dans les bois près la route ; entr'autre le serpent noir, mince, long, et se glissant très-rapidement, et le serpent connu ici sous le nom de serpent de verre, (*glass-snake*) parce qu'il est transparent et qu'il se rompt avec la facilité du verre. Ni l'un ni l'autre de ces serpens ne sont venimeux ; ils avaient de deux à trois pieds de long.

Newtown.

Le pays continue d'être beau et ouvert jusqu'à *Newtown*, mais bien moins habité que je ne m'y attendais d'après ce que j'avais lu et entendu dire. Une ou deux assez belles

maisons de planteurs s'apperçoivent de la route. On dit qu'il y en a un plus grand nombre sur les bords de la rivière Shenandoah dont on s'éloigne toujours depuis la maison de Peaten, et dont on est distant à Newtown de quinze milles. Les terres sont bonnes ; la culture, les produits, sont les mêmes qu'aux environs de Strasburg. Newtown, appelé jadis *Stevensburg*, est une petite ville un peu moins considérable que Strasburg. Elle compte cinq cents habitans, et est peuplée comme tout ce pays, de familles allemandes. Les ouvriers blancs s'y trouvent avec la même facilité et s'y paient à peu-près le même prix qu'à Strasburg. Cependant lors de la dernière moisson ils n'ont pas voulu travailler à moins d'un boisseau de bled par jour, qu'il a bien fallu leur donner, sous peine de ne point faire la récolte. Le prix du marché d'Alexandrie où se portent toutes les farines du pays, fixe celui où elles sont payées à Newtown, à deux dollars et demi près que l'on en défalque pour le transport. L'année dernière, le barril s'est vendu à Newtown jusqu'à douze dollars et demi ; il est réduit aujourd'hui à six dollars seulement. Les grands planteurs ont seuls à Newtown comme dans le reste de la vallée, un grand nombre de nègres. Les

petits en ont un ou deux, et n'en travaillent pas moins avec eux.

A Newtown il n'y a point d'église ; on en rencontre rarement en Virginie, sur-tout qui soient desservies, car on trouve encore de loin en loin quelques vieux bâtimens que l'on appelle *meeting-places*, (lieu de culte) mais où l'on ne prêche jamais, où l'on ne lit point de prières, qui n'ont d'église que le nom.

Nous nous sommes séparés à Newtown de M. *Dandridge*, qui avait couché chez Peaten le même jour que nous, et avec qui nous voyagions depuis deux jours. M. Dandridge était secrétaire du Président, et il l'avait quitté il y a trois ou quatre mois. Comme le Président lui avait nommé un successeur, la chronique de Philadelphie avait cherché à donner à cette séparation des motifs de différente espèce ; enfin, on s'était occupé de cet évènement domestique de la maison du Président, avec la curiosité, l'ignorance et le bavardage d'une grande société oisive. Les papiers publics avaient même été les échos de tout ce fatras de suppositions qui semblent n'avoir aucun fondement. Quoiqu'il en soit, M. Dandridge revenait du comté de Green-briar, où il avait été voir des

terres appartenantes au Président, et allait le rejoindre à *Mont-Vernon*. Il a été pour nous un très-aimable compagnon de voyage, et a paru aussi fâché de se séparer de nous, que nous l'avons été de le quitter. C'est un homme d'un caractère très-estimable.

Winchester.

Les plantations se multiplient et s'aggrandissent en approchant de Winchester dont Newtown n'est éloigné que de huit milles. Cette ville, la capitale de *Frederick county*, contient plus de deux mille habitans, et est assez bien bâtie, toutefois au milieu des rocs, ce qui n'empêche pas que beaucoup d'habitans construisent encore des maisons en bois. On ne conçoit pas quel motif a pu déterminer l'établissement d'une ville dans ce lieu où l'on ne trouve de l'eau que pour l'usage des maisons, et qui est distant de plus de vingt mille de toute navigation; elle eut été bien plus avantageusement située sur les bords de la Shenandoah. Le petit ruisseau qui fournit abondamment les maisons de Winchester, est la source d'*Opeckan-creek*, qui va se jetter au Nord-est dans la Potowmak. Winchester fait un commerce assez considérable pour sa position si enfon-

cée dans les terres, et au milieu d'un pays si peu peuplé encore. C'est à Alexandrie que Winchester verse tous les produits du pays supérieur, et elle tire de Baltimore et principalement de Philadelphie toutes les marchandises sèches; ainsi elle achète et reçoit en argent.

La préférence donnée ici à Philadelphie sur Alexandrie, pour en tirer les marchandises sèches, a les mêmes causes que dans tout le reste de cette haute partie de la Virginie. Les marchands y étant plus riches, peuvent faire plus de crédit; ils reçoivent de la première main, et peuvent vendre à meilleur marché, l'abondance des magasins rend d'ailleurs les assortimens plus faciles, toutes conditions qui n'ont pas lieu à Alexandrie, et qui n'étant pas aussi complettement réunies à Baltimore qu'à Philadelphie, donnent à cette dernière place l'avantage sur l'autre, malgré son plus grand éloignement. C'est par terre que tous ces produits et marchandises vont à Alexandrie et viennent de Philadelphie. La voiture de Philadelphie à Winchester coûte de quatre à cinq dollars le cent pesant. Celle de Winchester à Alexandrie deux dollars et demi comme de Newtown. Les marchandises très-lourdes, comme celles d'épiceries, s'envoient

quelquefois de Philadelphie par mer à Alexandrie d'où elles sont apportées à Winchester par des chariots qui les y ayant déchargées, reviennent à vuide quand ils ne trouvent point de chargement de retour: s'ils en trouvent ils les transportent pour le prix d'un demi dollar par cent. Les produits envoyés de Winchester sont particulièrement des farines. Le pays qui environne cette place et le pays de derrière qui l'approvisionne, abondent en bleds; les moulins y sont très-multipliés, le chanvre, quelques graines de lin, des chapeaux et aussi des ouvrages de fer battu qui se font très-bien et en grand nombre dans le comté de Frederick, sont aussi des produits du pays. Plus de trente stores bien approvisionnés sont ouverts à Winchester, et l'on évalue à deux cent mille pounds ou six cent soixante-six mille six cent soixante-six dollars les denrées d'Europe qu'ils tirent annuellement de Philadelphie ou de Baltimore; elles se vendent à Winchester à trente pour cent plus cher que dans ces deux places.

Le métier d'avocat est à Winchester aussi bon que dans tout le reste de la Virginie. Il y en a plus de vingt qui sont toujours employés et font bien leurs affaires. On y voit des ouvriers de tous les métiers en grande abon-

dance, même un carossier, et plusieurs horlogers. Cinq églises, une anglicane, une presbytérienne, une catholique, une luthérienne allemande et une méthodiste sont bâties à Winchester, mais aucune n'a de ministre établi. Le ministre anglican réside au-delà des montagnes Bleues, et vient de tems en tems. Le catholique qui demeure en Maryland vient aussi quand il lui plaît, ainsi des autres. A l'église méthodiste près, toutes ne sont donc réellement desservies que par des prêtres ambulans, et il n'en voyage pas beaucoup en Virginie pour la propagation de la foi. On nous assure qu'en revanche les tables de jeu sont très-multipliées dans la ville, et toutes assiduement fréquentées. C'est un culte auquel peu de Virginiens sont infidèles.

Indépendamment d'une mauvaise prison, et d'une maison très-décente pour les cours de justice, on trouve à Winchester un fort beau bâtiment destiné aux pauvres. Les dépenses de cette maison, tenue avec insouciance, sont payées par une capitation sur les blancs et sur les nègres, sans que les pauvres en reçoivent tous les avantages qu'ils pourraient en retirer, et sans que les deniers publics soient ménagés. Je n'ai pu me procurer des renseignemens bien particuliers sur le

gouvernement de cette maison ; mais j'en ai vu assez pour ne pas désirer de plus grands détails. Mon opinion est d'ailleurs bien arrêtée sur ce genre d'établissement ; il pourvoit incomplettement, et mal, à l'assistance que la société doit aux pauvres ; le soin des vieillards et des infirmes, qui ont droit aux secours publics, serait bien plus utilement confié à des familles qui s'en chargeraient pour une rétribution raisonnable, ce qui réduirait le secours à la seule classe de pauvres qui a droit à une assistance gratuite. Une maison des pauvres est au contraire une source de pauvres ; car il faut bien la faire habiter, et même la remplir ; le fainéant y voit une ressource assurée, qui l'entretient dans sa fainéantise ; le mauvais fils y apperçoit une retraite certaine pour ses pères et mères, qui le fortifie dans sa coupable disposition de ne les pas secourir, etc. etc. etc.

Si, dans les vieux États, bien peuplés, bien infectés de vices et de misère, l'établissement d'hôpitaux pour les pauvres, peut sembler utile, il est toujours constant que le nombre en doit être réduit à l'indispensable nécessité. Mais cette nécessité n'existe pas, et ne peut même exister dans un pays nouveau comme l'Amérique, où les moyens de subsistance

sont si abondans, et tellement à la portée de tout le monde, que chaque famille peut aisément soutenir ses membres devenus indigens par décrépitude ou par infirmités, et que le nombre de ceux qui n'auraient point de famille naturelle ou adoptive est toujours peu considérable, pour ne pas dire nul, et où la charité particulière est toujours fort excitée par la rareté même de ceux qui en ont besoin.

Il est pénible d'être obligé de reconnaître, que les maisons de pauvres sont bien plus souvent l'effet de la vanité des villes, ou de la paresse des hommes faits pour veiller au soulagement de la pauvreté, qu'elle ne sont l'effet d'une véritable humanité. L'importance de la législation sur la mendicité est encore trop peu sentie; elle est sans doute aussi très-difficile; mais elle tient par tous les points, et de très-près à la prospérité d'une grande nation, et au bonheur de tous les individus qui la composent.

Deux à trois mauvaises petites écoles composent toutes les ressources des habitans de Winchester, pour l'éducation de leurs enfans.

Le nombre des tavernes dans la ville, est de dix à douze, tant grandes que petites, et elles sont fréquemment remplies. Winchester

est le passage de tous les voyageurs qui vont dans les derrières de la Virginie, dans le Ténessée, de tous ceux qui vont aux eaux, soit du comté d'Augusta, soit de celui de Berkley. Beaucoup de familles, émigrant dans les nouvelles contrées, passent aussi à Winchester. Quatre mille personnes y ont passé, l'an dernier, allant s'établir dans le Ténessée ou le Kentuky.

Un marché assez bien approvisionné s'y tient deux fois par semaine. La viande s'y vend cinq pences la livre, la paire de poulets deux à trois schellings, le beurre onze pences. Chaque habitant à un jardin et se fournit de légumes. La pension se paie cinq dollars par semaine. Les nègres sont en grand nombre à Winchester, et les ouvriers blancs plus difficiles à se procurer, et plus chers que dans la plupart des comtés environnans.

La population du comté est d'environ vingt-un mille habitans, dont quatre mille cinq cents nègres esclaves.

Comté de Berkley. Charles-town.

Quoique les habitations et les cultures soient assez multipliées de Winchester à *Charles-town*, il y a encore tant de bois, que l'œil ne

jouit d'aucun des agrémens de la vue que devrait lui offrir ce beau pays bien ouvert, et borné à droite et à gauche par les deux belles chaînes des montagnes Bleues et des montagnes du Nord. A peu de milles de la ville, on prend la direction Nord-est pour aller vers la Potowmak. Toute la première partie de cette route passe au milieu de misérables petites habitations. C'est à onze milles de Winchester seulement, et en arrivant dans le comté de *Berkley*, que les plantations deviennent plus considérables, les champs plus vastes, mieux cultivés, que l'ensemble du pays prend plus d'apparence de richesse; les maisons ordinaires y sont meilleures, et quelques-unes appartenantes à des planteurs plus riches, y ont une apparence très-agrèable; mais il y a encore beaucoup de bois et plus de terrein qu'il n'en faudrait pour contenir une population trente fois plus forte que la population actuelle.

Charles-town est une petite ville, formée depuis dix à douze ans, et réunissant une quarantaine de maisons. Ses habitans et ceux des environs sont presque tous émigrans des bas pays de la Virginie, et quelques-uns de la Pensylvanie, mais ceux-ci en petite quantité, et ce sont des Allemands. Ce pays est

habité plus richement que ceux de la vallée que nous avons déjà traversée. Il y a par conséquent une plus grande quantité de nègres ; par conséquent aussi, les ouvriers blancs y sont plus rares ; c'est avec grande peine qu'on en trouve en les payant deux dollars par jour dans le tems de la moisson. Cette difficulté de se procurer des ouvriers à cette importante époque, oblige le fermier à faire couper son bled avec la faulx à rateau, quoiqu'il en reconnaisse l'inconvénient. Cet inconvénient, qui est toujours très-grand, l'est encore ici plus qu'ailleurs, car l'épaisseur des bleds y rend l'action de la faux pénible, et la perte des grains plus considérable.

Les propriétés sont à quelques milles autour de Charles-town, plus divisées peut-être que dans aucune partie de la Virginie. Peu de planteurs possèdent plus de deux milles acres, et le nombre de ceux qui en possèdent autant est petit. La culture est meilleure, les champs mieux labourés, mieux soignés, même un peu fumés. L'acre y donne de vingt à vingt-cinq boisseaux de bled; l'avoine y est cultivée avec abondance. Beaucoup de bestiaux sont élevés dans les prairies, et tous les produits ont la même destination que ceux des environs de Winchester, de Strasburg, etc.; mais c'est

à Winchester que les stores de Charles-town s'approvisionnent. Aucun marchand n'y est assez riche pour tirer directement des marchandises des ports.

Deux assez bonnes écoles, l'une pour l'anglais, l'autre pour le latin, sont établies à Charles-town, et les enfans de Winchester y sont souvent envoyés. Le prix de ces écoles est cinq dollars pour l'anglais, et dix-sept dollars pour le latin, pour chaque enfant. La corporation y bâtit une maison pour réunir ces deux écoles, et on désire qu'un Français puisse venir y enseigner sa langue.

Une église de presbytériens et une de méthodistes sont aussi bâties dans cette petite ville, et à deux milles plus loin, les épiscopaux en ont une. Ces trois églises ont des ministres payés par des contributions volontaires, mais pas assez bien pour ne pas leur rendre nécessaire de se faire payer encore par d'autres congrégations, de sorte que le service n'est fait à Charles-town qu'une fois tous les quinze jours. On dit, d'ailleurs, que même les jours de service, ces églises sont peu fréquentées.

Aucun marché n'est établi à Charles-town. Chacun s'y approvisionne comme il peut. La viande coûte six pences la livre, le beurre

neuf pences, les poulets deux schellings la paire.

Cette ville s'accroît annuellement ; beaucoup de nouvelles maisons s'y construisent. On y assure, comme par-tout à la vérité, que l'air y est très-sain, et rien ici dans l'aspect du pays, ne paraît contredire cette assertion.

La culture du bled s'étend jusqu'à cinq ou six milles au-delà de Charles-town. Les champs sont tous d'une grande étendue ; les maïs sont d'une grande beauté. Ce qu'il y a de prairies, semble aussi fort riche, mais il y en a peu.

Passage de la Potowmak dans les montagnes Bleues. Harper's-ferry.

A deux ou trois milles de la *Potowmak*, on trouve une suite de petites montagnes, qui précèdent et suivent toujours les hautes chaînes, elles sont pierreuses et peu défrichées, et les chemins y sont détestables.

Enfin on arrive à ce point tant vanté par les voyageurs, et dont les *Notes* de M. Jefferson ont accru la célébrité. Le point où la Potowmak recevant la Shenandoah, semble avoir brisé la chaîne des montagnes Bleues, pour faire à ses eaux un passage à travers ce grand obstacle que la nature voulait oppo-

ser

ser à son cours. Le spectacle est beau, majestueux. La Shenandoah roule précipitamment du Sud au Nord, le long des montagnes Bleues, et semble destinée à prolonger ainsi sa marche rapide tout le long de cette chaîne, quand la Potowmak qui coule tranquillement de l'Ouest à l'Est, la rencontre à angle droit, et augmentant la force et la rapidité de la Shenandoah, arrête la direction naturelle de celle-ci, et l'entraîne avec elle à travers ces hautes montagnes qui ne s'ouvrent que pour les laisser passer. Cette scène est grande, elle mérite d'être vue, elle est digne de l'admiration des voyageurs qui aiment les magnifiques effets de la nature. Mais quelque plaisir qu'elle m'ait causé, je n'en ai pas reçu le mouvement d'enthousiasme auquel je m'attendais, que j'ai éprouvé plusieurs fois dans ma vie, et si fortement encore l'année dernière à la chûte de Niagara.

Le peu d'impression que m'ont fait la rencontre de la Potowmak et de la Shenandoah, et leur passage à travers les montagnes Bleues, est-il dû à l'idée que je m'en formais d'avance, à ce que me faisait attendre la prévention avec laquelle j'y arrivais, et tout ce que j'en avais lu ou entendu dire ? Mais j'apportais ces mêmes dispositions et de plus fortes

encore l'an dernier à cette admirable chûte de Niagara, et mon étonnement, mon admiration n'en ont pas été moins grands. Ils s'accroissaient à chaque minute que je considérais cette merveille de la nature, qui, pour ainsi dire, envahissait ma pensée et jusqu'à mes sens, et l'émotion m'en est encore présente. Mon défaut d'enthousiasme est-il dû à ma disposition actuelle qui me rend moins susceptible d'enchantement? Cela se peut; sans doute mon âme a perdu quelque chose à cet égard depuis l'année dernière, mais je ne suis cependant pas devenu absolument froid et insensible aux beautés de la nature, et j'aime à croire que je ne serai pas le seul qui porterai le même jugement sur cette belle et grande scène que j'ai vue avec plaisir et admiration, mais qui m'a paru inférieure à ses descriptions.

Je dois dire comme observation sur le climat de l'Amérique, qu'après un jour très-chaud, il a fait à Harsper's-ferry une soirée si froide que j'ai été obligé de mettre ma rédingotte pour pouvoir rester quelque tems à l'air, et que peu après encore, il m'a fallu rentrer dans la maison et fermer une partie des fenêtres. Cette température n'appartient pas au lieu où j'étais, et les maîtres de la maison en étaient aussi étonnés

et aussi désagréablement affectés que moi.

C'est à ce point que finit la belle vallée de Shenandoah, plus vantée aussi que je ne pense qu'elle mérite de l'être. C'est un beau pays, peuplé d'habitans industrieux, actifs, un pays fait pour être riche, un pays que l'on ne s'attend pas à trouver entre ces deux grandes chaînes de montagnes, et moins encore en Virginie, quand on en a parcouru d'autres parties où la même activité, la même industrie sont loin même d'être crues possibles. Mais ce pays est peu habité proportionnellement à son étendue, et au tems déjà ancien où il a commencé à l'être ; mais la culture n'y est en presqu'en aucun point soignée avec intelligence ; mais le prix des terres y est bas, les améliorations s'y font avec lenteur, et si l'on se rappelle les plaines de la rivière des Mohawks dans le Nord de l'État de New-Yorck, on conviendra que la vallée de Shenandoah ne mérite d'être tant vantée que comme la plus belle partie de la Virginie, mais non pas ainsi qu'on l'écrit et qu'on le dit souvent, comme la plus belle partie de l'Amérique. C'est par une sorte d'esprit de justice que je m'exprime sur cette partie de pays d'une manière différente de celle de plusieurs autres, dont l'opinion peut sans doute avoir plus de

poids que la mienne. J'ai néanmoins parcouru cette vallée avec plaisir, avec satisfaction, et je voudrais pour le bonheur des Virginiens que beaucoup d'autres parties de leur État ressemblassent à celle-ci. Ce qui lui manque de population y arriverait promptement, et aucun des habitans actuels n'émigreraient dans d'autres États.

Il y a dans la vallée de Shenandoah beaucoup de manufactures domestiques, ce qui n'a lieu dans presqu'aucune des autres parties de la Virginie. Les plus riches comtés de cette plaine sont ceux de Shenandoah, Frederick, Berkley, et ce dernier particulièrement. On y élève un nombre considérable de cochons, qui courent bien un peu dans les bois comme ceux des autres parties de la Virginie, mais presque tous les jours ils reviennent à la maison où ils sont nourris. On fait dans cette vallée un grand commerce de porc salé. La population du comté de Berkley est de vingt-deux à vingt-trois mille habitans, dont trois mille esclaves. C'est dans ce comté et près de la Potowmak qu'est la source d'eaux minérales, la plus fréquentée de toutes celles des États-Unis. Ses qualités ont cependant moins de force que celles des sources du comté d'Augusta ; ses eaux sont très-peu

chaudes, mais la beauté du pays, son plus grand rapprochement des contrées maritimes où est la plus grande population, son voisinage de quelques petites villes assez habitées et les ressources de toute espèce que le village qui entoure ces eaux fournit aux buveurs, leur font donner la préférence par le plus grand nombre des malades.

Observations générales sur la Virginie.

En passant la Potowmak on est dans l'État de Maryland, mais avant de quitter entièrement la Virginie, je ne puis me défendre de quelques réflexions générales sur cet État intéressant par sa vaste étendue, par le nombre de ses représentans au congrès, par l'influence qu'on suppose qu'il veut avoir sur l'Union en général, et à cette intention sur les États du Sud en particulier, enfin par l'opinion différente qu'en ont ses partisans et ses ennemis.

La nature a beaucoup fait pour la Virginie, plus peut-être que pour aucun autre État de l'Union. Des terres généralement bonnes et de toute espèce, un climat sans doute un peu chaud dans l'été, mais d'une chaleur peu in-

commode aux habitans, à laquelle il est facile de s'accoutumer, et qui à mesure qu'on approche des montagnes ou qu'on les passe devient plus tempérée, supportable même dans le milieu de l'été ; un climat propre d'ailleurs à favoriser la culture de presque toutes les produtions connues, une végétation active, admirable. Si la Virginie n'à point de port sur l'Atlantique, elle en a de multipliés dans ses nombreuses et belles rivières, dont la navigation est susceptible de remonter très-haut pour recevoir les produits des terres éloignées ; et comme je l'ai dit, la situation de la Caroline du Nord rend la surabondance des récoltes de ce grand État une propriété du commerce de la Virginie. Cette privation de ports sur la mer, qui n'est pour elle d'aucun inconvénient, a d'ailleurs l'avantage de la préserver en tems de guerre des insultes de l'ennemi, qui, pour brûler ou piller ses possessions, devrait ou débarquer dans un autre État ou s'aventurer dans la Chésapeack. Voilà des avantages immenses et qui ne peuvent être contestés à la Virginie, dont les parties basses sont sans doute mal saines, mais ne le sont pas plus que celles du Maryland, de quelques parties de la Pensylvanie et de l'État de New-Yorck, et le sont moins que celles des deux Carolines et

de la Géorgie. Il faut ajouter comme un grand avantage de la Virginie, qu'elle est exempte de presque tous les animaux dangereux ; que le serpent à sonnette y est rare, au point qu'un grand nombre d'habitans vivant dans les bois, n'en ont jamais entendu parler. Voyons à présent si la Virginie a par sa constitution, ses loix, son état civil, mis à profit ces grands avantages et quelle est sa force réelle, sa force respective avec les autres États, quelles sont ses ressources.

La constitution de Virginie faite la première de toutes celles des États-Unis, est aussi la plus imparfaite. La représentation, première base de toute constitution démocratique, y est inégale. C'est par comté que deux représentans sont envoyés à la législature ; et ces comtés diffèrent tellement en population, que les uns ne fournissent pas une compagnie de milice, tandis que les autres en lèvent quatre bataillons. Ainsi la proportion de la représentation diffère entre les comtés comme d'un à seize. Celle du sénat est aussi vicieuse sous le même rapport. L'État est divisé pour l'élection des sénateurs en douze districts. Les districts sont composés d'un nombre inégal de comtés ; dix de ces districts sont entre la mer et les montagnes Bleues ; deux seulement au

de-là des montagnes ; la population dans cette dernière partie n'est pas encore égale à celle de ce qu'on appelle l'ancienne Virginie ; mais elle le deviendra promptement, car beaucoup d'habitans de cet ancien pays, ou émigrent dans les États de l'Ouest, ou se portent au delà des montagnes, et dans l'état présent, elle est loin d'être moitié moins considérable que l'autre ; voilà donc encore une inégalité frappante dans la représentation du sénat, qui n'a pas comme celle du sénat de l'Union et de quelques autres États des élémens différens de celle de la chambre des représentans. Le gouverneur est une ombre ; il n'a le pouvoir de faire aucun acte que par l'avis de son conseil exécutif composé de huit personnes, dont deux seulement et au choix de la législature, sortent tous les ans. Ainsi la possibilité de la perpétuité de plusieurs de ces membres dans le conseil pour leur vie, leur donne une influence considérable, et ajoute encore pour le gouverneur un dénuement total d'autorité, à l'impossibilité d'agir dans laquelle il est placé par la constitution.

On reproche aussi à cette constitution de n'avoir point été l'ouvrage d'une convention nommée *ad hoc*, d'avoir été faite par la législature existante sous la domination anglaise, qui

après avoir brisé le joug britannique s'en est occupée sans avoir été choisie, ou assemblée à cet effet comme dans les autres États. Le reproche pourrait avoir quelque fondement, quoique toutefois les circonstances où se trouvait la législature alors le réduisent presqu'à rien; mais il est aujourd'hui tout-à-fait de mauvaise foi, puisque cette constitution faite par une assemblée, compétente ou non, a été adoptée par tout l'État, et est suivie depuis vingt ans sans réclamation. Elle reste donc avec ses avantages et ses inconvéniens, sans qu'on puisse raisonnablement lui reprocher aujourd'hui ce vice d'origine. Mais telle qu'elle est, elle a beaucoup de contradicteurs dans l'État, et le nombre de ceux qui s'expliquent hautement pour y demander des changemens quoiqu'avec des intentions différentes, est très-considérable. La loi qui met les terres hors de la poursuite des créanciers pour le recouvrement de dettes serait immorale dans tous les pays et sous tous les gouvernemens. Dans ceux où l'aristocratie est en principe, où l'on veut une noblesse riche, une succession de familles opulentes, ce principe est conservé par les substitutions; car le bien étant ainsi regardé comme celui de la famille à perpétuité, n'est considéré qu'à titre d'usufruit

dans la main de celui qui en jouit actuellement. Cette loi injuste dans les gouvernemens aristocratiques comme ailleurs, y est au moins politique, selon le sens que l'on donne à ce mot dans ce genre de gouvernement, encore ne s'y étend-t-elle que sur une partie des propriétés de quelques familles. Mais dans un pays où la démocratie est en principe, dont la constitution est précédée d'une déclaration des droits de l'homme, cette loi n'a aucun prétexte et reste à nud dans toute la laideur de son immoralité. Celle qui s'élève si fortement contre les jeux est certainement très-morale et très-bonne, mais elle est sans exécution ; elle est violée publiquement tous les jours, car le jeu n'est nulle part plus en pratique, et n'occasionne plus de désordres qu'en Virginie. Il vaudrait beaucoup mieux alors que la loi autorisât le jeu, car de tous les désordres possibles, celui du mépris public pour une loi est le plus grand dans un État civilisé. Un autre grand désordre dans l'État de Virginie est l'inexactitude habituelle à payer les dettes, car l'immoralité de cette partie des mœurs à part, cette mauvaise habitude qui n'enrichit pas même ceux qui ne payent point, prive la richesse publique de beaucoup de ressources, et nuit aux améliora-

tions de tous les genres. Les ressources de la chicane donnent en Virginie comme ailleurs une grand aide à cette disposition du peuple Virginien, puisque la sentence définitive de payement pour la dette la plus simple, la plus incontestable et la plus avouée, peut-être retardée pendant cinq ans.

Quant au commerce, la Virginie n'en a qu'un très-borné, malgré sa position avantageuse pour en faire un considérable. Les négocians n'y ont ni les mêmes capitaux ni le même crédit que dans les autres États commerçans de l'Amérique septentrionale. Ils sont loin d'approvisionner tous les pays de derrière de l'État, qui le sont directement, de Baltimore et de Philadelphie.

La valeur totale des exportations des différens ports de l'État de Virginie a été pendant l'année 1791, de 3,131,863 dollars ; en 1792, de 3,542,823 ; en 1793, de 2,987,097 ; en 1794, de 3,320,636 ; en 1795, de 3,490,045 dollars. (*)

La population semble très-considérable en Virginie, quand on sait que cet État envoie vingt-un membres au congrès de l'Union, et que la population doit être la mesure du

---

(*) En 1796, l'exportation a été de 5,268,685 dollars.

nombre des députés de chaque État à ce conseil général. Mais cette population de sept cent quarante - sept mille six cent di personnes, par le recensement de 1791 comprend deux cent quatrevingt - dix - sep mille six cent vingt-sept esclaves. L'étendue de l'État est de soixante-dix mille milles quarrés, ce qui fait dix habitans et à peu-près deux tiers par mille quarré, et trois septièmes environ de ce nombre sont nègres esclaves. La population blanche qui s'augmente sans doute par la reproduction, est loin d'être renforcée par l'immigration, car aucun Virginien ne nie que l'État ne perde annuellement plus en émigration des siens au dehors, qu'il ne gagne par celle des autres États dans le sien, de sorte que cette population bien comptée est peut-être proportionnellement au-dessous de celle d'aucun autre État de l'Union. Dans une grande partie de la Virginie la chaleur du climat, l'usage des esclaves, rendent parresseuse, et fait répugner au travail la classe d'hommes que l'indigence rend laborieuse et active dans les autres États où les mêmes circonstances n'existent pas. Aussi une moins grande quantité de terres est cultivée en proportion de l'étendue et de la population de l'État. On y voit très-peu d'autres branches

d'industrie, quoique le pays soit propre à presque toutes celles établies dans les autres États. Aucun État n'est plus entièrement dépourvu que la Virginie, des moyens d'éducation publique, et l'on peut dire encore que le seul collège qu'elle ait, est le plus incomplet pour l'instruction, le plus mal conduit de toute l'Union. Il n'y aurait donc que l'exagération qui pût vanter aujourd'hui la puissance de l'État de Virginie.

La puissance d'un État n'est que le résultat de ses forces réelles; sans doute celui de Virginie est comme je l'ai dit, appelé par la nature à être le plus puissant ou un des plus puissans de l'Union; mais il faut que de bonnes loix remplaçant les mauvaises, améliorant les mœurs, encourageant l'industrie, mettent en activité les bienfaits de la nature. Voilà ses ressources; elles sont dans l'avenir; le tems arrivera où elles seront mises en usage, et comme il y a en Virginie quelques citoyens d'un très grand esprit et d'une instruction supérieure, occupés du bien de leur pays, et désireux de l'opérer, comme la législature en semble elle-même occupée, ce tems arrrivera promptement; mais il ne l'est pas encore, et c'est de l'état présent des choses que je parle.

La Virginie, dans ce moment dirige l'o-

pinion politique de la Géorgie, et de la Caro- line du Nord, au moins la parité des votes de ces trois États au congrès, autorise à le croire. Mais la force de la Géorgie n'est rien ni par sa situation, ni par sa population, et fut-elle considérable sous ces deux rapports, l'état de désordre où elle est la réduirait à rien. La Caroline du Nord n'est pas dans le même état de désordre, mais elle n'a aucune force. Elle a moins d'hommes de talens qu'aucun des autres États, et si elle en acquérait, peut-être se lasserait-elle de cette dépendance où la tient son incapacité.

La Virginie ne compte point sur la Caroline du Sud, qui, si elle a les mêmes opinions politiques, veut les avoir d'elle-même et sans reconnaître la primatie ou l'influence d'un autre État.

Elle compte pour amis le Kentuky, qui est un démembrement d'elle-même, et le Ténessée qui a les mêmes intérêts. Elle croit pouvoir compter sur une partie de la Pensylvanie. Tous ces calculs sont plus que douteux, et fussent-ils fondés, ils ne peuvent être que temporaires, et utiles seulement pour gagner quelques questions au congrès; mais ils ne sont rien pour la force réelle de la Virginie, ni pour ses ressources comm

corps politique agissant ou voulant agir indépendamment de l'Union.

Aussi est-ce à tort qu'on reproche à la Virginie de vouloir entraîner les États du Sud dans une division de l'Union. Aucun autre État peut-être n'est plus attaché à la continuité de cette union fédérale. La Virginie est unanime sur cette opinion, elle reproche même aux États du Nord de vouloir opérer cette scission ; elle espère en la Pensylvanie, c'est-à-dire particulièrement en la partie située à la gauche de la Susquehannah, pour l'aider à l'emporter sur toute tentative faite au congrès pour une telle rupture.

Le caractère d'hospitalité des Virginiens est généralement connu, leur réputation à cet égard est très-méritée ; ils aiment la société ; leur hospitalité est sincère, et peut-être est-elle pour quelques-uns d'eux, une des causes de leurs trop grandes dépenses, car les Virginiens ne sont généralement pas riches, sur-tout en revenu clair. Aussi souvent une table bien servie et couverte d'argenterie est-elle dans une chambre où depuis dix ans la moitié des vîtres manque aux fenêtres, et y manquera dix ans encore. Il est peu de maisons en état passable de réparation, et de toutes les parties des établissemens,

les écuries sont les plus soignées et les plus mieux entretenues, parce que les Virginiens sont amateurs de courses, de chasse, et de tous les plaisirs qui rendent le soin des chevaux plus nécessaire, d'ailleurs cela devient une mode.

Les Virginiens sont bons maris, bons pères, mais l'amour de la dissipation les tient plus souvent hors de leur famille que dans beaucoup d'autres États. J'ai entendu des femmes leur reprocher d'être maris jaloux, ce qui, dans tous les pays du Monde, est assez le caractère des maris dissipés. Les femmes sont aimables et ont la réputation de remplir leurs devoirs avec autant d'exactitude que dans les parties de l'Amérique où les maris sont plus souvent avec elles ; elles sont plus vives, plus agréables que dans les États de l'Est, mais pas autant que dans la Caroline du Sud, ni aussi jolies qu'à Philadelphie. Il y a cependant des Virginiennes qui ne le cèdent à aucune autre ni en beauté, ni en agrémens, ni en graces acquises.

La Virginie est peut-être l'Etat de l'Union qui a produit depuis la révolution une plus grande quantité d'hommes distingués dans dans tous les genres. Malgré l'amour des Virginiens pour la dissipation ; le goût de la lecture

lecture est plus commun parmi les hommes de la première classe qu'en aucune autre partie de l'Amérique ; mais le peuple y est peut-être plus ignorant qu'ailleurs. La valeur des troupes virginiennes a été distinguée dans la guerre de la révolution, comme leur amour pour la liberté, et ce dernier sentiment est toujours vif en Virginie, dans toutes les classes d'habitans. Il est sans doute très-contrastant avec le maintien de l'esclavage, et on a quelque répugnance à entendre parler liberté, indépendance, à des maîtres d'esclaves. La plupart des Virginiens reconnaissent tous les inconvéniens de l'esclavage, même pour leurs propres intérêts, mais les moyens de le faire disparaître présentent beaucoup plus de difficultés dans un pays où le nombre des esclaves est si grand. Il en est cependant dont un acccord commun rendrait l'exécution plus aisée et moins dangereuse que beaucoup de Virginiens ne semblent le craindre. Je parlerai de ces moyens quand j'aurai visité le Maryland. Les Virginiens sont généralement bons maîtres ; les idées philantropiques qui n'ont pas prévalu encore en Virginie pour préparer l'émancipation des esclaves, ont eu cependant assez d'influence pour les faire mieux traiter et mieux nourrir. On sent en Virginie que l'es-

clavage absolu ne peut plus y être d'une bien longue durée, au moins les hommes qui réfléchissent en sont persuadés. Espérons que cette conviction opérera quelque détermination généreuse ; elle sera aussi utile aux maîtres qu'aux esclaves.

Observations minéralogiques.

Aux environs de Norfolk la profondeur des sables gras empêche d'appercevoir aucune pierre. Cependant à peu de distance on trouve des carrières en exploitation. Les pierres qui sont employées à la bâtisse sont des quartz, des feld-spaths, des stéatites. Sur le bord de la mer le terrein est un sable fin, sec et léger, mais les rocs de granit percent souvent au travers. Dans le Dismal-swamp on trouve enfouis et conservés à différentes profondeurs sous la terre végétale, les mêmes fragmens d'arbres que dans les plaines en terrasse près du lit de la rivière Connecticut. Ces fragmens y sont encore plus abondans ; ils se tirent de même de la terre dans un état mou, et se durcissent également à l'air. Depuis l'embouchure de la rivière de James jusqu'aux montagnes Bleues les minéraux sont les mêmes que dans le reste de l'Amérique.

Près la baie de Chésapeak il y a des masses irrégulières de granit qui plus loin sont remplacées par des couches régulières de quartz, de feld-spath, de schorl graineux, puis par d'autres de schiste argileux. Cette succession a lieu deux ou trois fois dans l'étendue du pays que parcourt la rivière de James. Près Yorck et Williamsburg on trouve des lits considérables d'écailles d'huîtres de quatre à cinq pieds de profondeur; quelquefois ces lits paraissent au-dessus de la surface de la terre; on voit aussi des pierres formées de granit agrumelé qui sont des espèces de poudings imparfaits. Les pierres que baignent les rapides de la rivière de James à Richmond sont un espèce de granit. A Roquette on a trouvé en faisant une excavation, une grande quantité de pyrites cuivreuses enveloppées dans une terre bleuâtre et très-tendre. Ces pyrites contiennent beaucoup de cuivre; on dit qu'elles renferment aussi une assez grande quantité d'argent, mais aucune expérience bien faite ne constate la présence de ce métal, et moins encore sa proportion.

A Dover, lieu où sont les mines de charbon, que nous avons visitées, le fond du terrein est une pierre sablonneuse, graniteuse, dont les fragmens brisés ne perdent rien de la

forme originaire de la pierre. C'est dans ces couches, que se trouve le charbon en contact immédiat avec des pierres sablonneuses ou argileuses de diverses qualités, et avec l'argile bleu. La partie du pays, où sont ces mines de charbon, peut avoir dix milles de large sur une longueur qui n'est pas encore déterminée; elle traverse la rivière de James. Les filons de charbon sont plus épais à ses limites, et généralement aux points où la mine est plus près de la surface de la terre, leur direction qui court de l'Ouest à l'Est, est inclinée à l'horison par un angle très-obtus. On retrouve le granit après avoir quitté ce petit canton; il devient de plus en plus par couches, est rempli de mica, et semble, en beaucoup de points, être une véritable crystallisation. Le sol est un argile dur. A quelques milles de Milton, au pied des South-mountains, est une veine de pierre à chaux, en forme de schiste, donnant par la cuisson une chaux excellente, et placée entre des couches d'une ardoise parfaite. Cette veine s'étend dans la direction Sud-ouest, jusqu'à la rivière de Roanocke, dans la Caroline du Nord, à cent quarante milles, et au Nord-est à plus de soixante milles. Elle n'a jamais plus de dix pieds de large, et souvent moins. Dans tous

les champs environnans, on voit de grosses masses de quartz blanc, détachées les unes des autres, et appuyées sur des couches de schiste bleu. On y voit aussi d'autres couches d'un gris verdâtre. Dans ce même voisinage des South-mountains, les masses de granit sont assez fréquentes. On y trouve aussi un roc gris ondulé, qui se décompose facilement, et qui se fendant en lames, contient une portion assez considérable de terre de magnésie. Le sol, qui couvre cette petite chaîne de montagnes (East, Green et South-mountains), est rougeâtre et très-riche. Entre cette chaîne et celle des montagnes Bleues, la terre est ochreuse, et les pyrites martiales y sont en assez grande quantité. La vallée entre les montagnes Bleues et les North-mountains, abonde en couches de pierre à chaux, dont plusieurs sont inclinées à l'horison. Près de Keyssel-town à vingt-cinq milles de Staunton, elles sont presque perpendiculaires, généralement couvertes d'une terre rouge, et aussi quelquefois d'un granit jaunâtre. La pierre à chaux se trouve encore à Winchester; mais bientôt après elle disparaît, et est remplacée par une ardoise schisteuse et quartzeuse. On ne voit de granit qu'en masses détachées et peu fréquentes sur la route de

Winchester à Harper's-ferry; on y trouve successivement des couches d'un schiste jaune se fendant en feuillets minces, et remplies de très-petites particules d'une matière brillante, ressemblante au mica, puis une ardoise jaunâtre, puis des pierres à chaux. Les rocs des montagnes Bleues sont près d'Harper's-ferry, comme dans toute cette chaîne, principalement de granit; on y rencontre aussi du grès et du feld-spath. Près de Frederick-town, les pierres à chaux reparaissent, mais elles ne sont pas les seules; on voit du grès schisteux, et une espèce de sable micacé, dans la route jusqu'à *Ellicots-mill.* Les rochers qui bordent en ce lieu la rivière *Potapsco* sont des pierres calcaires.

Arbres.

Parmi les espèces innombrables d'arbres, qui croissent en Virginie, on distingue l'érable à peau de serpent, l'érable negando, le bignonia grimpant, le catalpa, le calicanthos, l'arbre de Judée, l'amelanchier, (j'en ai vu de vingt-cinq pieds de haut:) des cornouillers de diverses espèces, le diospyros, le bondac, le triacanthos, des noyers, des cèdres de différentes espèces, des lauriers-cerises, et ben-

joins, et un dont je ne sais pas le nom, mais qui perd ses feuilles en automne, le liquidambar, le magnolia grandiflora, le pin maritime et beaucoup d'autres, le peuplier noir et le peuplier de la Caroline, des chênes de différentes sortes, le sumac velu, le faux acacia, le frangier, etc.; mais plusieurs d'entre eux, le magnolia, par exemple, n'atteignent pas en Virginie une aussi grande hauteur que dans la Caroline du Sud et en Géorgie. Quoique la Virginie ne produise pas certains arbres, qui ne se trouvent qu'à une plus haute latitude, je pense qu'aucun État ne réunit en ce genre une plus grande variété d'espèces. Les plantes y sont aussi très-multipliées, mais moins odorantes que dans la Caroline du Sud.

Chemins et canaux

La législature de la Virginie s'occupe avec soin de l'amélioration des moyens de navigation intérieure. Plusieurs canaux sont, ou faits, ou commencés, ou projettés, dans les endroits où les rapides embarrassent les lits des rivières; mais, comme dans tout le reste de l'Amérique, l'art n'est pas assez consulté pour leur confection. On y entreprend un ouvrage de ce genre, avant d'avoir réfléchi

aux meilleurs moyens de l'achever ; d'où il résulte qu'il est souvent plus imparfait, et toujours plus dispendieux.

Les chemins sont généralement bons dans tout l'État ; et les tavernes, quelquefois très-mauvaises, y sont pourtant meilleures que dans les autres États. Celles des pays de derrière, dans la partie où j'ai voyagé, sont préférables à celles de beaucoup de parties les plus habitées de la Nouvelle-Angleterre.

Route jusqu'à Frederick-town.

Un bateau prend les voyageurs en Virginie, et les aborde en Maryland. La Potowmak est la limite de ces deux États. On la passe à vingt toises de sa jonction avec la Shenandoah, et on jouit, en la passant, de cette grande vue autant que dans aucun autre point. Les montagnes que la Potowmak traverse, perdent dans le Maryland le nom de Blue-ridges, et prennent celui de South-mountains (montagnes du Sud). C'est à leur base qu'est pratiqué le chemin étroit qui mène à Baltimore, et qui, dans quatre à cinq milles, n'est qu'une suite continuelle de rocs solides ou mouvans. On suit ainsi la base arrondie

de ces montagnes, toujours côtoyant la Potowmak, dont le lit n'est pas devenu bien large encore par l'acquisition de la Shenandoah. Elle coule au milieu des débris de rochers qui rendent son cours inégal et bruyant. C'est après six milles, que l'on s'en éloigne pour monter les *Coosoosky mountains*, chaîne de peu d'étendue, d'où la vue des Blue-ridges, des North-mountains, des autres petites montagnes qui les précèdent, et dont une partie est cultivée, sur-tout dans le Maryland, et enfin celle de la Potowmak que l'on apperçoit à un mille au-delà des montagnes Bleues, forme un aspect agréable et grand.

Les South-mountains séparent le comté de Washington de celui de Frederick. En suivant la route que j'ai tenue on ne fait donc que toucher au comté de Washington, un des plus sains et des plus fertiles du Maryland. Il fournit toute espèce de grains à l'exportation de Baltimore, et aussi du fer manufacturé. Les mines de fer y sont abondantes. Le comté est peuplé d'environ quinze mille habitans, dont dix-huit cents nègres esclaves. A l'Ouest du comté Washington est encore le comté Alleghany, qui est le dernier de l'État de Maryland dans cette direction.

D'Harper's-ferry aux Coosoosky-mountains

on rencontre quelques petites habitations qui commencent à s'établir. Peu d'entr'elles le sont depuis plus de trois ans, et la plupart sont moins anciennes; pauvres maisons de troncs d'arbres, avec une vingtaine d'acres de défrichement. Les nouveaux habitans viennent en grande partie des environs de Lancaster et du comté Dauphin en Pensylvanie; beaucoup aussi viennent des basses parties du Maryland, et quelques-uns d'Irlande. Ces familles semblent actives et industrieuses. On vend la terre dans cette partie du pays de huit à dix dollars l'acre, et elle n'est pas meilleure que de l'autre côté du fleuve en Virginie, où on la donne pour quatre ou cinq, et où les habitations sont extrêmement rares. Il est vrai que la maladie des grains nommée *widle* est inconnue ici. La Potowmak est du côté du Nord la limite de ce fléau, comme les montagnes Bleues le sont du côté de l'Ouest. Il n'y a point de mouches hessoises et très-peu de rouille.

La récolte est ici comme ailleurs abondante cette année, et ceux des fermiers du Maryland qui ne se sont pas livrés à la spéculation pour le débit de leurs grains, se réjouissent d'en voir le prix baissé; mais beaucoup trop d'entr'eux y ont pris part et

beaucoup souffriront de cette baisse soudaine. Puisse ce malheur du moment les en corriger pour l'avenir ! La spèculation du fermier est la ruine de l'agriculture ; ses moyens ne sont pas aussi étendus que ceux du négociant des villes, qui se dédommage toujours plus ou moins du mauvais succès de l'une de ses spéculations par celui de quelques autres. Mais le fermier à qui le prix de ses denrées ne rentre pas, ou rentre mal, s'endette, cultive moins bien, est obligé de vendre ses bestiaux, obtient de moins bonnes récoltes ; et la société partage ainsi sa perte avec lui, car la prospérité des cultivateurs tient de plus près qu'aucune autre à la prospérité générale.

Les Coosoosky - mountains sont assez bien cultivées ; quelques-unes le sont même jusqu'au sommet. En avant dans le pays les habitations deviennent plus multipliées, la culture plus étendue, les champs plus vastes ; la terre se vend dans ces montagnes douze à quinze dollars l'acre, et ce prix continue le même à-peu-près jusqu'aux environs de Frederick-town. Les prairies y sont fréquentes, et l'abondance des eaux donne le moyen de les arroser. Quelques - unes le sont même avec assez d'art ; on amène l'eau par des

tuyaux de bois, qui communiquant entre deux élévations souvent distantes de plusieurs cents toises, traversent le petit vallon qui les sépare. Le thimothy, le trefle rouge sont les prairies artificielles du pays. Le trefle blanc croit naturellement par-tout assez épais et assez fin.

La culture s'aggrandit encore ; les terres deviennent meilleures, les prairies plus multipliées aux environs de Frederick-town. On y vend l'acre de terre de vingt-cinq à trente dollars, celui en prairie cinquante.

Frederick-town, capitale du comté de Frederick.

Cette ville, sur le creek *Carolle*, branche de la rivière *Monacacy*, est très-bien bâtie. Le plus grand nombre des maisons est en brique ; la maison de ville, celle des pauvres, la maison de justice, sont de beaux édifices; la population de Frederick-town est d'environ deux mille personnes, dont un quart de nègres esclaves ; le commerce de cette ville est considérable avec les pays de derrière, qu'elle approvisionne de marchandises tirées de Baltimore, où elle verse en retour les produits qu'elle reçoit de ces mêmes pays qui sont ri-

ches, fertiles, bien habités ; en tout l'industrie y est, sans aucune comparaison, beaucoup plus active qu'en Virginie.

Une manufacture de verres était établie à quelques milles de Frederick-town. Soit inconduite ou malheur des entrepreneurs qui venaient de Bremen en Allemagne, soit manque de fonds, soit par la réunion de toutes ces causes, cette manufacture a eu le sort de presque tous les premiers établissemens de ce genre, et elle est si près de sa chûte complette, qu'on peut la considérer comme achevée. On assure que les matières premières abondent près de son local. Alors elle sera relevée par les entrepreneurs actuels ou par d'autres, ce qui est indifférent à l'intérêt du pays, mais il ne lui est pas indifférent de pouvoir établir une verrerie, qui diminue cette branche d'exportation d'Angleterre, que sa fragilité rend si profitable au vendeur, et si indispensable pour l'acheteur. Le Maryland abonde en fer ; les forges y sont multipliées dans tout l'État qui fait un grand commerce de fer forgé. Beaucoup d'entre elles sont établies autour de Frederick-town.

Le comté de Frederick est peuplé d'environ trente-un mille habitans, dont quatre mille nègres esclaves. Depuis 1791, époque du

recensement de l'Union, le comté de Frédérick a beaucoup gagné par l'immigration. Les terres y sont généralement bonnes, et fournissent à l'exportation de Baltimore, du bled, du seigle, de l'orge, du maïs en assez grande quantité, quelques chanvres et quelques lins. Le comté envoie aussi beaucoup de farines à Baltimore, le nombre des moulins y étant assez considérable. De Frederick-town à Baltimore, le pays est une succession de petites collines, et le chemin y est rarement plat un mille de suite. Quoique ce pays soit passablement habité, il a beaucoup de parties qui ne le sont pas encore, elles sont même plus étendues que les autres. La nature des bois indique une bonne terre. On y cultivait autrefois beaucoup de tabac, mais cette culture, autant diminuée dans le Maryland que dans tous les autres États du Sud, et par les mêmes motifs, est ici presque réduite à rien. Celle du bled la remplace par-tout, sans y être plus perfectionnée qu'ailleurs. On laboure à deux ou trois pouces de profondeur. Les terres sont peu fumées; c'est sur les prairies que les cultivateurs portent ce qu'ils rassemblent de fumier, dont, par le peu de soin qu'ils prennent pour le conserver et l'augmenter, ils semblent ne pas connaître l'avantage.

Poplars's-pring.

Le 12 Juillet, j'ai passé le tems le plus chaud de la journée à *Poplar's-spring.* Quoique cette partie soit habitée déjà depuis long-tems, le nombre des nouveaux habitans y est de beaucoup plus considérable que celui des anciens. Le prix des terres dans les environs est de dix à douze dollars l'acre. Les procédés du défrichement y sont ceux de tout le reste de l'Amérique. On sème le maïs la première année, et puis du bled pendant six à sept ans, souvent sans interruption, tant que la terre veut bien en rapporter ; puis on la laisse en jachères, jusqu'à ce qu'une autre partie qu'on défriche alors soit épuisée à son tour. Comme le défrichement pour faire des prairies exige plus de travail et de soins, on laisse en bois beaucoup de parties qui en produiraient de belles ; elles auront sans doute leur tour, car ce pays est dans un grand état de croissance ; mais tant de terres restent encore en bois qu'il se passera beaucoup d'années avant qu'une bonne culture bien entendue et bien étendue s'établisse.

On laboure dans tout ce pays avec des chevaux qui coutent cent trente à cent quarante

dollars. Les vaches sont belles, et valent de vingt-cinq à trente dollars. On coupe le bled à la faucille; le seigle, l'avoine à la faulx à rateau; les ouvriers se trouvent avec assez de facilité et ne se paient qu'un dollar par jour dans le tems de la moisson; dans un autre tems trois schellings (monnaie de Maryland qui est la même que celle de Pensylvanie) ou huit dollars par mois. Les bestiaux engraissés, soit dans les belles prairies près Frederick-town, soit dans les autres pâturages moins riches, s'enlèvent pour Baltimore et Philadelphie. Les habitans achettent la farine des charretiers qui la portent à Baltimore, et la paient à peu-près le même prix que dans cette ville. C'est à présent huit dollars le barril; elle a été payée quatorze en janvier dernier.

J'ai entendu des fermiers, à la taverne où je me suis arrêté, se réjouir de ce que la baisse du prix des bleds occasionnerait des banqueroutes parmi les marchands de Baltimore. « Ces gens-là, » disaient-ils, « ont
» gagné sur nous tant qu'ils ont pu, et puis
» ils ont porté notre bien en France, et
» puis ils portent en Angleterre l'argent de
» la France et le nôtre; ils n'ont que ce qu'ils
» méritent s'ils perdent beaucoup. »

Quiconque

Quiconque doute de la disposition du peuple américain en faveur de la France, n'a qu'à voyager dans les campagnes s'il n'est pas déterminé à rester dans son erreur; il trouvera ce peuple plein de défiance, de rancune et de haîne pour l'Angleterre, et tout animé en faveur de la nation française. Il trouvera la mort de Louis XVI et les crimes qui l'ont suivie, aussi détestés que l'Angleterre; mais la cause de la France, celle de la vraie liberté ayant autant de partisans qu'il y a de gens qui en parlent. Chérir et plaindre la Fayette est une espèce de religion du pays. On y trouvera aussi pour le Président un respect général, et personne ne voulant lui attribuer les torts du traité, que personne n'aime. Encore une fois je parle d'un peuple éloigné par bon sens et par intérêt, de toute connexion avec l'Angleterre, et que l'on peut appeler le véritable peuple d'Amérique. J'ai tant écarté tout préjugé national, toute opinion personnelle de mes observations à cet égard, que je suis sûr pour moi-même qu'elles sont fondées. Ceux qui sont déterminés à ne pas penser comme moi, auront la ressource de dire que mes préjugés m'ont trompé malgré moi, ou que le peuple des campagnes est ignorant, sot, abusé, et que les lumières et

la bonne-foi sont seulement concentrées dans les villes ; à ces étranges assertions, je n'ai rien à répondre, car que dire à ceux qui sont déterminés à rester dans leurs opinions?

Ellicots-mill.

De Poplar's-spring, une route coupée depuis peu d'années, raccourcit de quelques milles le chemin jusqu'à Baltimore. Elle est mauvaise, et comme elle est nouvelle, elle rencontre peu d'habitations. On remarque à quinze milles de Baltimore celle de M. *Carroll* écartée d'un mille du chemin. Par la multitude des différens bâtimens qu'elle réunit, elle ressemble plus à un village qu'à une habitation de particulier. M. Carroll a rassemblé plusieurs établissemens, il a une très-bonne culture et un grand nombre de nègres, mais n'ayant pas été dans son habitation, je n'en puis pas donner des détails.

Ellicots-mill est un petit village dont l'établissement principal est un grand moulin à farine, appartenant à M. *Ellicot,* et qui en reçoit son nom. Ce moulin a six paires de meules, et est construit aussi bien qu'aucun de ceux de Brandywine, dont il a les perfectionnemens. La situation de ce lieu, très-

serré entre les montagnes, est romantique. L'eau y est limpide, les rochers y sont élevés et grands, les arbres beaux, et j'aurais aimé à jouir un jour de plus de cette vue un peu triste, qui convenait assez bien à ma disposition, si la chaleur qui m'accable ne me pressait pas d'aller gagner des régions plus tempérées.

Il me faut dire en toute humilité ce qui m'est arrivé avec trois Français des îles que j'ai trouvé à l'auberge et dont j'ai appris depuis que l'un était M. Thomas, ancien consul de France à Baltimore, et un autre son médecin, le conduisant aux eaux de Berkley. Quoique je leur aie parlé notre langue commune, ils ont d'après ma modeste manière de voyager, conçu une si médiocre opinion de moi, qu'ils ont décidé de coucher plutôt trois dans une chambre à deux lits, que de laisser dans la chambre de l'un d'eux *ce pauvre diable de si mauvaise mine*. Cette déclaration qui n'était pas faite par eux dans l'intention que je l'entendisse, a cependant été entendue de moi au coin du jardin, où je fumais ma segar. Comme elle ne portait que sur mon apparence, je n'ai pas cru devoir la relever. J'ai soupé seul, et me suis allé doucement coucher par terre sur un matelas, que la mai-

tresse de la maison a placé dans la seconde chambre où le cocher de ces messieurs avait pris le bon lit. J'ai ri en pensant au tems où le dédaigneux M. Thomas n'aurait probablement pas tant eu peur de ma compagnie, et j'ai aussi bien dormi que si j'avais été appelé à l'honneur de coucher dans la chambre de M. Thomas lui-même.

Baltimore.

La même nature de chemins, montueux, difficiles, couverts de sables et de rocs, continue jusques à quatre ou cinq milles de Baltimore. Dans tout ce trajet, les habitations ne sont ni bonnes ni multipliées, les terres semblent fort médiocres, beaucoup sont incultes, et celles qui sont cultivées le sont assez mal. A quatre ou cinq milles de Baltimore, le terrein devient plus plat, les habitations plus nombreuses, et de meilleure espèce; enfin, plus on approche de la ville, plus les maisons se ressentent de la richesse de ses habitans et de la prospérité de son commerce.

La jurisprudence criminelle du Maryland n'a pas encore souffert d'altération dans ses anciennes pratiques. Les criminels travaillent

aux chemins, chargés de fers et menés au bâton. Ils travaillent peu et mal, et s'échappent souvent; ce régime ne produit pas un meilleur effet en Maryland, qu'il ne produisait en Pensylvanie, où il a été heureusement abandonné, et qu'il n'en produira par-tout où il sera maintenu; sans doute il changera, mais quand, et pourquoi pas encore ?

Baltimore est après Philadelphie et New-Yorck, le port qui fait le plus de commerce en Amérique, au moins le dispute-t-il à ceux de Charles-town et de Boston. Plus rapproché par sa position des rivières d'*Yougyogeny* et de Monongahela, qui se jettent dans l'Ohio à Pittsburg que ne l'est Philadelphie, Baltimore fait une partie du commerce des derrières de la Pensylvanie, et fournit ainsi une grande partie des stores qui fournissent eux-mêmes les territoires de l'Ouest. Il reçoit aussi en échange une partie de leurs produits. Baltimore qui réunit entre quatre à cinq mille maisons, est presqu'entièrement bâti depuis la paix de 1763; il a reçu un accroissement plus rapide encore depuis 1783, et particulièrement depuis le commencement de la guerre actuelle. Le maître de la taverne de Poplar's-spring m'a dit qu'en 1749, quand il avait débarqué d'Allemagne à Baltimore,

il n'y avait pour tout édifice que neuf misérables log-houses. Aujourd'hui Baltimore une des plus belles villes du continent. Comme il n'y a pas d'anciennes maisons, et que le plus grand nombre a été construit à une époque même très-récente, elles le sont toutes bien, presque toutes en briques. Les églises en grand nombre et de toutes les sectes, et les édifices publics y sont d'une simplicité élégante. La ville qui s'aggrandit dans tous les sens, gagne considérablement sur sa baie, et des rues sont pavées et bâties sur un terrein ainsi conquis, où, il y a quelques années, les bateaux étaient à flot. Ce genre d'ouvrage auquel les inspecteurs de la ville ont assigné des limites, s'étend tous les jours. *Fells-point* est le point que les bâtimens d'une certaine force ne peuvent point passer; c'est là qu'ils sont chargés et déchargés. Cependant les affaires ne se font pas à Fells-point, elles se font toutes à Baltimore, qui en est séparé par une esplanade de près d'un mille. C'est à Baltimore que les marchands ont leurs comptoirs, leurs principaux magasins; ils n'en ont qu'un de dépôt à Fells-point, et tous n'en ont pas. Si le commerce de cette ville continue a avoir le même succès et le même accroissement qu'il a eu jusqu'ici, cette longue lacune se

peuplera de bâtimens, et bientôt Baltimore et Fells-point ne feront plus qu'un. En attendant, on bâtit dans toutes les rues, et l'accroissement de la ville se porte aujourd'hui dans le nouveau terrein conquis sur la baie, ou du côté Ouest de la ville, dans ceux qui appartiennent au colonel *Howard*, et dont la valeur augmente tous les jours.

Ce grand propriétaire accense généralement ces terreins plutôt qu'il ne les vend; cette manière tient sans doute au peu d'argent des acquéreurs; car le colonel Howard est trop sage pour ne pas préférer une aliénation pleine et entière de ses terres, qui mettrait dans ses mains la libre disposition de leur valeur. Il en vend autant qu'il peut en pure vente, et il est beaucoup de ses lots ainsi vendus, qui, par des reventes successives, ont fait la fortune de deux ou trois particuliers différens.

A l'extrémité de ces terres, et à la distance d'un mille de la ville, le colonel Howard a une belle maison entourée d'une futaie de vieux et grands arbres. C'est un parc tout fait, auquel il ne manque rien. La maison, placée sur une élévation, est dans une situation admirable, découvrant par-dessus la ville et la baie, jusques à la baie de Chésapeak, et à droite et à gauche une grande étendue de

pays bien cultivé. *Belvédère* (c'est le nom du lieu) est le séjour habituel du colonel Howard, homme estimé généralement pour son courage et ses talens militaires, et pour ses vertus civiles ; il a été gouverneur de l'État de Maryland. Il a épousé une demoiselle Chew, fille de mon estimable ami M. Chew de Philadelphie, et digne par ses vertus, ses agrémens, sa bonté, du mérite et des agrémens de tout le reste de sa famille. J'ai passé peu de tems à *Belvédère*, et la plus grande partie de ce tems a été employé chez le colonel Howard. Les momens m'ont donc manqué, pour prendre tous les renseignemens que j'espérais recueillir sur cette ville et sur l'État. Je me les procurerai à un autre voyage.

Annapolis, siège du gouvernement du Maryland, est le domicile ordinaire de presque tous ceux qui y sont employés, et la cour suprême de l'État y tenant ses séances, la plus grande quantité des avocats y est fixée. La première classe des habitans est donc à Baltimore encore plus qu'à Philadelphie celle des marchands. La baisse des prix des provisions en Europe produira des malheurs dans les fortunes de quelques maisons de ce pays. En attendant, elles tiennent toujours la farine à dix dollars, mais par spéculation,

car il n'y a aucune demande, et il n'y en aurait pas même pour un prix moins élevé, tant l'abondance est grande, ou paraît l'être en Europe.

Les bâtimens publics à Baltimore sont décens, sans aucune magnificence. On y compte douze églises de sectes différentes.

Route de Philadelphie.

Mon cheval se trouvant blessé, je me suis déterminé à prendre le stage pour me rendre à Philadelphie. C'est une manière de voyager très-incommode en Amérique, où les chemins sont rudes, et ces sortes de voitures très-rudes aussi. Les stages partent au milieu de la nuit. On n'a pas le tems de se reposer de la fatigue que donnent les cahos, de celle du malaise que causent et le nombre des passagers, toujours disproportionné aux places, et les paquets, valises, etc. entassés dans ces voitures, et qui brisent les jambes, lesquelles même sans paquets, ne trouveraient pas où s'étendre. Mais je n'avais aucun autre moyen d'arriver au moins de quelque tems, et j'ai fait ce petit voyage aussi peu incommodément qu'il puisse l'être dans un stage, en choisissant celui qui porte les lettres, et

qui, destiné à aller plus vîte, ne doit recevoir que six voyageurs, a de meilleurs chevaux, est généralement mieux conduit. D'ailleurs, il n'y avait d'autre compagnie dans cette voiture que la famille entière de M. *James Barré,* négociant de Baltimore, de qui j'avais déjà reçu beaucoup de politesses pendant mon court séjour dans cette ville. Ainsi, bien que nous fussions sept au lieu de six, je ne me plains nullement de mon voyage. Mais ce n'est pas dans un stage qu'on peut prendre aucune information; on y voit à peine le pays, et le plus souvent sans avoir le moyen de connaître le nom des villages ou des creeks que l'on traverse. Je remets donc à l'époque où je referai ce voyage à cheval, ce que je pourrai avoir à en dire.

Au *Hâvre-de-Grâce,* on passe la Susquehannah près de son embouchure dans la Chésapeak. Les terres, qui s'élèvent aux deux côtés du fleuve, sont assez bien cultivées, peuplées d'un assez grand nombre de maisons, pour offrir une très-belle vue. La rivière a là un mille et un quart de large; deux ou trois îles au-dessus et au-dessous du lieu de passage, interrompent agréablement l'uniformité de ses eaux, et cette vue, sans être magnifique, est une des plus agréables que j'aie trouvées en

Amérique. La Susquehannah divise le Maryland. La partie en-deçà est distinguée par le nom de *Western-shore* (rivage de l'Ouest); celle au-delà par celui d'*Eastern-shore* (rivage de l'Est). Elle s'étend le long de la Chésapeak jusques aux deux comtés de la Virginie, et est séparée de la baie de la Delaware par l'État de Delawarre. On passe par plusieurs jolies petites villes appartenant encore à l'État de Maryland, *Charles-ton, Elk-town;* de-là on entre dans l'État de Delaware, et l'on traverse les villes de *Christiana*, et de *Wilmington*, qui n'est qu'à vingt milles de Philadelphie.

Séjour à Philadelphie.

Partis le lundi, à quatre heures du matin, de Baltimore, nous sommes arrivés, à huit heures du matin, le mardi 20 juillet, à Philadelphie, après avoir passé à Wilmington cinq ou six heures destinées au sommeil, mais dont les puces et les punaises ont disposé entièrement.

Les chaleurs de cet été sont bien moins considérables qu'elles ne le sont communément; ainsi le séjour de Philadelphie m'a paru moins insupportable que je ne m'y attendais. J'y ai reçu beaucoup de lettres, je

m'y suis mis au courant des nouvelles d'Europe, et j'ai été très-pressé d'en partir.

Le prix courant de la farine n'a pas encore reçu dans cette ville la baisse qu'elle doit éprouver. Les négocians, par spéculation, la tiennent encore à douze dollars, mais n'en vendent à ce prix qu'aux boulangers qui n'ont point assez d'argent ou de prévoyance pour en faire des provisions, ou pour en tirer des campagnes. D'ailleurs, les magasins regorgent de cette denrée dont l'abondance de la récolte actuelle précipitera encore la baisse.

Je ne veux pas oublier de parler d'une véritable curiosité naturelle que j'ai vu à mon passage à Philadelphie. C'est un nègre Virginien, né de père et de mère nègres, changeant de couleur et devenant blanc.

Il a conservé sa couleur noire jusqu'à l'âge de quarante ans, alors la peau de ses doigts, auprès de ses ongles, a commencé à s'éclaircir, puis à devenir plus blanche, puis enfin entièrement blanche. Il en a été de même de presque toutes les parties de son corps. Ses jambes, ses cuisses, ses bras, ses mains sont blanches, à quelques taches près, plus ou moins grandes, et toutes d'un brun plus ou moins foncé, mais toujours plus claires sur leur bord. Son col, ses épaules, sont du même

blanc que la peau des personnes rousses, et marquées de même de quelques taches de rousseur. Le poil droit et lisse y est substitué à la laine; autour de son sein quelques bouquets de laine existent encore, mais tiennent peu, tombent journellement, et sont remplacés par du poil ou noir ou gris. Son visage est blanc depuis les cheveux jusqu'au front, et ainsi tout autour; le reste est un masque qui n'est noir qu'au nez seulement, et s'éclaircissant par nuance jusqu'à la partie blanche. Sa tête est noire, et couverte encore de laine, excepté sur la fontaine, où les cheveux prennent la place de la laine qui y a disparu. Ses parties naturelles sont, dit-il, les moins avancées dans cette métamorphose, quoiqu'elles aient éprouvé un changement considérable. Il assure que depuis trois mois qu'il est en voyage, il s'apperçoit d'un progrès sensible dans toute sa personne, et il est à présumer que pour peu qu'il vive encore, il deviendra entièrement blanc. Il a aujourd'hui quarante-un ans.

Pour se faire une idée de la métamorphose qui a lieu dans la couleur de la peau de ce nègre, il ne faut pas entendre par le blanc qu'elle acquièrt une couleur de quarteron ou d'Albinos, mais une couleur réelle de race

blanche, ou plus exactement encore, comme je l'ai dit, celle d'une personne rousse.

Il n'est pas possible d'ailleurs de douter de l'extraction de ce nègre, qui a fait toute la guerre dernière dans les pionniers, qui est connu de toute la Virginie, qu'il a presque toujours habité, et qui est porteur de tous les certificats désirables par les personnes les plus disposées au doute. Ce changement de couleur s'est fait sans qu'il éprouve aucune incommodité. Il se montre pour de l'argent. On connaît plusieurs exemples en Amérique de nègres, mulâtres ou Indiens dont la couleur a changé, ou après une maladie, ou en plein état de santé, mais aucun aussi complettement que celui-ci.

SECOND VOYAGE AU NORD.

Route de Philadelphie à New-Yorck.

AYANT résolu d'employer le reste de l'année à une seconde course dans le Nord, je pars de Philadelphie par le stage pour aller à New-Yorck. Il fallait y arriver promptement ; la chaleur du tems rend difficile et incommode le voyage à cheval.

Un séjour de vingt-quatre heures à *Trenton*, m'y a fait voir quelques amis. Je n'y ai pris que peu d'informations que je me propose de réunir à celles que me procurera une plus longue excursion dans le Jersey. Celles que j'ai reçues à New-Yorck dans le peu de momens que j'y ai passés trouveront aussi leur place ; mais j'ai eu peu le loisir d'en recueillir de suivies. Des lettres d'Europe, qu'il faut lire et relire, auxquelles il faut répondre, ont employé mon tems, et en ont été un bon emploi. La fatigue de quatre mois de suite, employés en informations, m'a d'ailleurs rendu un peu paresseux. Je me suis

laissé aller à cette disposition, bien déterminé à consacrer plusieurs semaines avant de quitter l'Amérique, à connaître cette grande et intéressante ville. J'y ai cependant appris que les spéculations en grains et en farine y dérangent beaucoup de maisons de commerce, en ont ruiné une des premières, et en ruineront probablement quelques-unes encore. Les marchands, moins riches ou moins confians que ceux de Philadelphie y baissent cependant le prix de leur farine, et l'y vendent seulement dix dollars ; c'est un tiers de moins qu'il y a six mois. Mais c'est encore beaucoup au-delà de la valeur que cette denrée reçoit du peu de besoin de l'Europe.

Navigation de New-Yorck à Providence.

Connaissant le chemin de Boston par terre, je me suis embarqué sur *la Clémentine*, un des paquebots qui vont constamment à Providence. M. Guillemard, que j'avais trouvé à Trenton, s'était perdu en chemin, et s'est encore retrouvé à New-Yorck ; il s'est embarqué dans le même bâtiment que moi.

Le vent, qui nous avait été extrêmement favorable les dix-huit premières heures, a

changé

changé tout-à-coup ; il est devenu contraire ; le tems s'est annoncé comme devant devenir mauvais, et le capitaine a jugé plus sage de chercher refuge dans un bon hâvre. Nous avons donc quitté nôtre route pour relâcher à *Stonning-town*, où nous avons passé trente-six heures.

Stonning-town ; commerce ; culture ; prix.

Stonning-town est une petite ville du Connecticut. Elle est ainsi appelée du nom du propriétaire originaire des terres qui forment ce township. On l'appelle par corruption *Stone's-town*, et ce nom lui convient parfaitement, car les rocs y percent par-tout ; à l'exception de la rue principale que le travail en a débarrassée à grands frais, toutes les autres en sont tellement pleines, qu'à peine peut-on y marcher la nuit avec sécurité. Ce township est long de quinze milles sur huit. La ville contient de douze à treize cents habitans de tout âge. La culture la plus en usage est celle des prairies. On y élève un grand nombre de bestiaux, et sur-tout on y fait une grande quantité de fromages très-renommés dans toute l'Amérique. Il s'en exporte tous les ans quatre cent mille livres, qui sont vendues quinze *cents*,

ou quinze centièmes de dollars la livre dans tous les ports des États-Unis, mais particulièrement à Boston, New-Yorck, Philadelphie et Baltimore. Ce commerce se fait en partie par des vaisseaux de ces différentes places qui viennent chercher les fromages à Stonning-town, et en partie par de petits bâtimens de la place même qui les portent, selon le vent, à l'un des ports ci-dessus.

J'ai vu une ferme appartenant à un vieux quaker, *John Frish*, où il se fabrique quatorze à quinze mille livres de ces fromages par an. Ce bon fermier entretient quarante à cinquante vaches pour ce commerce. Il vend le fromage, aux marchands, dix *cents* la livre. Il engraisse en outre douze ou quinze bœufs, récolte du seigle, de l'avoine, du maïs, du lin, des pommes de terre, et pourrait, en conduisant sa ferme avec plus d'intelligence, augmenter beaucoup encore ses produits; mais ses bœufs et ses vaches sont épars dans les pâturages, et quoique sans doute ils fument ainsi ses terres, ils les améliorent bien moins que ne le ferait du fumier soigneusement recueilli, et qui serait répandu sur ceux de ses champs qui ne sont pas en prairies. Il ne coupe ses prés qu'une fois, et il y récolte environ quatre milliers de foin par

acre. C'est la manière, et le produit commun du pays. Les mêmes terres fumées donnent à quelques fermiers jusqu'à huit milliers en trois coupes. John Frish a quatre cents acres en rapport.

Les terres dans le township de Stonning-town sont assez bonnes; elles donnent trente boisseaux de maïs par acre, dix-huit de seigle ou d'avoine, souvent le double, quand elles sont fumées. On récolte peu de bled dans ce township, ainsi que dans le reste du Connecticut. Il s'en cultive cependant quelques champs vers la frontière, et les terres bien fumées y rapportent quarante boisseaux par acre. Les ouvriers se trouvent avec facilité aux environs de Stonning-town. Ils se paient trois quarts de dollar par jour, ou neuf dollars par mois dans les tems ordinaires, le prix est double dans le tems de la moisson.

Le prix des terres de ce township est de dix à quarante dollars l'acre. Il n'a pas reçu dans ces dernières années la même augmentation que beaucoup d'autres parties de l'Amérique. Il y a trente-trois ans que John Frish a payé ses terres seize dollars, il n'en aurait pas aujourd'hui plus de trente-deux. Les habitans de Stonning-town ont presque tous, comme dans le reste du Connecticut,

et dans le Massachussetts, des terres dans les derrières de l'État de Vermont et de New-Hampshire, qu'ils ont achetées à très-bas prix, et où ils établissent leurs enfans à mesure qu'ils grandissent, s'ils ne profitent pas eux-mêmes d'un bon marché pour les vendre.

Quelques bâtimens de Stonning-town sont employés à la pêche de la morue sur les côtes du Connecticut et de Rhode-island. Mais ce poisson n'y paraît avec quelque abondance que dans le printems. Ainsi cette pêche est pour cette place un très-petit commerce. On sèche le poisson à Stonning-town même ; il s'y vend cinq dollars les cent vingt-huit livres. Quelques bâtimens de Stonning-town vont à la pêche au grand banc, mais ils font alors sécher à Terre-Neuve leur poisson, que souvent ils vont de-là vendre à Boston ou ailleurs. Comme le *blak-fish*, la *bass*, et le *crab*, sont abondans sur ces côtes, un assez grand nombre de petits bateaux s'occupent de cette pêche. Le poisson est gardé dans des étuis le long du rivage, et est le plus communément enlevé pour New-Yorck. Il se vend à Stonning-town deux pences et demi la livre.

Quarante bâtimens de diverse grandeur, mais la plupart petits, appartiennent à cette place ; ils sont particulièrement employés au

cabotage. Seize servaient autrefois à la pêche, on n'y en emploie plus que quatre. Quelques-uns vont aux Antilles, ou même en Europe. Le seul vaisseau à trois mâts qui appartient à Stonning-town est aujourd'hui en France. Il est la propriété des deux frères *Smith*, qui tiennent un store dans cette ville, et d'un négociant de New-Yorck, qui en a la moitié. Les bâtimens qui vont aux îles y portent les produits du township ou des environs; ils rapportent communément les denrées de retour à Stonning-town, d'où ils les font passer par parties à New-Yorck, et c'est là principalement que les bâtimens qui vont en Europe font leur chargement. C'est particulièrement en France qu'ils vont, et ce sont des vins et des eaux-de-vie qu'ils en rapportent. Les produits de Stonning-town sont comme ceux du reste du Connecticut, du bœuf et du porc salé, de la potasse et de la pearlasse, du bétail vivant, de la graine de lin.

Le port de Stonning-town est pour les douanes dans le district de New-London, ainsi ses exportations ne sont pas particulièrement connues.

Stonning-town, quoique dans le Connecticut, n'a pas d'écoles gratuites, c'est-à-dire, qu'il n'y a pas de taxe sur la ville et le town-

ship, pour entretenir des écoles franches. Mais comme ce township paye une taxe de quarante schellings par cent pounds à l'État pour ces écoles, il en résulte que les frais de l'école ne sont pour les particuliers qui y envoient leurs enfans que d'un quart de ce qu'ils seraient sans cette taxe générale. Un enfant y paye neuf pences par semaine.

Toutes les personnes que j'ai eu occasion de voir à Stonning-town parlent avec enthousiasme de la valeur française. Cette valeur et ses succès acquièrent à la France beaucoup d'amis en Amérique. On continue de blâmer ici les horreurs dont le souvenir fera frissonner la postérité la plus reculée; mais on trouve beaucoup de gens ou qui n'en veulent point parler, ou qui les regardant comme une frénésie passagère, chargent seul de leur atrocité Roberspierre qu'ils exécrent et en dégagent entièrement la nation française. Et l'on termine toujours par dire: « mais comme ces gens-là » se battent, ce sont des lions ». C'est particulièrement parmi les habitans de la campagne, parmi ceux du second rang, que j'entends ce langage, et c'est la classe la plus nombreuse, c'est le fonds de la nation qui, comme je l'ai dit cent fois, moins politique, moins dominée par l'esprit de parti, ou voyant

son intérêt dépendre moins des succès de l'Angleterre, est réellement attachée à la France, et à la cause pour laquelle son peuple combat.

Newport.

L'impatience, plutôt qu'un changement favorable dans les vents, a déterminé notre capitaine à quitter Stonning-town, et nous sommes arrivés le 15 août à *Newport*, en dix heures de traversée. Nous avions la même chance la veille.

M. Guillemard avait débarqué, et était allé par terre à Providence.

Une barre de rochers ferme, à un demi mille près, l'ouverture de l'anse au fond de laquelle est Stonning-town. Il faut donc de grands soins pour l'éviter, sur-tout avec un mauvais tems ; peu après l'avoir dépassée, nous nous sommes trouvés dans la route que font tous les bâtimens de New-Yorck, à Newport. On passe entre la terre et *Block-island*, île fameuse comme Stonning-town par ses fromages, et de plus par sa pêche, et par l'économie de ses habitans. Elle fait partie de l'État de Rhode-island.

Les paquebots de Providence ont toujours des paquets et des lettres pour Newport.

Nous nous y sommes arrêtés depuis neuf heures du soir jusqu'à neuf heures du matin. J'ai revu avec plaisir, non pas cette ville triste et basse, mais ses environs qui sont charmans, et qui sont, ainsi que toute l'île, une des plus saines parties de l'Amérique. Plusieurs familles de Caroline, de Virginie et du Maryland, viennent s'y établir tous les ans pour y fuir les cruelles chaleurs et l'insalubrité de leur pays. Newport joint d'ailleurs l'avantage d'un prix assez bas pour toutes les nécessités de la vie, à celui de n'offrir aucun moyen et sur-tout aucune tentation, de dépenses étrangères à ces nécessités.

La salubrité de la ville de Newport et de sès environs, est produite sans doute par la fraîcheur et la vivacité de l'air ; mais cette vivacité de l'air est funeste aux habitans dans leur jeune âge, et le nombre des jeunes gens, sur-tout des jeunes filles qui meurent de la poitrine, y est considérable ; il est à remarquer que les inscriptions des pierres tennulaires dans les cimetières, ne présentent que des âges ou très-jeunes, ou extrêmement vieux, peu depuis vingt ans jusqu'à soixante-dix, et un assez grand nombre au-delà.

Providence. État de Rhode-island.

La persécution religieuse en Angleterre a formé les différentes colonies dont la réunion a composé l'État de Massachussetts. La persécution religieuse en Massachussetts a formé l'État de Rhode-island.

Roger William, ministre à Plymouth, en fut d'abord exilé à Salem pour des opinions que ses confrères de Plymouth ne lui voulaient point passer. Quoique fort aimé dans ce nouveau séjour par les habitans, comme ses principes ne pouvaient s'accorder avec ceux de l'église de Boston, l'influence des ministres de Boston prévalut contre lui jusques dans sa retraite.

Parmi les divers principes de sa doctrine, que le synode de Boston regardait comme erronés et dangereux, celui par lequel Roger William professait « que punir un homme » pour matière de conscience était persécu- » tion », choquait plus que tous les autres les maximes et sur-tout les intérêts du synode.

Les intrigues des prêtres l'emportèrent sur l'attachement de ses co-habitans, et il fut une seconde fois banni. C'était en 1636 : il se

retira vers le midi de l'État parmi les sauvages de *Nawangara* à un lieu appelé par eux *Moshawsick*, et par lui *Providence*, en reconnaissance de l'asyle qu'il y recevait après toutes les persécutions dont il avait été l'objet. Quelques-amis le suivirent, et fondèrent avec lui la partie de l'État de Rhode-island connue sous le nom de *Plantation de Providence.*

La même cause, ou une semblable, produisit les autres établissemens de Rhode-island. Un docteur *Coddington*, originaire de *Lancaster-shire*, et l'un des premiers settlers de la colonie de Salem, fut en 1636 recherché pour ses principes religieux. Cette accusation n'était qu'un prétexte qui couvrait la jalousie qu'avaient de son influence le gouverneur *Winthrop* et d'autres ; mais ce prétexte était un moyen sûr, et Coddington chassé de Boston, se retira avec quelques amis à l'île appelée par les Indiens *Aquidneck*, et depuis Rhode-island. Il acheta d'une tribu dépendante des Indiens de Nawangara cette île et toutes les autres, qui avec la partie du continent bornée par le Connecticut, forment aujourd'hui les *Plantations de Rhode-island.* Les persécutés de la Nouvelle-Angleterre, quakers, anabaptistes, affluèrent à Rhode-island, et firent fleurir cette colonie malgré les guerres

avec les Indiens. Le besoin de protection fit désirer aux habitans de s'unir avec les autres colonies de la Nouvelle-Angleterre, mais celles-ci s'y refusèrent, et en 1662 Charles second sur leur demande leur accorda une charte qui unit les deux plantations dans un seul État, et qui leur accorda les privilèges et la constitution qu'ils ont, ainsi que le Connecticut, conservés malgré la révolution.

Celle qui est particulière à l'État de Rhode-island a les mêmes élémens que toutes les autres. La législature consiste dans une chambre haute et une chambre basse. La chambre haute est composée du gouverneur, qui en est président, d'un gouverneur-lieutenant et de dix assistans qui sont choisis annuellement. Le gouverneur n'a qu'une voix dans la délibération des loix. Le trésorier et le secrétaire de l'État sont aussi choisis annuellement par les habitans libres. La chambre basse est composée des représentans des différens townships. Newport en envoie six, Providence, Portsmouth dans l'isle, Warwick en envoyent chacun quatre; chaque autre ville de l'État en envoye deux. Les députés sont réélus deux fois par an, et siégent ainsi deux fois. Les juges et les officiers exécutifs sont élus tous les ans par la législature. Elle nomme aussi les offi-

ciérs militaires, mais sans l'iniciation de tems. L'ordre judiciaire de ce petit État consiste en une cour supérieure composée de cinq juges; elle siége deux fois par an, une fois à Providence, l'autre à Newport. Les cours inférieures se tiennent deux fois par an dans chaque comté. La cour supérieure est leur cour d'appel.

Le commerce de Providence se fait par cent quarante-deux bâtimens appartenans à ce port. Peu de bâtimens étrangers, même des autres États y participent. Le commerce, comme je crois l'avoir dit l'année dernière, consiste pour ses exportations en bœufs, porcs vivans et salés, beurre, fromage, orge bois, oignons, rhum, whiskey, eau-de vie de genièvre, graine de lin, fer fabriqué, et dans les denrées des Antilles et de l'Inde, qu'on réexporte. Le fromage est toutefois en plus grande partie consommé dans les États-Unis où le port de Providence envoye aussi une grande quantité de pierres à chaux, dont le pays abonde, et quelques fers. Tous ces produits viennent principalement des parties du Connecticut et du Massachussetts qui avoisinent à vingt ou trente milles de distance l'État de Rhode-island. Le fer est forgé dans l'État aux chûtes de *Potosky*, autour desquelles se

·ouve une mine très-riche. On y fabrique des
anons et des ancres , une assez grande quan-
té de ces dernières est exportée pour les
ndes. La valeur des exportations de Provi-
ence a été depuis le mois de juin 1790, de
13,231 dollars ; en 1791 , de 379,430 ; en
792, de 367,909 ; en 1793, de 431,518 ; en
794 , de 623,261 ; en 1795, de 1,040,005 , et
our les six premiers mois de 1796 , de
13,924 dollars.

Ce grand accroissement dans les valeurs des
xportations , n'est pas plus ici qu'ailleurs une
1ste mesure des quantités ; car quoique je
'aye pas eu assez de tems pour dépouiller sur
es livres de la douane les différens articles,
nnée par année , et en comparer les valeurs
stimées , je sais seulement que le tonnage
e Providence n'est accru que dans une très-
etite proportion , puisqu'il était de onze mille
eux cents tonneaux en 1792 , et qu'il n'est
ue de quatorze mille cinq cents à présent.
l est vrai que dans l'année dernière onze à
ouze cents tonneaux de cette place en ont été
nlevés par des naufrages, par des prises, etc.
.e commerce de Providence se fait avec les
ntilles et l'Inde, le Danemarck , le Nord de
Allemagne et les côtes d'Afrique. Quelques
aisseaux vont en France, mais en très-petit

nombre. Ils y portent habituellement du taba et de l'huile de baleine ; les deux années der nières ils y ont porté du riz, de la farine, d bœuf salé, des cuirs en nature, et en soulier pour l'armée. Providence et Newport ne fon aucun commerce avec l'Angleterre. Ils en achè tent les marchandises à New-Yorck et à Boston

Le défaut de commerce avec l'Angleterre tient principalement à ce qu'il n'y a aucun maison anglaise ni même européenne établi en Rhode-island : fait singulier auquel on contribué les troubles politiques et l'indispo sition générale de ce pays contre l'Angleterre.

On peut ajouter à la valeur des exporta tions de Providence, environ huit cent mille dollars qui s'envoient annuellement en argent pour le commerce de l'Inde et de la Chine, puisque cet argent est vraiment une richesse, un produit au moins de la richesse de l'État.

Les loix de Rhode-island ne sont pas ras semblées. Mais j'ai su qu'une loi passée il y a six ans, défend l'importation de tous négres esclaves dans l'État, déclare libres ceux qui y sont amenés par les voyageurs, les enfans à naître, et ceux déjà nés, quand ils auront l'âge de vingt-un ans, confirmant toute fois l'esclavage des négres qui étaient esclaves lors de la promulgation de la loi.

Les principes sur lesquels sont fondés l'asseyement et la levée des taxes dans l'État de Rhode-island, sont essentiellement les mêmes que dans le commencement de l'établissement de la colonie. Les altérations dans le mode de perception, qui ont eu lieu depuis, ont été légères. Les taxes sont une capitation, une contribution sur les propriétés réelles et personnelles, desquelles une loi de 1795 excepte comme matière non-imposable les meubles, (non-compris l'argenterie) les instrumens d'agriculture, les outils d'ouvriers et un quart du capital employé dans le commerce de mer. Les levées se font par ville ou township, qui sont responsables au trésorier de l'État de la proportion des taxes qui leur ont été assignées par la législature. Les proportions sont établies sur des évaluations générales faites de tems en tems, aux époques où les richesses sont supposées accrues à un certain point, soit par une augmentation dans la population, soit par des améliorations dans les cultures, ou par de grands profits commerciaux. Les trois dernières évaluations ont été faites en 1767, 1778, 1795. Dans la première de ces trois années, la matière imposable était évaluée à sept millions trois cent soixante-onze mille cent quatrevingt-six dollars; dans la seconde,

à dix millions neuf cent soixante-sept mille neuf cent neuf dollars, et en 1795, à quinze millions cinq cent mille dollars. Il semble que cette augmentation dans la matière imposable, est due à l'accroissement des capitaux employés dans le commerce, plus qu'à toute autre cause.

Chaque township ou ville nomme trois ou cinq commissaires qui doivent faire l'estimation des biens contenus dans les townships ou villes, après avoir reçu la déclaration de tous les habitans. La législature nomme dix commissaires supérieurs qui doivent parcourir ces villes, recevoir et vérifier les estimations de ces premiers commissaires, et fixer, d'après ces verifications, la portion de la taxe générale imposée sur l'État qui doit être payée par chaque ville.

La loi prend des précautions dans tous les États contre les déclarations refusées ou infidèles, et contre les villes refusant ou retardant les payemens.

La capitation est réglée dans la proportion de six sols pour chaque mille livres imposées par l'État. Les villes peuvent néanmoins abolir cette capitation, pourvu qu'elles satisfassent à leur proportion d'impositions d'une autre manière. La ville de Providence, par exemple, lève

lève sa proportion de taxe, seulement sur les fortunes mobiliaires et immobiliaires.

Des assesseurs choisis par les habitans des villes, font ensuite la répartition entre tous les contribuables. Un collecteur choisi de même est chargé de la levée. Les villes supportent les frais d'assiète et de perception. L'assesseur a un et trois quarts pour cent des sommes imposées. Le collecteur en avait cinq, mais quelques villes s'arrangent avec ce dernier pour lui donner un moindre denier, et il en est qui ne lui payent que deux et demi pour cent.

Les taxes de l'État de Rhode-island se montent, comme je l'ai dit, seulement à six mille pounds ou vingt mille dollars, et sont régulièrement payées. La dépense de la liste civile n'est que de cinq mille dollars. Huit mille cinq cents dollars ont été, depuis plusieurs années consécutives, employés à bâtir une prison, et une maison pour les séances de la législature. L'État doit environ quatre-vingt-dix-huit mille dollars, et n'a, pour acquitter cette dette, aucune autre ressource que les impositions. Il est, par l'estimation des commissaires, créancier de l'Union pour deux cent quatrevingt-neuf mille six cent onze dollars.

Providence.

La ville de Providence, quoique généralement saine, n'est pas cependant exempte à la fin de l'été et dans l'automne, de fièvres bilieuses, mais qui sont ordinairement sans danger. La consomption pour les jeunes personnes, y est aussi commune qu'à Newport; et beaucoup en meurent avant trente ans.

Nous avons (car j'ai encore retrouvé M. Guillemard) passé une bonne partie du séjour que nous avons fait à Providence, chez M. *Theyer,* négociant de cette ville, que j'avais connu à Charles-town, où il a été long-tems établi, y faisant un commerce riche, étendu, et le faisant avec un prodigieux succès. Ses grandes entreprises étaient conduites avec assez de prudence pour éviter les spéculations si communes aux négocians d'Amérique, et cette prudence ne l'a point empêché d'éprouver les plus grands malheurs dans sa fortune. Il avait endossé pour une très-forte somme, les billets d'une maison de New-Yorck, une des plus riches et des plus recommandables de cette ville, mais elle s'était tant livrée aux spéculations sur la haute valeur des farines et des riz en Europe, qu'elle a sus-

pendu ses payemens qui retombent sur M. Theyer. Il n'en sera pas ruiné, ses affaires même s'arrangeront selon toute probabilité, car la maison de New-Yorck travaillera de nouveau, et lui-même serait, par son seul travail, capable à son âge de refaire sa fortune, si elle était entièrement détruite. Mais son crédit et sa délicatesse en souffrent. Il supporte son malheur avec un courage paisible, et une confiance dans le retour de sa fortune, qui est pour ses amis un espcir, comme pour lui un moyen de succès. Son nom se trouve tellement engagé dans cette malheureuse affaire, qu'il propose à ceux qui ont des billets de cette maison, endossés de lui, un sacrifice de quarante mille livres sterlings pour effacer son nom. M. Theyer est d'ailleurs riche en biens de famille, qui sont dans les mains de sa mère. Il est descendant en droite ligne de *Roger William*, fondateur de la *Plantation de Providence*. La maison de M. Theyer est bâtie à la même place où ce fondateur son ayeul a coupé le premier arbre et construit la première cabane.

J'apprends ici que le pont qui avait été bâti l'année passée sur l'*East-passage* pour arriver à Rhode-island, et de la solidité duquel on doutait, a été emporté l'hiver dernier par les

hautes eaux ; on l'a reconstruit depuis, et l'on espère qu'il l'est cette fois sur un meilleur plan.

Route à Boston. Patucket.

Encore le stage de Providence à Boston. Il n'y a que quarante-cinq milles ; mais à M. *Robram* près, Prussien d'origine, devenu plus qu'à demi Français, puisqu'il a été vingt-six ans négociant à Bordeaux, la compagnie a été de nature à m'avoir fortement confirmé dans mon aversion pour les stages.

Le pont de *Patucket*, distant de cinq milles de Providence, est la limite de l'État de Rhode-island. C'est là que sont établies les fabriques de coton qui paraissent réussir mieux qu'aucune autre manufacture établie jusqu'à présent en Amérique, et les fonderies d'ancres, de canons, et d'autres gros ouvrages en fer. La rivière de Patucket, aussi appelée *Black-stone*, fait mouvoir toutes ces usines. Elle prend sa source dans l'État de Massachussetts, et se jette dans la baie de *Narrangassée* près de Providence. Elle est navigable de Patucket à son embouchure par les plus gros bâtimens.

On traverse, pour arriver à Boston, le comté de Bristol, peuplé de trente-quatre mille habitans, sur une étendue de treize

cent quarante-quatre milles quarrés; celui de Norfolk, peuplé de vingt-cinq mille habitans, sur une étendue de neuf cent seize milles quarrés, et les villes de *Taunton* et de *Dehram,* capitales de ces derniers comtés. Dehram est la résidence de M. *Ames*, membre éclairé du congrès, chaud fédéraliste, orateur facile et abondant: homme d'ailleurs vertueux, mais dont l'esprit de parti exalte les talens, et le mérite politique, au-delà peut-être de leur juste valeur, et assez pour le faire juger avec sévérité par les gens impartiaux, qui, sans cette exagération, eussent été portés à la prévention en sa faveur. Il est célèbre dans ce moment, par un discours qu'il a tenu à la fin du dernier congrès, afin de déterminer la chambre des représentans à voter les sommes nécessaires pour l'exécution du traité avec l'Angleterre; et ce discours est vanté d'un bout du continent à l'autre par les hommes de son parti, comme une pièce d'éloquence que Démosthènes et Cicéron eussent eu de la peine à égaler. Or ce discours, auquel la santé affaiblie de l'orateur n'a pas pu donner l'étendue qu'eussent exigée la discussion des principes, et leur application à la matière en délibération, s'adresse plus aux sentimens qu'au raisonnement: dans le moment où il

a été prononcé, peut-être était-ce la meilleure direction qu'il pouvait recevoir, surtout sortant de la bouche de M. Ames, homme estimé et estimable, qui, dans l'état de maladie où il était alors, semblait exposer sa santé, pour défendre ce que son parti appelait le salut de la chose publique, et recevait un degré d'intérêt de plus de cet état même de maladie. Ceux donc qui eussent désiré plus de profondeur, plus de raison même à ce discours, ne peuvent refuser à son auteur le mérite très-grand d'avoir connu la disposition des esprits, la force des circonstances, et de s'en être bien servi. C'est, sans doute, une partie notable de l'art oratoire, quoique c'en soit la plus décevante.

Cette affaire du traité est à-présent finie. Les commissaires anglais et américains sont réunis pour son exécution, mais on n'en parle presque plus. Les partisans du traité ont cependant l'air de se vanter de la loyauté avec laquelle les Anglais ont rendu les postes, comme si cette reddition de postes qui était un article du traité de 1783, renouvellé comme article fondamental et indépendant de tout autre, dans ce dernier traité, avait été mise en doute par ses partisans même; et comme si l'Angleterre faisait trop d'honneur

à l'Amérique de lui tenir quelqu'une des paroles qu'elle lui donne. Il n'est pas rare que les gens faibles supposent avec facilité aux gens puissans des procédés d'affection et d'égards ; et cette disposition ne sera prise par personne pour un raffinement de reconnaissance, mais bien pour un raffinement de vanité. Cette reddition des postes est sans doute un point qui importait aux Etats-Unis. Leur possession soustrait la navigation américaine sur les lacs à la domination britannique, et débarrasse le pays des troupes anglaises, elle rend les Américains maîtres d'un ou deux grands établissemens ; mais ceux qui sont assez sages pour penser que la paix est le plus grand bien que puisse désirer l'Amérique, ne peuvent pas regarder cette reddition des forts comme exempte de dangers. Quand on connaît l'esprit actif des commandans anglais ; la disposition de ressentiment contre les États-Unis d'Amérique, trop commune à leur nation ; l'opinion que la longue et unique possession, qu'ont eu les Anglais, de la navigation des lacs, leur a donnée qu'elle était leur propriété ; quand, d'un autre côté, l'on connaît l'esprit entreprenant des Américains pour le commerce, et plus particulièrement pour une nouvelle branche de commerce, leur

jalousie, leur indisposition contre les Anglais, (je parle de la classe qui doit habiter ces rives et des officiers et soldats qui garniront ces forts,) on ne peut pas ne point appréhender que ce voisinage, que cette continuelle concurrence dans les intérêts de deux nations inquiètes, n'ajoute un nouveau sujet de querelle à ceux qui naissent dans tous les pays du monde du rapprochement trop immédiat de troupes de différentes puissances. Il faudrait des deux côtés des commandans si sages, si concilians, une surveillance si constante de la part des deux gouvernemens, un si grand esprit de justice et de pacification, que l'on ne peut pas se flatter d'une telle réunion de circonstances heureuses. Au demeurant, que la guerre arrive entre l'Angleterre et l'Amérique par ce côté-là ou par un autre, toujours est-il plus que probable que ce sera le résultat de ce traité dans un tems plus ou moins long, selon que l'Angleterre se sentira plus ou moins forte.

Je trouve ici d'ailleurs l'esprit changé en faveur de la France. Les succès ont toujours un grand empire sur l'opinion, et par plus d'un motif. Cependant laissons la politique, à laquelle me ramène trop souvent l'amour constant pour les intérêts de la France, qui me poursuit comme malgré moi. Puisse cette

nation être aussi heureuse, aussi bien ordonnée qu'elle est grande, puisse-t-elle profiter avec sagesse, modération, de ses immenses et surprenans succès ! Puissent de bonnes loix, un bon esprit public, une sincère abjuration des haines de parti, y cimenter la constitution, y ramener l'industrie, y faire aimer la liberté. Voilà ses conquêtes les plus désirables.

Histoire et constitution, loix et commerce de l'État de Massachussetts.

La fondation de l'État de Massachussetts est due à la persécution religieuse. Les presbytériens persécutés en Angleterre vers l'année 1608, un M. *Robinson,* ministre de l'une de leurs églises, passa en Hollande, d'abord à Amsterdam, ensuite à Leyde, pour y pratiquer en liberté la religion de sa secte. Il fut suivi de beaucoup de familles; mais après un séjour de six ans, mécontens des mœurs des Hollandais, abandonnés par leurs enfans qui entraient comme soldats ou comme matelots au service de la Hollande, informés par les navigateurs de la bonté des côtes de l'Amérique septentrionale, ces émigrés résolurent d'y chercher un asyle à l'abri de toute persé-

cution. Après d'inutiles démarches auprès de la compagnie de Virginie, propriétaire patentée par le roi d'Angleterre de presque toutes les côtes de l'Amérique du Nord, pour en obtenir des concessions, et auprès du roi Jacques premier, pour qu'il donnât son consentement à ce nouvel établissement, ils se seraient vus forcés d'en abandonner le projet si M. *Werton* riche négociant de Londres, ne leur en eût facilité les moyens, en formant à cet effet une compagnie. Ce fut en juillet 1720 que cette petite colonie s'embarqua à Southampton en Angleterre. Des contretems réduisirent à un seul vaisseau l'expédition qui devait être composée de deux, et qui comptant débarquer près d'*Hudson-river,* fut conduite dans la baie du cap *Cod,* et aborda d'abord à une des îles qui avoisinent le cap lui-même, puis sur le continent, au lieu qu'elle appela Plymouth. Cette première expédition donna à beaucoup d'autres mécontens d'Angleterre le désir de se transporter en Amérique. En 1622 une autre colonie vint s'établir au lieu appelé aujourd'hui *Hingham.* En 1624, une troisième sous la conduite du capitaine *Vollaston,* s'établit à *Brantru.* On lit parmi les noms de ces premiers settlers, celui de *Thomas Adams*, ancêtre du vice-président actuel, qui occupe encore à présent

les mêmes terres qui furent alors concédées à sa famille. En 1624 , un quatrième établissement s'était formé au cap *Ann.* Enfin, en 1629 il se fit une expédition nombreuse pour Salem, sous la conduite de *John Wentrop.* Le courage abandonne rarement ceux qui fuient la persécution. Il fut nécessaire à ces premiers colons , pour supporter les privations , les difficultés , les obstacles de toute nature qu'ils rencontrèrent. Ils en triomphèrent.

Mais bientôt de persécutés, ces nouveaux venus devinrent persécuteurs. Les Indiens leur avaient fait un bon accueil, les avaient aidés de leurs moyens, leur avaient volontairement donné des terres. Ils en voulurent davantage. Le blanc nouvellement arrivé se crut fait pour être le maître de l'Indien natif, et les vexations de la race européenne commencèrent promptement.

Les Indiens naturellement bons, sont aussi naturellement vindicatifs. Les représailles eurent lieu de leur part, et dans le Massachussetts, comme dans les îles du golfe du Mexique, les blancs soutenant en corps les crimes de quelques-uns d'entr'eux, se virent en guerre ouverte avec leurs bienfaiteurs, les poussèrent aussi loin qu'ils le purent, et commencèrent

cette suite d'invasions qui n'a pas discontinué depuis, et dont on ne peut prévoir le terme.

Les querelles avec les Indiens ne furent pas les seules qui troublèrent ces nouvelles colonies. L'esprit d'intolérance et de persécution religieuse les avaient forcés à fuir d'Angleterre, l'esprit d'intolérance et de persécution religieuse, s'établit parmi elles. La liberté de conscience était la condition fondamentale des nouveaux établissemens, mais les presbytériens plus nombreux l'enfreignirent, et montrèrent, comme tant d'autres avant et après eux, qu'ils voulaient la liberté seulement pour eux-mêmes, et que s'ils étaient ennemis de toute domination qui les opprimait, ils n'avaient pas la même aversion pour celle par laquelle ils pouvaient être oppresseurs. Les quakers, les anabaptistes furent persécutés, emprisonnés, bannis, mis à mort. Quelques citoyens se trouvèrent anglicans, ils furent aussi persécutés. Une division de secte eût lieu parmi les presbytériens, et occasionna des querelles violentes. Les évènemens qui ont déshonoré le commencement de ces colonies ajoutent une preuve de plus à cette vérité politique incontestable, que si une religion est nécessaire dans les gouvernemens, non-seulement pour la consolation intime des in-

dividus, mais encore pour attacher plus fortement les peuples à leur devoir de citoyens, cependant le pire de tous les gouvernemens est celui qui a une religion pour premier ressort, et dont la conduite ou l'influence est dans les mains des ministres de cette religion.

L'histoire de Massachussetts présente aussi des exemples multipliés de la barbare ignorance, qui jointe aux mêmes principes de superstition, a fait périr en Europe et particulièrement en Angleterre, tant de prétendus sorciers, hommes, femmes et enfans. *Hutchimson* rapporte que le gouverneur et les juges de Salem en 1692, très-animés contre les sorciers, et ne trouvant pas de loi contr'eux dans leur nouveau code, mais voulant appuyer leur désir de sévérité, de l'avis des prêtres, s'adressèrent aux principaux ministres de Boston pour connaître leur avis sur les formes à suivre dans la procédure ; et que ceux-ci terminèrent leur longue et diffuse consultation par cette phrase : « Nous ne pouvons pas » trop recommander au gouvernement les » poursuites et les formes les plus promptes, » les plus vigoureuses, et les plus reconnues » utiles, d'après les directions que l'on trouve » dans les loix de dieu, et les bienfaisans statuts de la nation anglaise, pour la destruction de la sorcellerie. »

Les nouvelles colonies retardées dans leur accroissement par les persécutions religieuses qui repoussaient et proscrivaient souvent les citoyens les plus actifs et les plus utiles, eurent de plus à soutenir quelques guerres avec de petites colonies françaises établies dans le Nord de Penobscot. Enfin, les Indiens ayant été repoussés jusqu'en Canada, le roi Guillaume III, par un diplôme, incorpora sous le nom de *Province des colonies du Massachussetts* tous les pays situés depuis l'*Acadie* et la *Nouvelle-Ecosse*, jusqu'au terrein qu'occupe à présent Newbedfort, en y comprenant l'île de Nantuket, et toutes celles distantes de dix lieues de ces côtes. Par cette patente le roi se réservait la nomination du gouverneur, du lieutenant, et du secrétaire. L'assemblée générale qui avait le droit de faire des loix, pourvu qu'elles ne fussent pas contraires à celles d'Angleterre, était composée du gouverneur, du conseil, et des représentans, qui ne pouvaient pas être plus de deux par ville ou village, et qui devaient avoir vingt schellings de rente, ou une fortune personnelle de la valeur de cinquante livres sterlings. L'assemblée générale avait le droit de nommer vingt conseillers, dont dix pour la province de Massachussetts, six pour celle de Plymouth,

trois pour celle de Main, un pour *Sagada-hock*, et deux à son choix. Le gouverneur avait le *veto*. L'assemblée générale nommait les juges en matière civile et criminelle ; les causes de plus de trois cents livres sterlings avaient droit d'appel en Angleterre. Les arbres de plus de vingt-quatre pouces de diamètre qui se trouvaient dans les terreins non encore vendus, devaient être réservés pour la marine du roi, ainsi que les mines d'or et d'argent devaient l'être pour son trésor. Tel est à-peu-près le systême de gouvernement donné à l'État de Massachussetts par le roi Guillaume III, et qui a duré jusqu'à la révolution.

La nouvelle constitution de Massachussetts a été faite en 1780. Le gouvernement sous le nom de communauté (*Common-wealth*) ou république du Massachussetts, a la même division générale que dans les autres Etats. Le sénat est composé de trente-un membres, élus pour une année par les *free-holders*, (francs tenanciers). l'État est, pour l'élection des sénateurs, divisé en districts qui doivent nommer plus ou moins de sénateurs, selon la proportion de la contribution générale que payent les districts, qui cependant ne peuvent en aucun cas en nommer plus de six. A cet effet, la législature a le droit de changer les bornes

des districts, d'en augmenter le nombre, selon la variation considérable qu'ils pourraient éprouver dans les fortunes de leurs habitans. Ce nombre ne peut jamais être au-dessous de treize. Outre les trente un sénateurs qui demeurent au sénat, il y en a neuf que le sénat lui-même choisit pour former le conseil du gouverneur, de sorte que l'élection faite dans les districts pour le sénat, doit être de quarante, elle se renouvelle le premier août de chaque année.

Les conditions pour être sénateur sont de posséder dans l'État un bien de la valeur de trois cents *pounds* (*) au moins, ou une fortune personnelle de six cents au moins, d'être habitant de l'État cinq ans avant l'élection, et de demeurer dans le district où on est élu. Les *selectmen* de chaque ville, (sorte de magistrats municipaux dont j'aurai occasion de parler), président à ces élections, comptent les votes qui sont donnés par écrit, les envoient au secrétaire d'État, qui avec le gouverneur et cinq conseillers en font l'examen général, et convoquent pour le jour de l'assemblée les sénateurs élus.

La chambre des représentans est composée d'un

(*) Le dollar dans la nouvelle Angleterre, vaut six schellings; ainsi le pound équivaut à trois dollars et un tiers.

d'un membre pour chaque ville ou township, peuplé de cent cinquante habitans imposables; de deux pour les townships de trois cent soixante et quinze; de trois pour ceux de six cents; et toujours un de plus pour chaque surplus de deux cent vingt-cinq imposables. Les conditions pour être membre de la chambre des représentans, sont de demeurer depuis un an dans le township, de posséder un bien de cent pounds, ou une fortune d'une autre espèce de deux cents.

Le gouverneur est élu tous les ans dans le commencement d'avril, comme les sénateurs. Les votes sont renvoyés de même par les select-men au shérif du comté, et par lui aux deux branches réunies de la législature, qui déclare gouverneur celui qui a la majorité des voix. Si aucun des élus ne la réunit, la chambre des représentans choisit au scrutin deux candidats parmi les quatre qui ont le plus de voix, et le sénat, par la même forme, en choisit un dans les deux votés par les représentans. Les conditions pour être gouverneur, ou lieutenant-gouverneur sont les mêmes. Il faut une résidence dans l'État depuis sept ans au moins, et une fortune de quatre mille pounds, ou treize mille trois cent trente-trois dollars. Pour toutes les fonctions publiques,

dans l'État de Massachussetts, il faut être de religion chrétienne.

Les neuf conseillers du gouverneur sont choisis parmi les sénateurs par les deux chambres réunies, votant par scrutin.

Le secrétaire d'État, le trésorier, le receveur-général, le commissaire-général, les notaires publics et les officiers de port, sont nommés annuellement par les deux chambres réunies. Le trésorier et le receveur-général ne peuvent pas être continués plus de cinq ans dans leur place.

Les conditions pour être électeur se bornent à demeurer dans l'État, à avoir un revenu de dix dollars, ou un bien de la valeur de deux cents.

Le gouverneur est le commandant des forces de terre et de mer; et la constitution lui donne une autorité suffisante dans les cas d'attaque de l'ennemi ou de troubles intérieurs. Il nomme tous les officiers de justice, l'attorney général de l'État, tous les shérifs et coroners; il peut, avec l'avis de son conseil, faire grace à un condamné, hors ceux qui le seraient par *empeachment*, ou pour trahison.

Son refus motivé de donner consentement à la loi passée par les deux chambres, oblige

le revisement de cette loi qui, pour éteindre cette espèce de *veto* suspensif, doit être appuyée alors par la majorité des deux tiers de chaque chambre.

Les officiers de milice sont élus ou par les soldats ou par les officiers, selon l'importance de leur grade.

Tous les pouvoirs des officiers de justice, quels qu'ils soient, ne sont que pour sept ans.

Cette constitution est précédée d'une longue déclaration des droits, qui n'a ni la précision ni la généralité des principes que paraît exiger un acte de cette espèce ; elle parle, par exemple, du droit qu'a le peuple de la république d'établir une imposition pour le culte et pour les écoles, d'inspecter ces écoles, etc. tous articles bons à mettre en loi, mais qui ne peuvent être placés dans la déclaration des droits que par une influence *clergicale*.

En vertu de cet article, chaque citoyen de l'État de Massachussetts est assujetti à payer une taxe pour le maintien d'un culte quelconque. Il n'est pas géné dans son choix ; mais lorsque le nombre de ceux qui veulent pratiquer le même culte dans le township où ils résident, n'est point assez grand pour en entretenir le ministre, où qu'il n'y a pas de culte pareil dans les townships voisins, la

taxe n'en est pas moins exigée ; c'est à l'habitant à choisir auquel des cultes en pratique dans son voisinage il préfère de l'appliquer. Cette taxe est généralement très - modique. Elle est établie sur les mêmes élémens que toutes celles de l'État. Dans les grandes villes elle n'est pas exigée ordinairement. Ce sont les locations des bancs dans les églises qui font les revenus du clergé. Personne n'est forcé d'en louer, mais l'esprit de dévotion assez répandu dans cet État, le respect pour la religion et pour la loi, qui en fait un point de la constitution, dispose chacun à en prendre, et jamais ces bancs ne sont quittés par une famille qu'ils ne soient dans l'instant repris par une autre.

La nomination des électeurs qui doivent choisir le président et le vice-président des États-Unis, se fait dans l'État de Massachussetts par les mêmes électeurs qui nomment les députés au congrès, et chaque district en fournit un. Les deux qui doivent être nommés en sus pour completter le nombre de seize dont est composée la représentation de l'État au congrés (quatorze représentans et deux sénateurs) sont nommés par la législature.

Les selectmen de chaque township président à ces élections comme à toutes les autres. Ce

sont des hommes choisis par chaque township pour en faire les affaires. Ils ont la régie des biens du township, quand il en a, ils sont inspecteurs des pauvres, des écoles, des chemins, convoquent les assemblées quand ils les jugent nécessaires. Ils ne reçoivent de salaire que pour les jours où ils sont employés hors de leur demeure pour les affaires du township, et alors ce salaire est d'un dollar et demi. Ils ne sont élus que pour un an, mais sont souvent continués toute leur vie. Les choix pour ces selectmen se portent toujours sur les hommes de la meilleure réputation, et les plus en état de faire les affaires ; cette place donne beaucoup de considération et d'influence. Cette espèce de magistrature patriarchale, commune à toute la Nouvelle-Angleterre, a été établie par les premiers colons venus d'Angleterre, et s'est maintenue depuis sans interruption.

Exportation, importation et navigation du port de Boston.

En parlant du tonnage du port de Boston, l'année dernière, j'ai omis, faute d'information suffisante, de quoter le montant des exportations. Il a été pendant l'année 1791 de

1,159,004 dollars; en 1792, de 1,355,038; en 1793, de 1,834,540; en 1794, de 2,534,203; en 1795, de 4,255,688; et 1,226,625 doll. pour le premier quartier de la présente année 1796. L'accroissement des valeurs de l'exportation est moins due à Boston qu'ailleurs à l'augmentation des prix des produits; car au poisson salé près que Boston exporte en abondance, et dont le prix est considérablement augmenté depuis trois ans, le bœuf, le porc salé, la potasse, les bois, qui sont les produits du pays, ne sont pas accrus de valeur, et les denrées des Antilles, que le commerce de Boston réexporte en grande quantité, en sont peu augmentées elles-mêmes depuis trois ou quatre années.

Quant aux farines que les vaisseaux bostoniens exportent, ce n'est guères à Boston même qu'elles sont prises; elles le sont dans les États du Sud, et ce qui s'en importe à Boston, pour être ensuite réexporté, ne l'est jamais que comme assortiment de cargaison, et par conséquent n'est pas considérable.

Les droits payés pour l'importation, ont été dans le port de Boston, en 1793, de 696,940 dollars; en 1794, de 1,005,407; en 1795, de 1,480,605; et dans les deux premiers quartiers de 1796, 787,648 dollars. La facilité de trouver dans le livre de douane ces

résultats, m'a induit à les transcrire ici, tout en sachant que l'on n'en peut rien conclure pour l'importation des articles différens, puisque chacun a son taux fixe de taxe; les uns à cinq, les autres à dix, à quinze, etc. pour cent, et que d'ailleurs les *draw-backs* ne sont pas soustraits de ces totaux de recette.

J'ai appris aussi qu'en 1749, le nombre des vaisseaux entrés dans le port était de quatre cent quatrevingt-neuf; en 1773, il se montait à cinq cent dix-sept; en 1793, ceux arrivant seulement de l'étranger, se montaient à quatre cent quatre, dont quarante à trois mâts; en 1794, à quatre cent soixante-quatre, dont soixante-dix-huit à trois mâts, et en 1795, à huit cent vingt-cinq, dont quatre-vingt-seize à trois mâts. Six cent sept vaisseaux, dont soixante-quinze à trois mâts sont sortis de ce port dans cette même dernière année 1795, pour le commerce étranger seulement.

Les produits d'une partie du Connecticut, du New-Hampshire, de Vermont, alimentent le commerce de Boston, et l'échange des marchandises d'Europe, nécessaires à ces pays. Ces avantages sont partagés plus ou moins par les autres ports de l'État de Massachussetts. Nul autre peuple dans l'Union n'est

aussi actif, aussi industrieux, aussi entreprenant en navigation que celui de cet État; pendant mon séjour à Boston, deux bâtimens, dont un vaisseau et un grand briq, sont partis pour *Nootka-sound* et la Chine, et deux autres sont prêts encore à partir pour le même voyage.

Banques.

Six banques sont aujourd'hui établies dans l'État, trois à Boston, une à Salem, une à Newbury-port. Ces banques établies sur les mêmes principes que toutes les autres d'Amérique, sont, à celles de Salem près, incorporées par actes de la législature. Elles escomptent les billets bien endossés de deux noms, à un demi pour cent par mois. La facilité des directeurs de ces banques influe d'ailleurs beaucoup sur la conduite des transactions qui y ont lieu.

La banque de *Massachussetts*, est établie à Boston depuis 1784. Sa charte ne prescrit aucun terme pour le tems de sa durée. Huit cents actions à cinq cents dollars chaque, lui forment un capital de quatre cent mille dollars, qui est extrêmement augmenté depuis sa création. Le dividende des actions est

de huit à neuf pour cent, et le prix des actions n'est que d'un cinquième de plus que leur valeur originaire.

La banque des États-Unis a une branche à Boston, établie en 1792. On ne connaît pas son capital qui est à la discrétion de la banque établie à Philadelphie. On le croit de cinq cent mille dollars. Comme c'est une dépendance de la banque des États-Unis, elle pourrait en recevoir des secours si le cas le requérait. Elle donne le même dividende que la banque de Massachussetts, et le prix de ses actions, qui était comme dans toutes les autres branches, de quatre cents dollars originairement, est à présent de cinq cents.

La banque connue sous le nom d'*Union-bank*, est la troisième de celles établies à Boston. Elle l'a été en 1793, et son privilège est pour dix années. Cent mille actions à huit dollars lui forment un capital de huit cent mille dollars. Elle donne aussi de huit à neuf pour cent de dividende, et le prix des actions est monté à neuf dollars et demi. Cette banque doit prêter à l'État cent mille dollars à cinq pour cent à sa réquisition; mais ses prêts ne doivent jamais excéder cette somme.

La banque de Salem, connue sous le nom d'*Essex-bank*, n'étant point incorporée, son

capital est inconnu; on sait que ses affaires sont bonnes.

Les banques de Nantuket et de Merrimack ou de Newbury-port, incorporées en 1795, sont établies pour l'utilité particulière du commerce de ces deux places. Le capital de la première est de quarante mille dollars, celui de la seconde est de soixante- quinze mille. Elles ne donnent point encore de dividende. Le prix de leurs actions n'a point varié, il est de cent dollars.

L'examen de ce précis sur l'état des banques de Massachussetts, montre un capital de plus de deux millions de dollars entre elles toutes; et comme l'intérêt par les escomptes est à six pour cent, et le dividende est seulement de huit à neuf, il doit en résulter une circulation de crédit ou d'argent, au moins de trois millions de dollars, qui s'étend sur les États voisins, suivant une proportion dépendante de leur commerce, et qu'il est difficile de fixer, mais que l'on suppose être de six à sept cent mille dollars. Plusieurs autres banques sont au moment de s'établir dans cet État où l'avidité et l'esprit d'entreprise des commerçans, et le désir général d'entrer dans le commerce, font oublier le danger d'être poussé par un trop grand

nombre de pareils établissemens à une extension d'affaires sans proportion avec les capitaux.

Écoles publiques.

Une des loix les plus remarquables del'État de Massachussetts, est celle qui ordonne l'établissement de écoles gratuites ; elle est de Juin 1789. J'en ai dit un mot dans mon journal de l'année dernière, mais elle mérite d'être connue avec plus de détails. Ses principaux articles sont :

1°. Chaque ville ou township contenant cinquante familles ou maisons, doit avoir un maître d'école d'une bonne réputation, qui enseigne aux enfans la langue anglaise, à lire, à écrire, l'arithmétique, l'ortographe et les principes d'une bonne conduite. Cette école doit être ouverte six mois par an.

Les villes ou townships de cent familles doivent avoir une école de la même nature, tenue pendant les douze mois de l'année.

Celles de cent cinquante familles doivent avoir deux écoles, une de douze mois et une de six.

Celles de deux cents familles et plus, doivent indépendamment de ces premières écoles,

en entretenir une sous le nom de *grammar-school*, où le grec, le latin et l'anglais doivent être enseignés par principes. Les enfans qui ne savent pas lire, ne peuvent être envoyés à la grammar-school. Les habitations étant souvent fort éparses dans les campagnes, les villes en assemblée ont la faculté de déterminer les limites des districts d'écoles.

2°. Il est enjoint aux instituteurs de ces diverses écoles, depuis ceux de l'université de *Cambridge* jusqu'à ceux des plus petites, « de pénétrer les enfans des principes de » piété, de justice, de sincérité, d'amour » de leur pays, de frugalité, d'industrie, » d'obligeance, d'attachement à la constitution » fédérale et à celle de l'État, etc. » Les ministres et les selectmen doivent faire tout ce qui est en eux pour engager les enfans à suivre les écoles.

3°. Les candidats pour être instituteurs des grammar-schools, ne peuvent être admis au concours dans lequel on les choisit, s'ils ne sont munis d'un certificat de deux ministres, qui attestent qu'ils sont capables d'enseigner le grec et le latin, et qu'ils sont des hommes honnêtes. Cette dernière partie du certificat, peut être donnée par les selectmen.

Les maîtres des premières écoles ne peuvent

être choisis s'ils n'apportent le certificat des selectmen, ou du comité appointé pour inspecter les écoles, ou d'un ministre.

Celui qui tiendrait une école sans avoir rempli ces conditions, serait condamné à vingt pounds ou soixante-six dollars deux tiers d'amende, moitié au profit de l'école, moitié à celui des pauvres.

4°. Les écoles doivent être entretenues par une imposition sur les habitans des districts où elles sont établies. Les impositions sont ordonnées par les assemblées annuelles des villes, sur les biens taxables de leur territoire.

5°. Les villes qui n'entretiendraient pas des écoles d'après les conditions prescrites par les premiers articles de cette loi, seraient condamnées, savoir : celles de cinquante familles, à trente trois dollars d'amende ; celles de cent familles, à soixante-six dollars ; celles de cent cinquante familles, à cent dollars. Ces amendes sont ordonnées par la cour suprême de l'État ou par la cour générale de paix, sur les plaintes portées devant elles. Elles doivent être versées dans le trésor de l'État pour être employées au soulagement des écoles du même comté, qui peuvent en avoir besoin. Les remboursemens doivent en être suivis par les grands jurés.

Cette loi est assez bien exécutée, et les maîtres sont en général capables de donner l'instruction dont ils sont chargés. Cependant, dans quelques townships il y a de la négligence; aulieu de maîtres, ce sont de mauvaises maîtresses, quelquefois des maîtres absolument incapables, quelquefois il n'y en a point du tout, mais ces exemples sont rares. La faute en est aux selectmen qui ne tiennent pas la main à l'exécution de la loi, que chaque habitant d'ailleurs a la faculté de réclamer. Les salaires des maîtres des petites écoles, sont de douze à dix-huit dollars par mois; ceux des grammar-schools sont de vingt-cinq à trente-cinq.

On voit avec peine que dans aucune de ces écoles, l'histoire de la dernière révolution n'est enseignée; qu'on n'instruit les enfans ni de ses causes, ni des évènemens importans qui en ont été les conséquences; qu'on ne leur apprend pas les noms de ceux qui, par leurs conseils, leurs services, leur sang, ont proclamé ou soutenu au milieu de tant de périls et sur-tout de tant d'obstacles, l'indépendance dont ils jouissent. C'est cependant ainsi qu'on perpetuerait dans la race naissante l'amour de la liberté, qui, chez un peuple libre et sur-tout récemment libre, est la base principale de la morale publique, et une des

plus essentielles de la morale privée. Mais l'amour de la liberté est peu senti dans les villes, et ce sont les habitans des villes, ou ceux dont les plus grands intérêts sont dans les villes, qui composent les législatures, qui occupent toutes les places, qui ont une influence générale sur le gouvernement. L'amour du gain est le sentiment qui les domine par dessus tout. Il empêche l'esprit de se livrer à des pensées plus libérales, et si l'idée d'une instruction aussi utile à la cause de la liberté leur était présentée, leur calcul la rejetterait sans doute, car cette instruction tendrait encore, par le souvenir qu'elle donnerait, à entretenir le peuple de l'Amérique dans des dispositions défavorables à l'Angleterre; or c'est de l'Angleterre principalement qu'on attend les moyens de fortune. Le même état d'apathie pour la liberté et de tendance pour l'Angleterre, recule aussi l'érection des monumens, dans les différentes places où les armes de l'Amérique ont eu des succès importans contre les armes anglaises. Néanmoins le fonds de la nation, tout ce qui n'habite pas les villes, éprouve pour la liberté des sentimens de fierté et même de jalousie. J'aurai occasion de parler avec plus de détail de cet état de choses et de ses conséquences.

Abolition de l'esclavage.

Il n'y a point d'esclaves dans l'État de Massachussetts, et c'est le seul État de l'Union qui soit entièrement exempt de cette honteuse tache. Il n'est pas sans intérêt de donner des détails de la manière dont elle a été effacée.

Aucune loi précédente dans la Nouvelle-Angleterre, ne prononçait positivement l'esclavage, qui cependant y était en usage et favorisé par l'opinion. Plusieurs loix semblaient le supposer, prononçaient la poursuite des nègres qui quittaient leurs maîtres, la nécessité de les leur rendre, défendaient le mariage des noirs avec les libres. Mais encore une fois, aucune n'avait expressément prononcé l'esclavage, et beaucoup de causes de maîtres à nègres pour faits d'esclavage avaient été jugées en faveur de ces derniers.

La nouvelle constitution de Massachussetts comme celle de tous les autres États, déclara l'égalité de droit pour tous les hommes. En 1781, quelques nègres conseillés prétendirent n'être pas esclaves; ils trouvèrent des avocats dont M. *Sedgwrick*, aujourd'hui senateur des États-Unis était un, et la cause fut portée devant

levant la cour suprême. Leurs conseils y plaidèrent 1°. Qu'aucune loi précédente n'avait prononcé l'esclavage, et que les loix qui avaient semblé le supposer étaient une erreur des législatures qui n'avaient pas l'autorité de les rendre. 2°. Que ces loix, quand même elles auraient existé, étaient rendues nulles par la nouvelle constitution.

Ils gagnèrent la cause sous les deux aspects : la solution de la première question, en libérant entièrement les nègres, évinça leurs prétendus maîtres d'aucune pretention à indemnité, puisqu'ils avaient eu et gardé des esclaves sans droit. Comme il n'y avait que peu d'esclaves dans le Massachussetts, le jugement passa sans réclamation, et proscrivit toute idée future d'esclavage.

D'après les mêmes loix, et dans les mêmes circonstances, des jugemens différens ont été rendus en Connecticut, en Rhode-island, et même en New-Hampshire. La prospérité et la tranquilité du Massachussetts, qui n'a éprouvé aucun inconvénient de cette liberté générale, sont aux yeux de tout observateur raisonnable et bienveillant, la condamnation des autres États de la Nouvelle-Angleterre, qui n'ont pas suivi un si bel exemple.

Il est à remarquer qu'en 1778, le recense-

ment général en Massachussetts, donnait dix-huit mille esclaves, et que le nouveau recensement, fait en 1790, ne donnait plus que six mille noirs. Il paraît, d'après les informations les plus particulières que j'ai pu prendre, qu'une grande partie des nègres affranchis s'est portée dans les villes, et que là, peu sages dans l'usage de leur liberté, un grand nombre se sont livré à l'usage immodéré des liqueurs spiritueuses, et y sont morts; que d'autres se sont engagés matelots, même sur des vaisseaux étrangers. La plupart de ceux qui n'ont pas disparu, sont domestiques. Quelques-uns sont ouvriers, ou même fermiers; un nombre assez considérable, si l'on a égard à la mauvaise éducation de cette classe d'hommes, et à l'habitude de l'esclavage, vivent bien et indépendans. Il n'y en a point eu de repris de justice, dans une plus forte proportion que les blancs.

De ces faits véritables, il résulte une confirmation d'évidence que les nègres peuvent comme les blancs, vivre honnêtes et libres; mais que les nations assez malheureuses pour avoir beaucoup d'esclaves, doiventles préparer, par une sorte d'éducation, aux moyens d'user utilement de leur liberté.

Les esclaves des autres États, qui s'en-

fuiraient dans le Massachussetts, y peuvent
être réclamés. Mais l'esprit général y est si
fortement prononcé contre l'esclavage, qu'il
serait rare que ces esclaves fugitifs ne trouvas-
sent à se dérober aux poursuites de leurs
maîtres.

Dette publique.

La partie de la dette de l'État de Massa-
hussetts, que l'Union n'a pas prise à sa
harge, se montait à deux millions six cent
uatrevingt-dix-huit mille deux cent quatre-
ingt dollars. En 1794, la législature a or-
onné un emprunt dans lequel toutes les
éances de l'État ont pu être reçues. Elle a
onsolidé les dettes pour salaire de l'armée
endant la guerre, et pour achat de provi-
ons, par des billets à cinq pour cent d'inté-
ts; elle a établi une augmentation d'impo-
ions, pour payer les intérêts de cette dette
nsolidée, et pourvu à ce que les sommes
es pour les terres appartenant à l'État déjà
ndues et à vendre à l'avenir, soient em-
oyées au remboursement du capital.

La dette actuelle de l'État se monte à deux
llions trois cent cinquante mille dollars,
, à cinq pour cent, font annuellement
t dix-sept mille cinq cents dollars. Les frais

annuels du gouvernement sont de cent vingt mille dollars. Pour faire face à cette dépense annuelle de deux cent trente-sept mille cinq cents dollars, l'État a trente mille dollars d'intérêts pour argent placé dans la banque des États-Unis, et cinquante-sept mille cinq cent dix-huit dollars d'intérêts de la dette des États-Unis, payés par le trésorier de l'Union. A ces quatrevingt-sept mille huit cent dix-huit dollars fondés, il en ajoute cent quarante-neuf mille six cent vingt-deux autres par taxes.

Les produits des ventes des terres appartenant à l'État sont mis dans les mains de commissaires pour en éteindre les dettes de l'État. Trois cent mille dollars de la dette ont déjà été rachetés de cette manière. Les taxes des comtés et des villes s'élèvent beaucoup plus que celles pour l'État.

Revenus publics.

Les taxes de l'État portent sur toute espèce de propriétés, même sur les terres sans culture. Une nouvelle évaluation des biens doit être faite tous les dix ans. En conséquence, les assesseurs des différens townships envoient tous les ans au secrétaire d'État 1o. le tableau de tous les biens territoriaux avec tous les détails

qui en font connaître l'espèce, et quelle est leur culture; 2o. l'état de tous les autres genres de biens, maisons, fonds dans le commerce, fonds placés dans les banques, même argent comptant, et meubles de toute espèce; 3o. la liste de tous les habitans au-dessus de l'âge de seize ans.

Ces renseignemens sur les différentes espèces de propriétés ont pour objet de procurer une connaissance aussi exacte qu'on puisse 'obtenir sur la richesse et les revenus de tout 'État, et par suite d'éclairer sur la répartition le l'impôt entre les différens comtés, et townhips. Les propriétaires, qui se refuseraient à lonner par écrit la liste de leurs biens, sujets à valuation, sont soumis à l'estimation arbitraire les assesseurs. La dernière évaluation, faite en 792, a montré une propriété annuellement axable de neuf cent trente-sept mille six cent uatrevingt-dix-huit pounds (monnaie de Massachussetts), ou trois millions cent vingtinq mille six cent soixante dollars. Dans ette évaluation, toutes les propriétés hors es terres non cultivées, sont estimées à ix pour cent de leur valeur supposée réelle, t les terres non cultivées, seulement à deux. D'après cette évaluation, les taxes des différens townships sont réparties suivant une

proportion de tant par mille pounds, et les quotes praticulières sont réglées d'après la même proportion.

Dans cette répartition, on fait entrer les taxes de capitation, qui ne sont que d'un demi-sol, pour chaque imposable. Le nombre général en a été trouvé en 1792 de cent six mille cent soixante-sept. Le trésorier général envoie aux villes, la note des sommes à imposer au profit de l'État. Les taxes, ainsi réparties entre les villes, doivent être assises sur les individus par les assesseurs que chaque ville choisit, où à leur défaut par les selectmen. Si ce devoir n'était pas rempli par les uns et par les autres, la cour des juges-de-paix nommerait des assesseurs qui imposeraient le township ainsi délinquant, à une sur-taxe, depuis cent jusqu'à trois cent trente-trois dollars deux tiers. Les assesseurs, choisis par les villes, reçoivent quatre schellings par jour. Ceux, choisis par les cours des juges de-paix, dix. Les assesseurs chargent les collecteurs des villes de la levée de ces taxes. Ceux-ci, à un jour nommé, doivent en remettre le montant au trésorier de la ville. Si les taxes ne sont pas payées dans l'espace de cinq mois, le trésorier de l'État envoie un ordre au shérif de les faire payer, en faisant vendre ce qui est

nécessaire, des biens appartenans à la ville en faute. Les moyens sont pris par la loi pour assurer le payement, et pour punir les taxables ou les officiers en faute, à quelque degré qu'ils se trouvent. La cour générale des juges-de-paix peut faire droit sur le trop imposé. Les collecteurs sont nommés par les villes; à leur défaut, les constables, ou au défaut de ceux-ci, le shérif lève les taxes. Les villes conviennent avec les collecteurs du denier qui leur est alloué pour la levée des taxes. Il est de cinq pour cent, quand la levée est faite par le shérif ou ses députés, indépendamment des autres frais que leur déplacement a entraînés, ou peut occasionner.

Le compte des commissaires nommés par l'Union pour déterminer la balance des dettes de la guerre entre les États, porte l'État de Massachussetts créancier de l'Union pour un million deux cent quarante-huit mille huit cent un dollars.

L'État de Massachussetts est divisé en dix-sept comtés, et environ trois cent quatre-vingt villes, ou townships, sujets à une taxe distincte. Les taxes, malgré toutes les loix, dont je viens de parler ne se payent pas dans l'État de Massachussetts avec une grande ponctualité. Sur une taxe de cent cinquante

mille dollars, ordonnée en juin 1794, et devant être payée à la trésorerie le 1er. avril 1795, environ quatorze mille ont été payés au terme prescrit; quatre mille de plus l'ont été dans les trois mois suivans; dix-sept mille dans les autres trois mois; dix-neuf mille trois mois plus tard; vingt deux mille trois mois après, c'est-à-dire un an après le terme fixé; enfin le reste, à trois ou quatre mille dollars près, dans les trois mois qui ont suivi, la première année révolue.

Police et Loix.

Une loi de l'État exige que les inoculations ne puissent avoir lieu, que dans des hôpitaux établis à cette intention. Elle prescrit des précautions sages, dans le cas où la petite vérole naturelle éclaterait dans un canton avec une certaine force; et quoiqu'il soit, à mon avis, préférable d'encourager l'inoculation par une grande liberté, on ne peut blâmer ces précautions, qui sont dans leur prudence, bien éloignées du régime prohibitif de Virginie.

Les loix contre les débiteurs sont à-la-fois douces et fermes. Elles assurent, autant qu'il est possible, le droit du créancier.

L'influence des ministres a fait rendre une loi, en 1794, pour défendre tout amusement

toute promenade, tout voyage, toute pêche, le dimanche, sous la peine d'une amende considérable. Le préambule de cette loi est une vraie capucinade, et ses dispositions sont, pour la plupart, dignes du préambule. Les gens raisonnables à qui on en parle, conviennent de sa ridiculité ; mais assurent que cette loi, ayant détruit les précédentes sur le même objet, a fait disparaître une grande quantité de clauses plus absurdes et plus dures encore, et qu'elle est un acheminement nécessaire à celle qui sera bientôt rendue, par laquelle les prohibitions pour les jours de dimanches, seront bornées à l'ouverture des boutiques et des cabarets.

D'ailleurs la législature s'occupe d'améliorations, de chemins, de canaux, d'établissemens utiles. La majorité des membres qui la composent n'est pas très-éclairée en administration. C'est le cas commun de toutes les législatures de l'Union, ce qui ne doit pas surprendre dans un pays encore aussi nouveau ; mais elle est bien intentionnée, morale et bienveillante.

Elle n'est pas accusée de corruption en matière d'argent, comme beaucoup d'autres. Quelques-uns de ses membres n'ont cependant pas été exempts de soupçons. La forme

dans laquelle certaines loix passent, peut effectivement y donner lieu. Tous les actes doivent être lus trois fois dans chaque chambre avant de devenir loi. Mais il n'en est pas de même des *résolutions* qui ne doivent être lues qu'une fois, et qui ont force de loi. Aucun article de la constitution, aucune loi rendue depuis cette époque, n'établit la distinction entre les objets qui seront présentés comme loix, et ceux qui le seront comme *résolutions*. L'usage fait que les affaires qui regardent les taxes, les établissemens publics, etc. sont présentés comme loix, et que des objets insignifians, comme demandes et réclamations particulières de légère importance, sont présentés comme *résolutions*.

Mais rien n'étant fixé à cet égard, il arrive souvent que des objets d'un intérêt général, et importans pour l'État, sont mis en *résolutions*; telles par exemple que l'ont été la vente de la préemption de Massachussetts à *Robert Morris*, à raison de cinq pences l'acre, et celle d'une masse énorme de terres dans la province de Main, à M. *Bingham*, et à plusieurs autres, aussi à un prix très-bas, etc. Il ne peut pas être difficile à un membre de l'une et de l'autre des chambres, de présenter une telle *résolution* au moment où il est débarrassé des

opposans qu'il peut craindre, et de la faire ainsi réussir ; c'est dans ces circonstances que se sont élevés des soupçons contre quelques membres alors influens, mais sans qu'aucune preuve les ait justifiés. Il est étonnant que toute matière qui tient de près ou de loin aux finances ne soit pas toujours soumise à trois lectures. Sans doute la sanction du gouverneur est nécessaire pour les résolutions, comme pour les autres loix plus longuement discutées ; mais un gouverneur sage n'aventurerait pas son refus à une résolution des deux chambres, qu'il ne voit point avec évidence être fortement contraire à l'intérêt de l'État.

Dans l'une et l'autre chambre de la législature, il y a peu de membres influens : on peut dire qu'il n'y en a même pas, et que l'influence de ceux qui en ont plus que les autres, est tellement temporaire, qu'aucun n'est sûr de faire passer une motion quand il la présente. Il y a ici, comme ailleurs, des comités préparatoires et de petites intrigues qui quelquefois ont du succès, mais qui plus souvent en manquent.

Les avocats ont en Massachussetts plus d'influence que toute autre profession sur les opinions ; ensuite les prêtres ; mais aucun d'eux n'en a que médiocrement ; on n'y connaît per-

sonne qui, comme dans beaucoup d'autres États, puisse par son influence ou celle de ses amis, gouverner l'opinion publique, les délibérations, ou les élections. Le crédit de ceux qui en ont le plus, ne s'étend pas au-delà de leur canton. Le parti anti-fédéraliste dont on parle tant, et que l'on charge de tous les noms odieux que l'on peut lui donner, n'existe pas plus en Massachussetts, dans la véritable acception de ce nom, que dans aucune autre partie des États-Unis. Cette vérité reconnue comme elle mérite de l'être, le parti anti-fédéraliste doit être aux yeux des gens impartiaux réduit à un simple parti de l'opposition, qui n'en plaira pas plus pour cela à ceux qui ne peuvent souffrir aucune espèce d'opposition.

Celle-ci agit pour empêcher le gouvernement de se fortifier, parce qu'elle croit que le pouvoir exécutif est trop fort, et que sur-tout il tend à étendre ses prérogatives. Elle agit contre l'affection à l'Angleterre, et dans des dispositions plus favorables à la France. Et puis, de même que tous les partis du monde, elle agit comme parti, c'est-à-dire, quelquefois par-delà raison et justice. Je pense donc que l'autre parti ne parle si haut de l'opposition, que pour se donner à lui-même plus de

partisans, plus d'appui, car il ne peut sérieusement le croire un obstacle dans toutes les mesures utiles. On voit des deux côtés des hommes d'une grande vertu, ayant le plus grand attachement pour leur pays, et animés d'un sincère amour de l'ordre.

Chemins.

Les chemins dans l'État de Massachussetts sont entretenus aux frais des townships qu'ils traversent.

De cette loi équitable au premier aspect, il résulte cependant que les chemins sont mal réparés dans les townships pauvres, et qu'ainsi la dépense faite dans ceux qui ont plus de moyens n'est que d'une incomplette utilité pour les communications. Cet inconvénient est quelquefois couvert par des gratifications que la législature accorde à quelques townships pour cet objet ; quelquefois aussi par des souscriptions des townships voisins à la même intention ; mais ces deux espèces de secours extraordinaires sont rares, et toujours arrive-t-il que dans les townships pauvres les chemins sont plus mal entretenus.

Administration des pauvres.

Les pauvres sont aussi secourus par des taxes sur les townships, imposées comme celles des chemins, par les sessions du comté, quand celles proposées par les selectmen ne sont pas agréées dans le township, ce qui arrive rarement. D'ailleurs un pauvre n'est à la charge publique que quand il n'a aucun parent, dans la ligne directe ascendante ou descendante, qui puisse le soutenir. S'il en avait et qu'ils s'y refusassent, ils y seraient condamnés par les sessions. Il arrive encore, que si, dans cette ligne directe un parent n'est que médiocrement aisé, les selectmen s'arrangent avec lui pour qu'il paye au moins une partie de la somme annuelle nécessaire au maintien de son parent indigent. Ces arrangemens se font à l'amiable, avec justice; personne ne s'y refuse; s'il y avait refus, il y aurait condamnation de la session, à une somme probablement plus considérable que la demande des selectmen, et la famille aurait encore à payer les frais du jugement. Les selectmen doivent veiller à ce que les pauvres passans soient soignés en cas de maladie; ils sont remboursés par l'État des frais qu'entraînent ces soins.

État militaire.

Soixante-dix-neuf régimens d'infanterie, onze de cavalerie, huit d'artillerie, composent la milice de l'État de Massachussetts, et forment un total de cinquante-cinq mille hommes. Au-delà de quarante ans, un habitant n'est plus militiable, mais jusqu'à soixante il peut être appelé dans les cas urgens; c'est ce qui s'appelle le corps de réserve, qui forme encore une ressource de plus de vingt-cinq mille hommes.

Esprit général.

Quoique le plus grand nombre des hommes riches de Boston soient marchands, cette classe n'est point, comme à Philadelphie, la classe dominante, la classe par excellence, ni comme à Charles-town, dans le second rang de la société. Ils sont ce qu'ils doivent être, autant que les autres, et pas plus que personne.

Indépendamment du commerce ordinaire des négocians dans tous les pays, ils se livrent beaucoup encore aux spéculations, et la spéculation est la passion favorite des habitans de la Nouvelle-Angleterre, qui ont générale-

ment un désir plus actif que les peuples du Sud, de gagner de l'argent, beaucoup et promptement, soit que cette disposition soit ou non la conséquence de leur caractère plus entreprenant.

Mais les spéculations ne réussissent pas toujours, et dans ce moment, beaucoup d'argent va être perdu à Boston par la vente des terres d'*Yazzow*, en Géorgie, que la dernière législature de l'État a cru devoir annuller. On ne peut se faire d'idée de l'extravagance avec laquelle les spéculateurs de la Nouvelle-Angleterre, et particulièrement ceux de Boston, ont donné dans cette vente. Le prix originaire de ces terres était, comme je l'ai dit, environ d'un centième de dollar par acre. Il a été vendu à Boston jusqu'à douze, et je crois plus encore; deux ou trois agens de deux des quatre compagnies qui tenaient des terres de l'État, sont venus avec leurs titres de vente à Boston. Ils ont ouvert une espèce de bureau, auquel on courait tellement, que ces messieurs, profitant de cette ivresse inexprimable, haussaient chaque jour, souvent chaque demi-jour, le prix de leurs terres, pour exciter davantage cette folie, et ôter le tems à la réflexion. Il y a eu des ventes et des sous-ventes à l'infini. Quelques-unes sont faites

avec

vec assurance et responsabilité des vendeurs
le livrer ces terres ; mais très-peu de marchés
ont revêtus de cette clause, la presque to-
alité a été faite sur la simple sécurité des
tres, sans aucun recours sur les vendeurs.
eaucoup de marchés ont été payés, partie
n argent comptant, et tous avec des billets
différentes époques. Ces billets ont habile-
ient été mis dans le commerce par les ven-
eurs, et les acheteurs se trouvent aujour-
hui sans terres, et une grande partie de
urs billets hors des mains de ceux à qui ils
s ont faits. Il n'y a pas jusqu'à des horlogers,
s perruquiers, des artisans de toute espèce
ui n'aient couru à cette déception. Boston y
t pour plus de deux millions de dollars.
ne partie des acheteurs disent qu'ils ne paie-
nt pas leurs billets ; ils l'ont fait même an-
oncer dans les papiers publics ; mais ce n'est
u'une menace de la colère et de l'indi-
ation. Les billets ont en grande partie
iangé de mains ; ils ont été reçus par des
ommes absolument étrangers à cette spécu-
tion, et qui ne peuvent être frustrés du
yement de ces billets sans la plus grossière
justice, qui attaquerait violemment le crédit
s premiers signataires. Les tribunaux d'ail-
urs prononceraient contre eux : ainsi, après

bien des difficultés, il faudra qu'ils payent et qu'ils restent sans terres. Beaucoup de ces acquéreurs, dont les billets n'étaient pas sortis de la main des vendeurs, viennent de s'arranger avec eux en les escomptant à moitié de leur valeur, mais argent comptant, et conservant des droits sur les terres dans toute l'étendue que les vendeurs peuvent les assurer, ce qui les réduit à rien, car l'ancien marché ne sera jamais rétabli ; il est frauduleux, et contient des millions d'acres qui n'appartiennent point à l'État de Géorgie qui les a vendus. Voilà donc beaucoup de spéculateurs de Boston et de la Nouvelle-Angleterre, ou ruinés, ou au moins très-gênés dans leurs affaires par cette spéculation. Si l'on pouvait voir sans chagrin la ruine de beaucoup de braves gens, victimes de leur crédulité, on pourrait jouir de cette déconfiture des spéculateurs assez avides pour aller, sans examen, sans réflexion, et seulement sous l'espoir de reventes exhorbitantes en Europe, acheter des terres à neuf cents milles de chez eux, quand des voies plus honnêtes, et sur-tout plus simples d'acquérir de la fortune, ou d'augmenter celle acquise, sont ouvertes dans ce pays : mais on ne peut se consoler de voir que les quatre compagnies de Géorgie, qui ont sur

elles l'iniquité entière du marché, s'enrichissent par cette même iniquité, et que leur perfide habileté dans cette suite de corruption et de tromperie, mette ainsi dans leurs mains plusieurs millions de dollars, sans avoir rien livré, et sans être en état de rien livrer à ceux de la duperie de qui elles profitent.

Exportations.

J'ai fait connaître dans mon journal de l'année dernière, la valeur des exportations des différens ports du Massachussetts, que j'avais visités pendant les cinq dernières années; j'ajoute ici à ces détails la valeur totale des exportations de l'État pendant le même tems, en y comprenant même celle de l'année présente. En 1791 elles ont été de 2,519,640 dollars; en 1792, de 2,888,103; en 1793, de 3,757,355; en 1794, de 5,292,244; en 1795, de 7,218,908; en 1796, de 9,949,345. En 1787, la valeur des exportations des différens ports de l'État ne s'élevait qu'à 1,588,793 dollars.

Accident.

Avant de quitter Boston, où les vents m'ont retenu une semaine de plus que je ne projetais d'y rester, j'ai, avec plus de douze

cents autres personnes, échappé à un danger dont, selon toute probabilité, un grand nombre d'entre nous devaient être victimes.

Un Français, habile écuyer, arrivé depuis peu de semaines dans cette ville, y a construit un cirque pour ses exercices. Son agilité, la perfection et la grace avec laquelle il fait à cheval des tours qu'aucun autre homme de sa profession n'a encore tenté, la richesse et le goût de ses vêtemens et de ceux de sa troupe, attiraient à chaque représentation un grand nombre de spectateurs, quoiqu'un autre spectacle de la même espèce fut aussi établi dans la ville. Plus de douze cents personnes y étaient réunies le lundi 5 septembre, lorsque le toît, surchargé de plus de cent enfans, qui malgré la défense et la surveillance que peut mettre l'incomplette police de la ville, y étaient montés pour jouir du spectacle à travers des ouvertures que laissaient les planches entr'elles, s'est écroulé à-la-fois et en totalité. Comme les planches qui formaient ce toît pyramidal étaient attachées aux petits toîts qui couvraient les loges dont le cirque était entouré, quelques-uns de ces petits toîts ont été entraînés dans la chûte; mais ils l'ont été successivement, et de manière à fermer plutôt les loges en dedans qu'à les écrâser. Aucune

ne l'a été, aucun des spectateurs n'a été blessé; et grâce au calme extraordinaire que chacun a montré dans cette effrayante circonstance, il n'y a même point eu de foule sur les escaliers par où la plus grande partie des spectateurs sont sortis; quelques-uns se sont glissés au milieu de l'arène le long du toît tombé, quelques autres ont descendu par une fenêtre. Un seul des enfans qui étaient sur le toît, s'est en tombant tellement heurté la tête contre une planche, que ses jours ont été long-tems en danger. Quarante autres au moins tombés de la même hauteur, n'ont pas même été blessés. Il est impossible de concevoir comment un aussi grand accident n'a pas été accompagné de plus de malheurs; ce sont de ces évènemens uniques qui ne se reproduiraient point avec toutes leurs circonstances dans le cours de plusieurs siècles, et auxquels on n'est pas fâché d'avoir participé quand on en est échappé heureusement.

Second voyage à Thomas-town : nouvelles observations sur la province de Main.

Je me suis rendu par mer de Boston à Thomas-town pour la seconde fois le 12 septembre,

La famille du général Knox est une de celle auxquelles je suis plus attaché en Amérique. J'ai donc éprouvé un véritable plaisir à me retrouver au milieu d'elle, et ce plaisir m'a paru être partagé. L'établissement du général prend beaucoup de consistance. Une partie de ses projets utiles se réalise, et la popularité que lui donnent ses bonnes manières avec tous ceux qui ont affaire à lui, sa conduite douce et franche avec les usurpateurs de ses terres, confirment toutes ses apparences de succès. Il abbat des bois, fait de la chaux et des briques, bâtit des moulins, construit des vaisseaux, met ses terres en valeur, forme un bon établissement d'éducation de bestiaux à *Brigader-island.*

Ses amis lui reprochent de mettre beaucoup d'argent dehors, et peut-être est-il vrai de dire que ses ouvrages lui coûtent au-delà de ce qu'avec plus d'ordre et de surveillance ils ne devraient lui coûter. Mais cette surveillance il ne peut l'avoir lui-même avec toute l'assiduité nécessaire. Il entreprend trop de choses à la fois pour pouvoir les inspecter journellement toutes avec soin. Les hommes de confiance, rares dans tous les pays du monde, le sont plus en Amérique qu'ailleurs, et bien plus encore dans un pays aussi peu habité que

la province de Main. Mais ce léger défaut d'économie et d'ordre dans les entreprises du général, qui sans doute diminuera ses profits, n'empêchera pas qu'ils ne soient encore très-grands.

Entre les profits directs de ses entreprises, il en recevra un plus important de l'augmentation dans la valeur de ses terres qui résultera de cette activité et de ces améliorations.

Son exemple encourage, crée l'industrie de beaucoup de ses voisins, et cette industrie de ses voisins augmente encore le prix de ses terres. Ainsi son calcul est bon; et dès qu'il met à ses entreprises toute l'économie, tout l'ordre dont les circonstances qui l'environnent lui donnent les moyens, il ne peut être blâmé que par des prêteurs à la petite semaine, ou par les hommes qui ne voient pas ses entreprises dans toutes leurs conséquences probables.

Les bois ont depuis l'année dernière haussé de prix, mais le bois à brûler, dans une proportion plus considérable qu'aucun autre; la corde en était l'an passé d'un dollar au rivage, elle est aujourd'hui d'un dollar et demi, et il ne s'en trouve pas assez pour la demande de Boston, où elle est vendue à présent cinq

dollars, et où elle en vaudra de sept à neuf dans deux mois.

Le prix de la chaux est tombé par la quantité de fours qui en ont été construits. Elle se vendait l'an dernier dix schellings neuf pences le barril de cinquante gallons ; elle se vend à présent huit à neuf.

Le foin est augmenté d'un dixième, mais seulement par la sécheresse de la saison.

Le prix des bestiaux est augmenté cependant d'un septième, ce qui prouve un peu plus de richesses dans le pays.

Le nombre des bâtimens en construction y est aussi beaucoup plus considérable. On en a construit onze dans la rivière Saint-George seulement depuis l'année dernière, le prix de ces constructions est aussi élevé de trois à cinq dollars par tonneau, l'ouvrier qui se payait dix dollars par mois, l'an dernier, se paye onze cette année.

Mais cette augmentation dans les indices de la richesse du pays, et dans le prix des terres, n'a lieu que sur les bords de la mer ou des rivières navigables, et dans les parties du pays déjà habitées.

Le nombre des nouveaux habitans est peu considérable, et tout ce que je vois et que j'apprends aujourd'hui, me confirme plus

encore dans l'opinion où j'étais l'année dernière, que l'émigration ne peut avoir lieu vers ce pays dans une certaine étendue, que si elle y est excitée par des moyens puissans, par de grands établissemens, par de grandes et habiles dépenses faites par les grands propriétaires de terres qui ont intérêt à appeler ces établissemens nouveaux.

L'attrait du pays, la nature de la terre, ne les appelleraient pas seuls, et la province de Main sera long-tems encore un désert dans beaucoup de ses parties, si une suite de moyens bien appropriés à toutes les circonstances n'en accélère et n'en multiplie la population fort au-delà de ses moyens naturels, et du cours annuel des émigrations qu'elle reçoit.

Les *messieurs* qui jouent sur la place, ne font pas tous ces calculs. Ils aiment mieux deux à trois pour cent qu'ils voient par mois, que la probabilité de doubler, de décupler leur fortune par des dépenses qui tireraient pour quelque tems une partie de leurs fonds de ce jeu, et ils attendent du tems une augmentation dans le prix de leurs terres, qui, par cette voie patiente, n'arrivera jamais dans ces pays du Nord.

On assure que c'est ainsi qu'est disposé à se

conduire M. *Bingham*, qui, après avoir vendu à M. *Bearing* pour soixante mille livres sterlings, la moitié de douze cent mille acres de terres qu'il possède au haut de la rivière de Penobscot, est demeuré avec lui partner à moitié de la totalité. Il est encore propriétaire de trois autres millions d'acres dans d'autres parties de la province de Main. Tant pis pour lui. Il n'est pas, il ne sera peut-être pas long-tems sûr de tenir tranquillement dans ses mains une aussi grande quantité de terres, et la popularité de M. Bingham ne le préservera point des inconvéniens, qui, dans un pays comme celui-ci, peuvent être attachés à une aussi grande propriété de terres tenues oisives dans l'espoir d'un gros gain.

Si les grandes avances, judicieusement faites, étaient nécessaires, l'année dernière, comme je le crois, pour mettre en demande, et par conséquent en valeur, cette immense quantité de terres qui sont dans les mains des grands propriétaires, cette nécessité est fort augmentée cette année, par le traité avec l'Espagne, qui ouvrant la navigation du Mississipi, donne beaucoup de faveur aux terres de l'Ouest, et diminue d'autant celle que les terres de la province de Main pouvaient acquérir. Les terres, et leurs grands produits en

bois, diminueront encore beaucoup de leur valeur, si l'Espagne cède à la France les possessions de la Louisiane, qui, dans les mains d'une nation active et industrieuse, produira le débit d'une plus grande quantité de bois, et présentera aux nouveaux colons l'attrait d'un climat doux à ajouter à celui de terres excellentes, et qui seront sans doute tenues long-tems a un prix beaucoup au-dessous de celles de la province de Main.

L'Espagne peut faire elle-même le bien que ferait la France dans la Louisiane, si elle veut en conserver la propriété. Il est donc urgent que les propriétaires de cette partie des États-Unis mettent leurs terres en état d'être vendues, et consentent à faire des avances qui, quelque fortes qu'elles puissent être, leur rentreront avec grand avantage, si elles sont faites promptement, et avec sagacité. Autrement les propriétaires à spéculation éprouveront de grandes pertes.

Il est aujourd'hui agité dans la province de Main, si, usant du droit que lui donne sa population, elle se séparera de l'État de Massachussetts, pour former un État particulier. Des assemblées sont convoquées à cet effet; différentes pétitions ont été faites; et pour déterminer cette division, il ne faut que con-

naître le vœu de la majorité des habitans de l'État qui sera consulté l'année prochaine. Il a été déjà interrogé à cet effet, il y a quatre ans, et il s'est déjà déclaré contre la division. On pense qu'il n'en sera point de même à présent, parce que la population étant accrue dans l'intérieur, a augmenté le nombre de ceux qui, n'ayant aucun intérêt direct avec Boston, ne voient que de l'avantage à rapprocher d'eux leur gouvernement. Mais cette séparation trouvera une forte opposition dans l'influence des propriétaires de ces immenses quantités de terres.

Aujourd'hui la province de Main, taxée par la législature du Massachussetts, l'est très-modérément, parce qu'elle est regardée comme une province naissante, comme n'ayant mis encore en activité que peu de ses ressources, et comme composée d'un grand nombre de terres non en valeur, que l'État de Massachussetts a récemment vendues lui-même à tous les grands spéculateurs en question. Ces vastes propriétés sont donc ainsi aujourd'hui extrêmement peu taxées. Si la province de Main devient un État, il en sera autrement. D'abord, les dépenses augmenteront; et puis la jalousie qu'ont les petits propriétaires travailleurs et mal-aisés, contre les grands qui, riches dans d'autres États,

iennent ici leurs terres sans amélioration, en
ttendant qu'ils puissent les vendre cher à ces
ıêmes petits propriétaires, fera augmenter
onsidérablement la taxe de cette nature de
ropriété. On sait que ces terres ont été ache-
ées de l'État de Massachussetts à très-bas prix.
e nouvel État de Main verra dans l'augmen-
tion de taxe sur elles, l'avantage de forcer
s grands propriétaires à vendre, à diviser
omptement, et par conséquent à augmenter
nombre des habitans et la quantité des pro-
uits. Plus de la moitié de la province de Main
t tenue par de tels possesseurs, dont les prin-
paux sont le général Knox pour Waldo-
tent, la compagnie de Plymouth, la com-
gnie des vingt townships, le général Lin-
ln, M. Charles Vaughan, et par-dessus tous
s autres M. Bingham, qui y possède de trois
quatre millions d'acres. Ce simple exposé
ontre les obstacles que trouvera la forma-
n du nouvel État, mais ces obstacles seront
obablement surmontés, car la justice et l'in-
rêt du peuple le requièrent.

Retour à Boston.

Après douze jours de séjour chez le géné-
. Knox, j'ai quitté la province de Main, et

je suis revenu encore par mer à Boston. J'avais fait la route par terre l'année dernière, et ma curiosité n'avait rien à gagner dans ce voyage long et assez difficile. Les bâtimens qui viennent de la province de Main sont tellement chargés de matières encombrantes, qu'il ne reste sur tout le pont d'autre place libre que celle nécessaire pour la conduite du gouvernail, par conséquent aucune possibilité de se promener. Il faut ou se confiner dans la cabine, ou s'asseoir sur le chargement. Celui de la goëlette qui m'a porté était de cinquante cordes de bois à brûler. Heureusement le tems était beau, la cabine neuve et propre, le capitaine *Kelleran*, le meilleur homme du monde, et mon passage n'a été que de trente-six heures.

La veille de mon arrivée à Boston, la proclamation du Président, par laquelle il déclare qu'il est dans la ferme résolution de quitter la vie publique, y était parvenue. C'est au mois de mars prochain que finissent les quatre années de sa seconde présidence. Les élections pour cette première place du gouvernement fédéral, commencent en décembre. Il était donc tems qu'il fît connaître cette résolution, que je ne puis regarder que comme un grand malheur pour les États-Unis. L

place de président n'est point assez fournie de moyens d'exécution, pour n'avoir pas besoin de recevoir quelque force de la popularité de celui qui l'occupe, et de la confiance en lui. Personne dans tous les États-Unis n'a autant de titres à cette confiance que Georges Washington, et personne ne la réunit à un aussi haut point.

Cette proclamation du Président renferme indépendamment de sa résignation, des conseils politiques aux citoyens des États-Unis. Personne n'est plus plein de respect que moi pour le mérite et les vertus du Président, personne n'est plus convaincu qu'il n'a jamais d'autre but dans sa conduite que le bien de son pays; mais quand on est Français, il faut avoir cette opinion bien établie pour ne pas voir dans une partie de cette proclamation un éloignement affecté pour la France, une disposition pour l'Angleterre, qui ressemblent plus à l'esprit de parti qu'à l'esprit de justice, je dirai même qu'à une saine politique. Ce n'est point qu'on puisse blâmer les conseils qu'il donne à sa nation de ne se rendre dépendante d'aucune autre; mais il semble que cette vérité, simplement et généralement énoncée, conserverait toute sa force, toute sa convenance, toute sa justice; tandis qu'offerte

avec autant d'étendue, avec les caractères qui en accompagnent le dévelopement, on ne peut s'étonner que les ennemis du Président y voient matière à désapprobation ; et parmi ceux qui portent à ses vertus estime et respect, sans esprit de parti, il en est peu, je pense, qui n'eussent désiré que ce trop long article ne fût autrement traité. Toutes les autres parties de cette proclamation qui ne peuvent pas prêter aux reproches d'inconvenance et d'esprit de parti, prêtent encore à celui de diffusion et d'inutile longueur. Tous les principes sont vrais, les conseils bons, mais ils l'auraient été autant, et l'auraient paru davantage, s'ils eussent été énoncés avec concision et simplicité. J'ai aussi entendu reprocher aux conseils renfermés dans cette proclamation, d'être faits hors de propos. C'est, disent ceux qui la censurent, en quittant sa place après son tems révolu, que les adieux auraient été convenables ; mais ils sont prematurés quand celui qui les fait a six mois encore à exercer ses fonctions.

Cette proclamation a, comme on peut bien s'y attendre, des admirateurs qui prônent ce qui peut être sujet à censure, et des détracteurs qui censurent ce qui n'est digne que d'éloge.

Cette

Cette résignation du Président, dont on doutait dans toute l'Amérique il y a quinze ours, ne semble d'ailleurs faire aucun effet à Boston. Elle n'est pas plus matière à conversation que toute autre nouvelle, et dès le premier jour qu'elle a été connue on n'en parlait plus. Les défauts et le mérite de la proclamaion n'occupent pas davantage. Cette indifféence sur un si grand évènement tient-elle dans Boston à l'occupation des intérêts particuliers le fortune, qui blâsent sur les autres? est-elle apathie? C'est ce que je saurai mieux en voyant plus de monde et des lieux différens. En attenlant, je n'en suis pas moins surpris.

Pendant la courte absence que j'ai faite de Boston, une fièvre à laquelle les médecins qui ont été appelés, ont jugé les caractères de la ièvre jaune, s'est déclarée dans un quartier le la ville très-serré, peu aëré, et habité par les familles pauvres. Presque tout ce qui en tait attaqué en mourait en trois jours, et les personnes qui approchaient les malades gagnaient leur maladie. Un avis sagement donné ux selectmen, du danger de cette infection, ans toutefois prononcer le nom de *fièvre aune*, a eu l'effet de faire éloigner de la ville es familles infectées, ou qui avaient eu communication avec les malades, de faire brûler

les lits, nétoyer les maisons en les laissant inhabitées, et n'a effrayé personne par un nom qui porte avec lui la terreur dans toute l'Amérique. Avec ces précautions, la maladie a disparu. Peu de malades transportés sont morts, personne de leur famille n'a pris la maladie, et Boston, à qui cette fièvre a enlevé huit à dix personnes, jouit d'une entière salubrité.

On a mis depuis l'année dernière les fortifications de *Castel-island* en un peu meilleur état. Les parapets sont relevés, et on place sur leur enceinte une vingtaine de canons de quarante-deux, pris dans la dernière guerre sur les Anglais. Ces canons sont mis sur des affûts de côte, dans une espèce d'imitation de nos batteries de côtes françaises, si habilement inventées par M. *de Gribeauval* ; mais cette imitation est très-imparfaite. Les affûts sont lourds et mal faits, les plates-formes peu solides, les remparts assez peu élevés pour exposer tous les hommes qui serviraient les pièces au feu des vaisseaux qui voudraient entrer. C'est aux frais de l'État de Massachussetts que Castel-island est mis dans ce petit état de défense, qui vaut peut-être un peu moins que rien, car il n'est pas bon, et il inspire une vaine confiance. L'État n'a pas voulu absolument céder cette île au gouverne-

ment général, qui comme je l'ai dit dans mon premier voyage, avait destiné des fonds pour la mettre dans un état de défense complet.

Portsmouth.

J'ai fait pour aller à Portsmouth la même route que j'avais faite l'année passée pour en revenir.

La fièvre qui a enlevé cet été à *Newbury*, une quarantaine de personnes, est à sa fin.

Les maladies épidémiques finissent généralement dans toutes les parties de l'Amérique avec les premiers froids. Celle-ci avait, au dire des médecins, le caractère de la *fièvre jaune ;* mais depuis que cette maladie a fait, il y a trois ans, tant de ravages à Philadelphie, on donne légèrement ce nom à toutes les fièvres bilieuses épidémiques, qui ont à la vérité dans ce continent un assez grand degré de malignité, et au traitement desquelles les médecins ne paraissent pas s'entendre beaucoup.

Quoique ces fièvres ne se soient encore déclarées que dans les ports de mer, beaucoup de médecins ne les croient plus comme dans le principe, importées des Antilles, et pensent qu'elles ont, comme presque toutes

les autres maladies épidémiques, leur origine dans le pays.

Celle de Newbury a eu son foyer principal dans un quartier près du port, mais s'est aussi étendue dans plusieurs autres parties de la ville. Elle n'a pas été bien meurtrière, puisqu'en trois mois elle n'a enlevé qu'environ quarante personnes sur une population de cinq mille habitans. Les médecins assurent même que malgré les ravages de cette maladie, il est mort moins de monde à Newbury qu'il n'en meurt ordinairement dans cette saison, toujours plus ou moins maladive ; si cette assertion est fondée, le fait doit paraître extraordinaire.

Constitution, Loix et Commerce de New-Hampshire.

Pendant les six jours que j'ai passés à Portsmouth, je me suis procuré sur l'État de New-Hampshire quelques informations que le court séjour que j'y avais fait l'année dernière ne m'avait pas permis de prendre.

La nouvelle constitution de l'État, faite en 1782, a été révisée en 1792. Elle ressemble par ses grands traits à toutes celle des États-Unis. En voici un court extrait.

Tous les fonctionnaires publics, à ceux de judicature près, ne sont élus que pour un an.

Les électeurs sont les mêmes pour toutes les places, et les seules conditions requises pour être électeur sont de payer taxe, d'avoir vingt-un ans, et d'être *protestant*. Cette dernière condition *anti-tolérante*, et qui, dit-on, a passé avec beaucoup d'opposision, tant dans la discussion de la constitution en 1782, que dans celles de la révision en 1792, est exigée pour toutes les places de l'État.

Les sénateurs sont élus par districts, et à cet effet, l'État est fictivement divisé en douze districts à-peu-près égaux pour les taxes. Les sénateurs sont au nombre de douze, et choisissent entre eux un président qui fait l'office de lieutenant-gouverneur quand il y a lieu.

La législature peut changer les bornes des districts, suivant les changemens qui arrivent dans leurs richesses.

Pour être éligible, comme sénateur il faut avoir trente ans, habiter l'État depuis sept, le district dans lequel on est élu depuis une année, et posséder un bien-fonds de huit cents dollars.

Les représentans doivent avoir au moins vingt-un ans, habiter l'État depuis deux ans, la ville par laquelle ils sont élus, au moment

de l'élection, et posséder une fortune de quatre cents dollars, dont deux cents en bien-fonds de leur propre chef.

Chaque ville ou paroisse contenant cent cinquante habitans, payant taxe, envoye un représentant, et un de plus par trois cent cinquante d'augmentation. Les paroisses au-dessous de ce nombre sont réunies entr'elles ou avec de plus fortes, selon les localités.

Les mêmes conditions pour être sénateur suffisent pour être gouverneur : seulement celui-ci doit posséder une fortune de deux mille dollars. Il est élu par townships, et doit avoir la majorité absolue; dans le cas où aucun des proposés ne l'aurait, les deux chambres balottent les deux qui ont réuni le plus de suffrages.

L'État est divisé en cinq comtés, et chacun de ces comtés élit de la même manière un membre du conseil exécutif.

Le pouvoir et les fonctions des deux chambres, sont les mêmes que dans les autres États.

Le gouverneur a le droit de refuser sa signature aux lois proposées, mais il doit le faire cinq jours après qu'elles lui ont été présentées; et la majorité des deux tiers de chaque chambre oblige sa signature après son refus. Il nomme les juges, les shérifs, les officiers

généraux, l'état-major des milices, commande les troupes, et peut faire grace, mais tout cela de l'avis de son conseil. Dans les cas de nomination, le gouverneur et son conseil ont le droit de négative l'un sur l'autre. Les juges sont nommés jusqu'à révocation pour cause de mauvaise conduite, mais aucun ne peut conserver sa place lorsqu'il a plus de soixante-dix ans.

La législature de New-Hampshire s'assemble deux fois par an.

Elle vient dans sa dernière session de régler la manière dont seront nommés les six électeurs qui doivent faire le choix du président et du vice-président des États-Unis. Ces électeurs seront choisis comme le gouverneur de l'État, par les électeurs de chaque ville. Les selectmen enverront au secrétaire de l'État les votes, qui seront dépouillés par les deux chambres de la législature, lesquelles alors déclareront les six électeurs. Ceux-ci doivent s'assembler le premier mercredi de décembre.

Les loix du New-Hampshire laissent l'entière liberté de tester; mais en cas de mort sans testament, les biens sont divisés un tiers aux veufs ou veuves, le reste partagé en égales portions entre les enfans.

Le code criminel, qui n'est qu'une mitiga-

tion du code anglais, prononce encore la peine de mort pour un grand nombre de cas. Le fouet, le pilori, sont les peines secondes et très-multipliées. Dans plusieurs cas, les punitions sont rachetables par amendes. Les voleurs de chevaux ou de bestiaux, après avoir été exposés au pilori, sont marqués au visage de plusieurs lignes noires que le tems seul peut effacer. Les voleurs de toute autre propriété sont condamnés à la même peine en cas de récidive.

La loi relative au dimanche, moins puérilement superstitieuse que celle du Massachussetts, se borne à défendre le travail et les divertissemens.

Les finances de l'État sont en bon ordre. A la fin de la guerre, sa dette générale était d'environ cinq cent mille dollars. L'Union s'est chargée de trois cent mille, dont elle paye comme ailleurs les intérêts à six pour cent, jusqu'à parfait remboursement. Les deux cent mille dollars restés dette de l'État, sont éteints par des ventes de terres et autres moyens particuliers; et l'État a aujourd'hui en main un fonds de deux cent cinquante mille dollars, partie en fonds des États, partie dans la banque. Par les comptes des commissaires nommés pour faire la balance entre les

États débiteurs et les États créanciers de l'Union, l'État de New-Hampshire est créancier pour soixante-quinze mille soixante-cinq dollars. Les dépenses ordinaires du gouvernement, sont d'environ vingt-huit mille six cents dollars. Les circonstances les font augmenter quelquefois. Dans cette somme ne sont pas compris les achats d'armes et de munitions nécessaires pour porter les magasins au complet demandé par la loi.

L'esclavage n'est point aboli par une loi formelle dans le New-Hampshire, comme dans le Massachussetts. Le premier article de la déclaration des droits de cet État, prononce que tous les hommes sont nés égaux et indépendans; mais l'intérêt personnel a fait expliquer cet article pour tous ceux à naître après la proclamation de la constitution. Cependant, il ne se vend pas d'esclaves; la force publique n'arrête point ceux qui se sauvent; et le peu d'esclaves qu'on voit dans cet État, sont absolument traités comme d'autres domestiques. Leurs enfans sont élevés aux mêmes écoles. Le mal réel, l'avilissement de l'esclavage, n'existe donc pas dans le New-Hampshire, et le mot d'esclave y est à peine connu. En ne faisant pas tout, on ne pouvait faire mieux.

Depuis plusieurs années, l'État n'impose

point de taxes. Cependant, le principe de la législature est d'en imposer de tems en tems, pour tenir les habitans dans l'habitude d'en payer, et aussi pour augmenter les ressources publiques. Les dernières demandées ont été de vingt-quatre mille dollars. Les terres, les fortunes mobiliaires, les bestiaux, jusqu'à l'argent dans les fonds publics, sont sujets à la taxe, et le tarif de la proportion entre les différens élémens de l'impôt, sert de base à toutes les taxes de comtés et de villes, qui, quoique plus considérables que celles de l'État, sont cependant très-faibles.

Dans l'asseyement général des taxes, chaque comté, et chaque ville de chaque comté, a aussi sa proportion indiquée par la loi, qui peut varier d'après les changemens de quelque importance arrivés dans la richesse de ces villes ou comtés.

Les procédés pour l'asseyement et la levée des taxes dans le New-Hampshire sont à peu-près les mêmes que dans le Massachussetts. Les évaluations de la matière imposable doivent y être faites au moins tous les cinq ans. La capitation personnelle à laquelle tous les hommes de dix-huit à soixante-dix ans sont soumis, est de huit schellings par tête. Le montant général et annuel de la matière im-

posable, d'après les dernières évaluations faites en 1794, est de quarante-deux mille quatrevingt-dix pounds, ou cent quarante mille trois cents dollars. Les capitations de vingt-huit mille huit cent treize habitans, en font partie. Les selectmen sont dans les villes les assesseurs des taxes. C'est à eux que la répartition des taxes est envoyée par le trésorier de l'État. Ils sont en conséquence autorisés à demander tous les ans à chaque habitant la déclaration de ses biens par écrit. Au cas de mauvaise foi dans ces déclarations, les selectmen font taxer celui qui en est coupable au quadruple de la somme de la taxe à laquelle il était fixé. Les habitans peuvent choisir les collecteurs, mais le choix en est généralement laissé aux selectmen, et ceux-ci s'arrangent avec les habitans pour les frais de levée, qui sont de quatre à cinq pour cent. Les taxes doivent être levées et remises au trésorier dans le cours de l'année. Elles sont généralement payées avec régularité. La loi donne les moyens de faire payer les selectmen, collecteurs, trésoriers, etc. négligens ou infidèles.

La dette de l'État, dont je n'ai pu parvenir à connaître le montant exact, est très-peu considérable, et sera probablement entièrement acquitée en très-peu de tems.

Les chemins et les poteaux indicateurs que la loi y prescrit, sont entretenus par les villes, c'est-à-dire par le travail de chaque habitant, ou le rachat de ce travail en argent. Les taxes des pauvres sont aussi des taxes de villes. Plusieurs maisons sont établies pour les recevoir dans l'étendue de l'État, et y sont à peu-près aussi mal tenues que par-tout ailleurs.

Portsmouth est le seul port de l'État de New-Hampshire. *Exeter* et *Dover,* dans le haut de la même baie où montent quelques vaisseaux de petit tonnage, ne font de commerce que par Portsmouth, et n'ont pas de douane. Les exportations de Portsmouth ont été, en 1790, de 134,309 dollars; en 1791, de 151,425; en 1792, de 181,368; en 1793, de 176,083; en 1794, de 164,217; en 1795, de 246,364; et dans les six premiers mois de la présente année 1796, de 262,351 dollars. L'augmentation considérable de cette année est due à la circonstance particulière de plusieurs bâtimens venant des Antilles, qui, quoiqu'adressés ailleurs qu'a ce port, ont été contraints de s'y décharger. Le produit des douanes, c'est-à-dire des droits différens sur les matières importées, a été, en 1790, de 16,579 dollars; en 1791, de 31,754; en 1792, de 45,499;

en 1793, de 51,758; en 1794, de 51,803; et en 1795, de 59,658. Les principaux articles de ces importations sont les productions des colonies; les vins, les savons, les huiles, les chanvres d'Europe et les ouvrages manufacturés. C'est avec les îles françaises que se fait le plus fréquemment le commerce de New-Hampshire, et en Europe, avec la Hollande et l'Allemagne. Les marchandises anglaises y parviennent le plus communément par Boston. Les vaisseaux de Portsmouth qui vont en Angleterre, n'y touchent généralement qu'à leur retour d'Allemagne.

Les produits du New-Hampshire sont le maïs, le bled, l'orge, le seigle, le bétail rouge, les chèvres, les moutons, les cochons, les chevaux, les mulets, la volaille, le lin, le chanvre, la potasse, la péarlasse, les bois de toute espèce et en grande quantité. Ils fournissent à ses exportations, mais la situation de l'État de New-Hampshire, qui éloigne de la mer un grand nombre de ses habitans, et les rapproche de la rivière Connecticut et de celle du Nord, fait verser à Albany et New-Yorck, ou dans les villes de l'État de Connecticut une grande quantité de ces produits. Il réexporte aussi beaucoup de denrées venues des colonies. Le total du tonnage employé pour son commerce

étranger, était, en 1793, de 11,709 tonneaux; en 1794, de 12,011 ; en 1795, de 12,970; en 1796, il est de 13,540. Le tonnage employé au cabotage et à la pêche, était en outre, en 1793, de 1,255; en 1794, de 1,428; en 1795, de 1,446 ; et en 1796, de 1,450.

La population de l'État de New-Hampshire est d'environ cent quatrevingt-dix mille ames. Quoique presque tous les townships, qui sont généralement de six milles quarrés , soient concédés par l'État, quelques-uns sont encore sans habitans , et un grand nombre en a peu. Ce n'est que de sa propre population que l'État peut attendre un grand accroissement. Aucune immigration étrangère n'y a lieu. Les loix de la Nouvelle-Angleterre ont long-tems prohibé l'admission des émigrans européens, excepté les Anglais qui ne quittent pas aisément leur pays. Depuis que ces loix de prohibition ne sont plus en vigueur, les émigrans étrangers n'abondent pas davantage en New-Hampshire; d'abord parce que le Connecticut, Rhode-island, le Massachussetts sont peuplés à peu-près autant qu'ils peuvent l'être, et puis parce que l'émigration étrangère ayant pris depuis long-tems son cours vers les États de New-Yorck et de Pensylvanie, etc., elle le suivra long-tems par les raisons de parenté et les

relations des nouveaux émigrés avec les anciens. Les émigrations de ces trois États populeux de la Nouvelle-Angleterre, qui ne se portent point dans l'Ouest, tournent dans le Vermont de préférence au New-Hampshire, parce que les terres y sont à meilleur marché. L'État de Vermont a d'ailleurs, au moment de sa formation, rendu une loi injuste en elle-même, mais favorable à sa prompte population. Une grande partie de ses terres avait été concédée en masse aux habitans du New-Hampshire, par les gouverneurs de cet État, dont Vermont faisait partie alors. Devenu État, la législature de Vermont a déclaré que quiconque se mettrait en possession des terres non habitées, quelqu'en fussent les propriétaires, en jouirait sans pouvoir être troublé pendant l'espace de sept années. Les gens sans aveu, les débiteurs, les gens sans propriétés y sont arrivés de toutes parts. Les habitans de New Hampshire, propriétaires de ces terres, craignant de s'en voir entièrement évincés, ont fait avec les nouveaux venus les arrangemens que ceux-ci ont voulu. L'État de Vermont s'en est accrû si promptement qu'à peine peuplé de quarante mille habitans il y a dix ans, il l'est de plus de cent mille à présent, et les terres y sont

encore à un prix inférieur à celui de New-Hampshire, qui est depuis un jusqu'à cinq dollars dans l'intérieur, selon le nombre déjà établi d'habitans dans le township où on les achète.

Des écoles gratuites sont entretenues aux frais publics dans le New-Hampshire comme dans le Massachussetts, avec la différence que dans aucune d'elles, on ne donne aux enfans les premières leçons de la lecture. On y enseigne l'écriture, l'arithmétique, le latin, que l'on conduit jusqu'à Virgile et Ciceron, le grec que l'on borne à la traduction de la bible, et les principes de la langue anglaise. Une académie à Exeter pousse un peu plus loin cette instruction, et donne quelques élémens des sciences. L'université de New-Hampshire est à *Dartmouth*, sur la rivière de Connecticut. Les parens des enfans doivent leur faire apprendre à lire. Le défaut de première instruction gratuite nuit certainement à l'instruction générale du pays.

Plus je vois l'Amérique, plus je me persuade que l'esprit du peuple y est bon partout. L'habitant est laborieux : chaque famille a ses manufactures domestiques, où tous les vêtemens nécessaires se fabriquent et se teignent. Mais peu de familles s'abstiennent cependant d'acheter au store quelques

ques étoffes, quelques rubans d'Europe, pour ne point paraître le dimanche au *meeting*, moins bien mis que ses voisins.

La milice de New-Hampshire est divisée en vingt-huit régimens, et se monte à vingt-huit mille hommes, dont deux mille de cavalerie et six cents d'artillerie.

Malgré la clause constitutionnelle qui exige la religion protestante pour exercer toute fonction publique, la liberté de religion est entière dans l'État, et presque toutes les sectes chrétiennes y ont des édifices de culte.

Les plus anciens settlemens dans le New-Hampshire eurent lieu peu de tems après ceux de Massachussetts. Portsmouth et Dover furent les premiers lieux de réunion. Des troubles survenus dans cette province y ayant produit un état d'anarchie dont le plus grand nombre des habitans gémissait, ils se mirent sous la protection de la province de Massachussetts, beaucoup plus florissante, et où un système plus régulier de loix était suivi. Ils s'y incorporèrent en 1642; mais la province de New-Hampshire se peuplant davantage, et les mécontentemens étant survenus de la supériorité que le Massachussetts voulait prendre sur elle, des querelles de religion aigrissant d'ailleurs ces mécontentemens, les habitans

présentèrent à la cour d'Angleterre une pétition pour redevenir province séparée ; et un édit de Charles II, en 1679, faisant droit à leur demande, créa le New-Hampshire province distincte et royale.

Une des frégates du nombre des six dont le congrès avait voté la construction il y a deux ans, devait être construite ici. Mais comme celles de Portsmouth en Virginie et de New-Yorck, elle est du nombre des trois dont le congrès, dans sa dernière session, a suspendu le travail. Les bois qui ont coûté tant d'argent, restent sur le chantier à moitié travaillés, et quelque soin que l'on assure être dans l'intention de prendre pour leur conservation, d'ici à quelques années peu d'entre eux seront en état de servir. Dans un chantier voisin à celui où cette frégate était en construction, les mêmes ouvriers en construisent une de trente-deux canons, commencée il y a un mois, et qui doit être finie le printems prochain. C'est un don que le dey d'Alger vient d'exiger des États-Unis, pour tenir fidèlement le traité fait avec eux ; on assure que cette condition, que le pouvoir exécutif des États-Unis s'empresse de remplir, est le résultat d'un traité supplémentaire qui demeure inconnu jusqu'à la première session

du congrès, mais qu'il est hors de doute que la nécessité le fera adopter. Lorsqu'on se rappelle que ces six frégates avaient été ordonnées pour arrêter les pirateries des Algériens qu'on lit le traité fait depuis, et qu'on voit qu'une frégate est donnée par l'Amérique à ces mêmes Algériens, on aurait droit de s'étonner que la force des États-Unis et la consistance de leur politique fussent en grand honneur à Alger.

J'ai fait, en allant à Portsmouth, la même route que l'année dernière par Salem, Newbury, Hampton; je n'ai donc rien de plus à en dire si, ce n'est que les prix de presque toutes les denrées sont un peu augmentés, et que l'on construit des bâtimens dans tous les creeks, avec plus d'activité encore que l'année dernière, comme si le commerce sur les bâtimens américains devait continuer toujours dans la même étendue. La guerre cependant ne peut pas toujours durer, et beaucoup de ces propriétaires de vaisseaux s'appercevront à la paix qu'ils auraient pu placer plus utilement leur argent.

Je suis revenu de Portsmouth par la route d'en haut. Elle s'éloigne de plusieurs milles des bords de la mer, et n'est pas plus longue que l'autre; elle est aussi moins agréable,

plus difficile par les montagnes et les sables qu'elle traverse; elle parcourt sur-tout un pays moins beau et moins cultivé.

Exeter.

Cette ville à quatorze milles de Portsmouth, est le siège du gouvernement de New-Hampshire, elle est dans le comté de *Rockingham* sur la rivière *Surampscot*, à la tête de la baie *Piscataqua*. Composée d'environ trois cent cinquante maisons, elle contient de seize à dix-sept cents habitans. Les maisons y sont assez jolies. Plusieurs moulins à bled, à papier, à foulon, à tabac, à chocolat, à scie, et quelques usines pour les ouvrages de fer lui donnent une assez grande activité.

J'ai dit qu'il y avait une académie dans cette ville. Elle a été incorporée en 1781, par un acte de la législature sous le nom de *Philip's Exeter academy*, du nom de M. Philip, ministre d'Exeter, qui en a été le principal donataire. Avant la révolution et dans le tems où le port de Portsmouth faisait un grand commerce, on construisait beaucoup de bâtimens à Exeter; depuis que le commerce de Portsmouth est tombé, la construction a été réduite presqu'à rien. On n'y fait plus annuel-

lement que deux à trois bâtimens, et ce ne sont que des sloops. Il n'y a que les bâtimens de trente tonneaux qui puissent y monter.

J'ai oublié à l'article de Portsmouth un petit détail qui y eût été mieux placé qu'à Exeter, quoique le même fait existe. C'est que dans cette ville considérable, où toutes les maisons à une ou deux près, sont construites en bois, les cheminées ne s'y ramonent qu'en y mettant le feu ; on choisit un tems pluvieux, pour que les toits tous couverts de bardeaux, soient moins disposés à s'allumer par quelques étincelles. Il n'est pas d'exemple que cette étrange manière de nétoyer les cheminées ait causé aucun dommage. Le défaut de ramoneurs est le principe de cet usage, qui est devenu tellement habituel, qu'on l'emploie à présent de préférence, quand même il passe des ramoneurs dans la ville. Cette pratique est presque générale dans les petites villes ou villages de la Nouvelle-Angleterre, et aussi dans beaucoup d'autres parties de l'Amérique.

Haver-hill.

D'Exeter à *Haver-hill*, le pays ressemble à un désert. Des bois presque continuels, de la plus pauvre espèce, et de la plus petite venue;

quelques acres cultivés par-ci par-là, mais mauvaises terres, mauvaise culture, mauvaises maisons ; on se croit à cent milles des pays habités. A quelques milles d'Haver-hill, le pays devient plus beau, les terres meilleures, la culture plus habituelle, et les maisons ont plus d'apparence. Haver-hill est dans le Massachussetts sur le Merrimak, même rivière qui forme le port de Newbury. Un assez beau pont y a été construit en 1794. Il est de trois arches faites en bois, de cent quatre-vingt-deux pieds de portée chaque, et appuyées sur des piles et des contreforts de pierres. Ce pont manque de légèreté dans sa partie supérieure ; et comme l'intervalle d'une arche à l'autre n'est pas mis de nouveau avec la plus haute partie des voûtes, on descend de chacune d'elles sur la plate-forme de la pile, pour remonter l'arche suivante, et ainsi de suite ; ce qui en rend le passage assez désagréable. Mais l'architecture civile est encore trop peu avancée dans ce nouveau pays, pour se donner le soin de consulter la commodité des voyageurs.

On construit annuellement à Haver-hill un nombre considérable de navires, souvent cinquante à soixante. La plupart se vendent dans les États du Sud. Six bâtimens seulement ap-

partiennent aux marchands de ce port, et font le commerce des Antilles, même d'Europe, mais ils portent leur chargement à Boston, d'où l'on tire les marchandises étrangères nécessaires à l'usage et au commerce d'Haverhill, qui approvisionne une assez grande quantité de townships en arrière. Les stores y sont multipliés et bien fournis. Quelques distilleries, et une manufacture assez considérable de toiles à voiles sont les fabriques les plus importantes de cette ville. Quoique le New-Hampshire et le Massachussetts produisent du chanvre, celui de Russie est le seul employé dans cette manufacture de voiles, et il se tire de Boston.

On m'a assuré que les bâtimens de cent tonneaux arrivaient chargés à Haver-hill dans les hautes marées. Cette ville, qui compte de deux à trois mille habitans, est d'ailleurs dans un grand état d'accroissement. On y bâtit beaucoup et de jolies maisons. Le prix des terres près de la ville est de cent dollars l'acre. A quelque distance, il est seulement de trente. Le maïs et les prés sont à-peu-près les seules cultures de ses environs. On y trouve facilement des ouvriers que l'on paye quatre schellings neuf pences, par jour, et sept dollars par mois. Le maçon gagne jusqu'à sept schellings,

le charpentier de maisons, neuf, celui de vaisseaux deux dollars. Les farines de Philadelphie y sont aujourd'hui au prix de treize dollars le barril, et celles du pays de six à sept. Cette énorme différence ne vient pas seulement de la différence dans la beauté des grains, et dans la bonté des moulins, mais aussi dans la falsification de la farine du pays qui, n'étant soumise à aucune inspection, est mêlée de farine de pois, de fèves, de pommes de terre, et est ainsi inférieure même à la bonne farine de maïs.

Retour à Boston.

Au-delà du pont d'Haver-hill on entre dans le township de *Brandfort,* toujours dans le comté d'Essex. Les terres y sont de même nature. Il y a dans ce township une fabrication considérable de souliers d'hommes pour exportation. On y estime à deux cents paires par jour le travail fait en ce genre par les ouvriers de ce petit lieu. Ces souliers bons et bien faits se vendent quatre schellings neuf pences et demi. Le cuir qui y est employé vient de la partie espagnole de St. Domingue. D'Haver-hill à Boston, le pays devient tout à-fait riche. Les bonnes maisons, les belles fermes

y sont en abondance. Le township d'*Andover* est particulièrement remarquable par ses charmantes prairies, et les nombreux et beaux bestiaux qui les peuplent.

Dans ce petit voyage j'ai, comme à mon ordinaire, causé avec autant de personnes que j'en ai trouvé disposées à la conversation; et il n'est pas très-commun en Amérique d'en rencontrer qui s'y refusent, sur-tout dans ce qui n'est pas la première classe : par-tout j'ai remarqué du respect pour le Président, mais de l'indifférence sur sa résignation. *Il est vieux, les hommes ne peuvent pas toujours durer :* voilà la phrase générale. D'ailleurs on attache moins d'importance que je ne l'aurais cru au choix du successeur. Dans cette partie du pays cependant, on portera *John Adams* assez généralement. « C'est un bon homme » me disait un colonel *Beverley*, qui tient taverne. « Jefferson est aussi un bon homme; » nous verrons; nous ne pouvons manquer » de trouver de bons hommes en Amérique ». D'ailleurs, l'esprit, les opinions y sont les mêmes que dans toute la Nouvelle-Angleterre, et en vérité que dans presque toute l'Amérique : souvenir sensible des services rendus par la France, et des maux faits par l'Angleterre. Les nouvelles subtilités politiques sur

les vrais motifs de ces services, et les documens d'ingratitude nationale, qui en sont les conséquences, n'ont point altéré encore la bonne disposition où sont les peuples d'Amérique pour la France. Ils se souviennent qu'ils en ont été aidés, et ils lui souhaitent prospérité, s'intéressent à ses succès et en jouissent. Ils se souviennent aussi que l'Angleterre a détruit, brûlé leurs habitations, leur a fait autant de mal qu'elle a pu. Ils ne voudraient pas pour cela se joindre à la France pour faire la guerre à l'Angleterre. Ils n'en tirent pas moins leurs besoins des manufactures anglaises; (et cela soit dit en passant, est un tort qui doit être attribué à l'impéritie de l'ancien gouvernement français.) mais ils font des vœux ardens pour la France. L'attachement pour la Fayette si sensiblement diminué dans les grandes villes même, depuis que je suis en Amérique, n'a rien perdu dans tout le reste du continent; on trouve beaucoup de ces bonnes gens qui assurent qu'une taxe générale qui aurait pour objet de lui faire un fonds considérable, serait payée dans toute l'étendue de l'Amérique avec une grande satisfaction.

Troisième séjour à Boston.

Cette fois j'ai trouvé Boston dans une grande
itation. C'est bien pis que la résignation du
ésident, c'est la connaissance de la résolu-
n que la France vient d'annoncer de faire
endre par ses vaisseaux et ses corsaires tout
timent neutre chargé de marchandises ma-
facturées en Angleterre. J'ai, je pense,
rlé déjà dans ce journal de cet évènement
mme devant arriver, comme étant une re-
ésaille juste, et peut-être trop tardive de la
ise des vaisseaux américains, chargés de
ovisions pour la France, et comme une me-
re qui, vue dans le rapport du commerce,
ppe plus encore sur les Anglais que sur les
néricains, puisque les deux tiers des char-
mens venant d'Amérique ou y rentrant, ap-
rtiennent à des maisons anglaises; qui enfin,
rtât-elle douloureusement sur le commerce
éricain, trouve son excuse dans le dernier
ité fait entre l'Angleterre et l'Amérique,
ns la part que les négocians américains y ont
is, et dans leur facilité à livrer aux Anglais
ns résistance et sans réclamation les vais-
aux chargés pour la France. Je ne pense pas
re abusé par mon amour pour mon pays, en

justifiant ainsi le dernier parti que ses gouve-
nans viennent de prendre, et en trouvant c
moyen extrême dans la justice de l'horrib
droit de guerre.

Je suis persuadé que tout homme neutre
honnête, absolument libre dans ses dispo-
tions, penserait comme moi : mais il ne pou
rait pas plus que moi se flatter que les maison
de commerce d'Amérique eussent la mêm
opinion ; *marchand qui perd, ne peut rire*
dit notre proverbe français ; et certes ce
acte décisif de la France, dont l'objet est d
ruiner les manufactures et le commerce an
glais, sera cruellement senti par les fortune
commerciales de ce continent. Aussi les mar
chands de Boston (au moins une partie d'en
tr'eux) crient à l'injustice, à l'horreur, à l
trahison, et énoncent le désir que l'Amériqu
déclare la guerre à la France. Ce vœu puéril
montre quelle est la perte qu'ils craignent, à
quel point cette sensibilité influe sur leur ju
gement. On ne parlait à Boston que de cett
nouvelle quand j'y suis arrivé ; elle y avait ce
pendant parmi les habitans, et même parm
les marchands, des apologistes. Depuis que l'on
entend dire qu'une flotte française se dirige
vers *Halifax*, on parle moins haut contre cett
déclaration ; car la peur, comme l'intérêt,

ussi son influence. Si la France, en faisant
uffrir un peu le commerce d'Amérique,
ontre qu'elle pourrait lui faire plus de mal,
le aura pour amie cette partie des Améri-
ins aujourd'hui contr'elle. C'est la voie qu'a
is l'Angleterre, il est fâcheux de le dire,
le est bonne et sûre.

Quant à moi, j'aime à voir dans cette me-
re prise par la France, un moyen de forcer
Angleterre à une paix prompte; elle sera
n bien pour le peuple anglais, elle en sera
n grand pour le peuple français, car la paix
t la plus efficace manière de consolider la
berté et la constitution, tandis que la guerre
t toujours un danger pour l'une et l'autre.
spérons donc qu'une paix durable rendra à
Europe la tranquillité, la sécurité dont elle
tant besoin, et que la France sachant porter
fardeau difficile de la prospérité, se mon-
era aussi grande, aussi généreuse en posant
s armes, qu'elle s'est montrée terrible en
s portant. Espérons que cette paix donnera
ientôt au peuple français toute la plénitude
e bonheur qui ne peut lui manquer sous un
ouvernement qui aura le loisir de s'occuper
une bonne administration.

Après un troisième séjour d'une semaine
Boston, je l'ai enfin quitté pour m'ache-

miner vers Philadelphie. Je me suis séparé regret de plusieurs personnes qui m'avaie continué les marques multipliées d'intérêt d'obligeance qu'ils m'avaient prodigué l'ann précédente. A leur tête je mettrai le docte *Eustis*, homme aussi réellement bon qu est agréable, sage, éclairé dans ses opinion libéral dans ses sentimens et dans sa co duite, essentiellement aimable et estimabl et d'une indépendance de caractère qui a sure toutes ces qualités. J'ai conçu pour l une sincère amitié qu'aucune distance n m'empêchera de cultiver.

Marlborough et Williams.

Ma première couchée était le 13 octobr à *Marlborough*, dans la taverne des mêmes Williams chez qui j'avais été malade l'anné dernière, et qui avaient eu de moi des soin si particuliers. Je n'avais garde de ne poin m'y arrêter. Ils m'ont reçu avec de sensible démonstrations de plaisir. On aime à voi ceux à qui on a été utile, et j'ai eu une vé-ritable satisfaction de revoir ceux à qui j'avais tant d'obligation. La récolte du bon Williams a été bonne dans toutes ses cultures. Sa ferme que j'ai parcourue avec lui, est dans un

excellent état ; il fume beaucoup ses terres, aussi ses prairies lui donnent-elles depuis six milliers jusqu'à huit milliers de foin par acre. Il récolte de cinquante à soixante boisseaux de maïs par acre, et le maïs se vend de sept à huit schellings le boisseau, ce qui fait un produit de soixante-dix dollars par acre. Les gages de ses ouvriers sont augmentés, ils étaient de dix dollars par mois l'année dernière, ils sont de douze cette année, et dans le tems des foins, il en a payé jusqu'à vingt dollars. Les terres de sa ferme, dans l'état où elles sont, ne seraient point vendues au-dessous de trois cents dollars l'acre. Il en loue près de chez lui sur le pied de la valeur de cent-cinquante dollars.

Ce pays de Massachussetts, tout montueux qu'il est, est dans un grand état de bonne culture, mais quoique dans quelques town-ships on cultive beaucoup de bled, le maïs, les pommes de terre et les prairies sont les principales cultures.

La politique du vieux Williams n'a pas changé ; toujours zélé admirateur du Pré-dent, et toujours haïssant les Anglais. Il me parlait de l'adresse de résignation du Président. « N'est-il pas vrai, disait-il, qu'elle » contient de grandes vérités ? mais qu'est-ce

» qu'il veut dire avec cette *fondness* et cette
» *antipathy* qu'il ne veut point que les Amé-
» ricains conservent. On dit qu'il veut par-
» ler des Français et des Anglais. Je n'aime-
» rais pas trop cela, mais notre vieux homme
» en sait plus que nous ; il a sans doute de
» bonnes raisons. »

Brookfield.

De Marlborough à *Brookfield*, où j'ai terminé mon second jour de voyage, la nature du pays et de ses cultures est la même. Dans les environs de Brookfield, on cultive du bled, de l'orge, du seigle, peu de maïs et des pommes de terre en quantité. Des champs tenus en bon état en donnent deux cents boisseaux, et le boisseau se vend deux schellings; c'est donc un produit par acre de soixante-six dollars. En quelque abondance qu'elles se récoltent, on en trouve sans difficulté la vente à ce prix. On nourrit dans ces environs beaucoup de bestiaux qui sont promptement enlevés, dès qu'ils sont en état d'être vendus. Indépendamment de la consommation de la ville qui est considérable, on y sale une grande quantité de bœufs pour exportation. On élève aussi quelques chevaux. Les terres sont fumées, mais

mais beaucoup moins bien qu'auprès de Boston. Les prairies en bon état y rapportent cependant six milliers de foin par acre. Le maïs ne vaut ici que six schellings neuf pences le boisseau. Les terres dans le centre le plus peuplé du township se vendent à deux cent trente dollars l'acre ; un peu en arrière et par corps de ferme, trente-quatre dollars seulement. Quelques arpens de choix monteraient à soixante-dix dollars. La paire de bœufs propres au travail, coûte de soixante-dix à cent dollars. Les bonnes vaches à lait, vingt-cinq à trente. Il y a dans ces prix quelque augmentation depuis l'année dernière.

Les votes de ce canton pour le Président comme dans la très-grande majorité de la Nouvelle-Angleterre, se porteront sur John-Adams ; il semble, quoiqu'à mon grand étonnement, que cette nomination n'occupe que médiocrement les esprits.

Palmer.

De Brookfield à *Palmer*, le pays est plus montueux, et le sommet des petites montagnes est moins cultivé ; cependant elles le sont jusqu'à une certaine hauteur, ainsi que les vallées. Des bestiaux en quantité couvrent les

prairies et sont d'une belle espèce. On traverse plus de bois qu'on n'en avait rencontrés depuis Boston. La farine de Philadelphie, qui était tombée il y a deux mois à dix dollars, s'est relevée à treize et quatorze dans les campagnes. Celle du pays ne coûte que neuf dollars; mais on préfère celle de Philadelphie, malgré cette différence, quand on peut s'en procurer.

Springfield. Arsenal, etc.

Le pays jusqu'à *Springfield*, devient beaucoup moins cultivé encore, et à six ou sept milles de cette ville, ce n'est que du sable aride, où croissent de chétifs pins. Les terres sont encore bien sablonneuses à Springfield; mais le voisinage de la rivière de Connecticut, et la meilleure culture les rend plus productives. Le seigle, le maïs, les pommes de terre et les prairies y sont les cultures les plus habituelles. Quelques fermiers sèment du bled, particulièrement sur les nouvelles terres; mais de dix récoltes de bled, il n'y en a pas une passable, d'autant qu'on fume extrêmement mal dans ce canton. Les terres dans la ville, peuvent s'acquérir à soixante-six dollars l'acre; cependant, dans le centre

: près la rivière, il est des acres qu'on
ierait deux cents dollars, mais en petite
iantité. En arrière, elles ne valent que de
iit à seize.

Les prix des productions et des travaux sont
peu-près les mêmes qu'à Palmer et Brook-
ild, peut-être un peu inférieurs. On s'y
ocure facilement un ouvrier pour quatre à
nq schellings par jour, sans nourriture, et
ur neuf dollars par mois.

Springfield est un joli village assez bien bâti;
est peuplé de dix-huit cents habitans. Un
s arsénaux des États Unis y est établi. On
fait des fusils, on y fond des canons, des
uziers, on y construit des affûts, etc.,
ais en bien petite quantité. Les magasins
contiennent pas plus de dix mille fusils,
nt sept mille sont français et de l'ancien
odèle de 1763. Ce modèle, réformé depuis
ng-tems en France, est celui que l'on suit
. Amérique, mais encore imparfaitement.
ı ne peut, cependant, pas dire que ces fu-
s soient mauvais; leur plus grand défaut
t d'être trop pesans du bout.

Une trentaine de canons, dont vingt fran-
is, sont aussi dans ces magasins. Ceux de
nte américaine m'ont paru bien faits; les
ûts le sont bien aussi, mais leur nombre

et leur espèce ne correspondent point av
les canons et les obuziers. En tout, il m
semble qu'il y a peu d'intelligence dans
direction générale de l'armement américai
D'ailleurs, les approvisionnemens ne so
pas au vingtième de ce qu'exigerait un ét
raisonnable de défense. Les magasins so
en bon ordre et très-bien tenus. Un entr
preneur fournit les fusils aux directeurs q
les reçoivent. Chaque fusil lui est payé on
dollars par les États-Unis. Un autre entr
preneur fournit les canons. Mais comme
était absent pour ses affaires, je n'ai pu s
voir aucun détail des prix; le directeur n'
était pas instruit. J'entrerais inutilement da
plus de détails sur cet arsenal qui, quoiqu'
des principaux des États-Unis, n'est d'auc
poids dans leur puissance.

Un Français, M. *Pourcheresse Bourgu
gnon*, jadis officier dans Royal-Suédois, e
un assistant du directeur; il semble aussi b
que malheureux. Il a femme et enfans,
n'a pour vivre que sa place qui lui vaut tr
cent soixante dollars par an. Mais il a le b
esprit de se louer des Américains, de bi
vivre avec eux, de s'en faire estimer et aime
et d'être reconnaissant pour ceux qui lui o
fait du bien. Sa femme encore jeune est i

ressante par sa figure, son malheur et son
urage. Ils ont mérité et obtenu l'un et l'autre
stime et l'intérêt général de tous les habitans
Springfield.
Il y a encore à Springfield une bonne dis-
lerie, un moulin à papier, et une tannerie.
ne assez grande manufacture de toiles à
ile y est tombée par le prix excessif des
vriers, la difficulté de s'en procurer et de
conserver. D'ailleurs Springfield, dont les
emiers établissemens datent de 1636, ne
çoit depuis vingt ans aucun accroissement
nouveaux habitans.
M. *Lyman*, membre du congrès, pour qui
vais une lettre de mon ami le colonel
rr, que j'avais par hasard rencontré à Bos-
n, m'a paru sage dans ses opinions, modéré
doux; il est, comme une grande partie de
tat qu'il représente, fédéraliste dans sa po-
que, mais plus tolérant que beaucoup
utres pour ceux qui ne pensent pas comme
, et qu'il ne cesse pas d'estimer et d'ai-
er. D'ailleurs l'esprit général de la ville est
mme dans les autres parties du pays que j'ai
versées, plein de respect pour le Président,
ttachement pour la constitution, d'éloigne-
ent pour la guerre, et de dispositions ardem-
ent favorables pour les Français.

Indépendamment des petites manufacture dont j'ai parlé qui se trouvent dans le township de Springfield, il y a encore une fabrique de fer fondu, appartenante à plusieurs associés ; dont un colonel Smith, marchand de la ville, est un des principaux. La mine qu'on y employe se trouve dans des marais à un mille de l'usine, qui est elle-même à quatre milles de la ville. Cette manufacture fabrique de gros ouvrages, principalement des marmites pour le sucre d'érable, dont se pourvoyent tous les habitans des pays de derrière. Elle fait aussi des marmites ordinaires, des chenets, etc. Elle travaillait considérablement dans son principe, mais elle est fort diminuée par les raisons qui empêchent toutes les manufactures de réussir en Amérique, et ne fournit guère aujourd'hui qu'à la consommation du township.

Canal de Hadley.

A huit milles de Springfield sont à *Hadley* les falls ou rapides du Connecticut. Un petit canal de deux milles vient d'être construit pour les éviter, et rend ainsi la rivière navigable jusqu'à soixante ou quatrevingt milles plus haut. Ce canal est élevé de plus de vingt pieds au

dessus du lit de la rivière ; les bateaux y sont montés et en descendent à sec par un plan incliné. Ils sont placés sur une espèce de chariot ceintré comme leur forme ; ensuite un cabestan les amène de la rivière dans le canal, ou du canal dans la rivière. Le cabestan est mu par une roue que l'eau de la rivière fait mouvoir. Les bateaux ne sont pas déchargés dans cette opération. J'avais vu en France un semblable projet dont M. Brulé se disait l'auteur. Le tems seul peut apprendre si, comme on le croyait en France, la durée des bateaux souffre de cette opération. Je suis porté à le craindre.

West-springfield et Westfield.

En sortant de Springfield on passe la rivière Connecticut dans un assez bon bateau, dont toutefois on désirerait que les bords fussent plus élevés, car ils ne seraient pas sans danger avec des chevaux peu tranquilles. Au delà de la rivière on entre dans le township de *West-springfield*, un des plus riches et des plus peuplés du Massachussetts. Les terres de ce côté de la rivière sont incomparablement meilleures que du côté de Springfield, et beaucoup d'habitans de cette dernière place en

sont propriétaires ; on les cultive principalement en prairies. Il s'y élève des bestiaux de toute nature et en grande quantité. Le township de Westfield qui l'avoisine est moins riche en terres, et sur-tout moins peuplé ; aussi beaucoup de terres qui pourraient donner de bonnes récoltes, ne sont pas cultivées. Westfield sur la rivière de ce nom, est un assez joli petit village, bien bâti au milieu d'une plaine. Le sol y est d'un sable gras, et les prairies y sont comme ailleurs la culture principale. Les terres nouvelles sont semées en bled, ainsi que dans tous les nouveaux défrichemens où la terre n'est point de première qualité. On y paye l'ouvrier de huit à neuf dollars par mois. Le bled se vend neuf schellings le boisseau, le maïs cinq, l'avoine deux, la bonne paire de bœufs soixante-dix dollars. Les terres neuves de trois à dix dollars l'acre, selon leur qualité et leur position ; et en corps de ferme de vingt à trente dollars.

Stockbridge.

De Westfield à *Stockbridge* on traverse successivement les townships de *Brandford*, *London*, *Betléhem*, *Russel et Kyrnigham*. Ils occupent toutes les montagnes Vertes dont

la chaîne a plus de vingt milles d'épaisseur, et comme je crois l'avoir dit ailleurs, commence à New-haven, et traversant le Connecticut, le Massachussetts et l'État de Vermont ne se termine qu'au fleuve Saint-Laurent en Canada. Les terres de ces townships sont médiocres et très-peu habitées ; on se croit en les traversant dans la province de Main ou dans les derrières du Génessée ; on y trouve des défrichemens à toutes les époques, mais toujours très-peu nombreux. Les terres s'y vendent de dix à quinze schellings. On pourrait être étonné que, si près de grands marchés pour les produits, l'émigration du Connecticut et des parties trop peuplées de l'État même de Massachussetts, ne se porte pas dans ces parties plutôt que dans le Vermont ou dans le Génessée. Mais l'Américain donne avant tout dans son émigration la préférence aux terres qu'il croit les meilleures, et n'est retenu par aucune considération de voisinage avec sa famille ou ses compatriotes, ni par les plus grandes distances pour aller les chercher, et les terres non défrichées de Massachussetts sont loin de valoir celles du Génessée, de l'Ohio, du Ténessée, etc.

Je ne parlerai plus de mes conversations avec les hommes que je rencontre. Elles sont

toutes dans le même esprit; et je suis assuré que l'idée que j'en ai donnée dans ce journal est exactement vraie.

Stockbridge est un des plus riches townships de l'État de Massachussetts. Presque toutes ses terres sont cultivées, à un petit nombre près, qui le sera successivement. On n'y conserve en bois que ce qui est nécessaire pour le chauffage. Ce township principalement placé dans une vallée, s'étend aussi sur quelques petites montagnes peu élevées. La terre y est excellente, et presque toute employée en prairies. Le bétail, le beurre, le fromage, et les productions qui ne se consomment point dans le pays, sont généralement envoyés à New-Yorck. Quelquefois le haut prix connu qu'on peut en avoir à Boston, fait préférer cette dernière place, dont cependant les pays montueux et la distance qui en séparent, rendent la communication difficile. Alors ce qui n'est pas bestiaux descend à New-Yorck par la rivière du Nord, distante de vingt milles de Stockbridge, et de New-Yorck à Boston par mer.

Il y a aussi quelques forges et quelques usines de fer fondu dans ce township; mais le prix de la main-d'œuvre et la rareté de la mine qui s'épuise, fait depuis quelques années

diminuer de beaucoup ce travail. L'aisance des habitans rend ici les ouvriers chers et rares; treize à quinze dollars sont les gages qu'on leur donne actuellement par mois. Le prix du bled y est de deux dollars le boisseau, le maïs un dollar, l'avoine deux schellings. La paire de bœufs y coûte de quatrevingt-dix à cent dix dollars. Les terres y sont du prix de quinze à vingt dollars l'acre en corps de ferme.

J'ai vu ici M. *Sedgwrick*, que je connaissais de Philadelphie, et dont j'ai été très hospitalièrement traité. C'est un excellent homme dans tous les rapports privés de la société, mais sa politique est un peu chaude, et passablement intolérante. Il était depuis longtems membre de la chambre des représentans du congrès, et y parlait fréquemment. Il vient d'être nommé sénateur. M. Sedgwrick s'occupe de faire nommer à la place de représentant qu'il laisse vacante, M. *Williams*, son élève et son ami, qui semble plus exalté encore que lui en politique anglaise. Le général *Skinner* est le compétiteur de M. Williams. C'est un homme de soixante ans, employé honorablement toute sa vie dans les offices publics, et qui, pouvant il y a quatre ans rivaliser M. Sedgwrick dans son élection, s'est retiré sous la promesse de celui-ci de lui donner les voix

de ses amis à la première vacance. Mais M. Skinner a dit une fois, l'année passée, dans une taverne, qu'il n'aimait point le traité avec l'Angleterre, et dans la tolérance du parti adverse, on ne peut pas être honnête homme, et ne point aimer le traité. M. Sedgwrick agit donc contre lui, et donne toute son influence qui est assez grande dans son canton, à M. Williams. C'est ainsi que le fait m'a été conté par plusieurs personnes. La gazette de Stockbridge est pleine de ces scandaleuses querelles, et peut, sur ce point, rivaliser avec celles de Géorgie. Le général Skinner y est stigmatisé anti-fédéraliste, et mauvais homme *(no good man)* parce qu'il n'aime point le traité, et qu'on lui présume une prédilection pour la France sur l'Angleterre. M. Williams est invectivé dans l'autre sens.

A trente milles de Stockbridge et dans le township de William, est un collége où l'on prend les degrés inférieurs au doctorat. On le dit assez bon.

Dans une promenade que j'ai faite avec M. Sedgwrick, jusqu'à *Great-Barrington*, j'ai vu une continuation de beau et bon pays bien cultivé, toujours en prairies, et d'excellentes terres. On dit qu'il s'étend dans la même nature jusqu'à New-Yorck.

Caractère des habitans du Massachussetts.

Avant de quitter le Massachussetts, je dois ajouter quelques courtes observations à ce que j'ai eu occasion de dire sur le caractère de ses habitans. C'est peut-être le peuple le plus sans mélange des États-Unis, au Connecticut près, qui l'est autant et par les mêmes raisons. Tout ce qui n'y est pas d'origine anglaise, y est d'origine américaine, et s'est établi en Massachussetts, après l'avoir été dans d'autres États. Le nombre d'Européens n'y est donc pas considérable : aussi le peuple de ces deux États a-t-il plus un caractère commun, un esprit national que les autres. C'est encore sans doute le peuple le plus industrieux, le plus actif, le plus entreprenant de l'Union. Le désir de gagner de l'argent y est la passion commune et dominante ; elle y est ouvertement avouée : et ce peuple, sous une apparence de franchise et de rudesse, est fin et rusé. Delà, on dit dans les autres États que les habitans de la Nouvelle-Angleterre sont *honnêtes selon la lettre de la loi*. Je ne sais à quel point il est juste d'arrêter là l'éloge de leur probité ; je n'ai point eu d'affaires dans

ce pays. Mais tout ce que j'ai vu me fait croire qu'il est aussi sûr de traiter avec eux qu'avec aucun autre peuple des États-Unis, et je crois, du monde entier. L'esprit de liberté publique y est sévère, et porté jusqu'à la défiance ; quoique le plus grand nombre des représentans de cet État au congrès soient de la politique que l'on regarde comme attachée à l'Angleterre, je crois qu'il n'est aucun peuple en masse dans l'Union qui se ressouvienne plus douloureusement et plus profondément des maux que l'Angleterre a faits à l'Amérique, et qui craigne plus une liaison entière avec elle. Les mœurs y sont très-simples ; l'éducation, au moins dans ses premiers degrés, est très-répandue. Il n'est point de maisons dans les parties les plus reculées des campagnes, où on ne lise une gazette ; et peu de townships où il n'y ait une petite bibliothèque publique, levée et maintenue par souscription. Les fortunes considérables qui se font par le commerce des nombreux ports de mer de l'État, empêchent que les mœurs générales n'y soient aussi strictement républicaines que dans le Connecticut. Mais aussi, y a-t-il moins de jalousie, d'intolérance et de puritanisme? L'esprit d'égalité y est porté aussi loin qu'il peut l'être avec de l'ordre dans une grande

société. L'homme le plus riche, le plus heureusement placé dans toutes les circonstances y serre la main de l'ouvrier qu'il rencontre, parle avec lui, non dans l'idée de l'honorer, comme on le voit souvent ailleurs, mais dans celle d'abord du besoin qu'il sait pouvoir un jour en avoir : ensuite sans calcul, par habitude, par éducation, parce qu'il voit en lui un homme son semblable, et seulement dans une autre situation, auquel il se croit d'autant moins supérieur, que souvent il a été lui-même dans une position moins heureuse. Cet hommage naturel rendu à la qualité d'homme, a quelque chose de vraiment satisfaisant pour une ame libre ; sur-tout quand il en résulte que les différentes fonctions de la société n'en sont pas moins scrupuleusement respectées, et que personne n'en est plus gêné dans l'exercice de sa propre liberté.

Moins d'influence des prêtres, voilà ce qui est à désirer dans le Massachussetts, quoiqu'elle y soit moindre que dans le Connecticut, mais elle y est trop grande encore. Les prêtres y font corps, y sont exclusivement à la tête des collèges, et n'y laissent arriver comme instituteurs, que les hommes de leur habit, de leur secte et de leur entière opinion. Cette influence cessera sans doute : peut-

être par un autre excès. Il est possible de prévoir que l'insouciance de la religion se répandra dans ce pays où elle a des germes déjà développés ; et je ne suis point de ceux qui pensent que c'est un avantage pour une nation.

Kinderkoock - landing.

A neuf milles de Stockbridge , on entre dans l'État de New - Yorck , et après avoir traversé deux ou trois townships, on arrive à *Kinderkoock*. Tout le pays qu'on parcourt, offre la même nature de terres, de cultures, par conséquent de produits et d'affaires que le township précédent. Kenderkoock est habité pour plus de la moitié , par des Hollandais ou descendans de Hollandais. Ce peuple n'est pas prompt à changer les vieilles habitudes pour les nouvelles, aussi il cultive et laboure comme il y a cent ans.

Il paraît certain que les fermiers venus de la Nouvelle-Angleterre ont tout avantage sur eux pour les produits, mais l'évidence n'ébranle point leur routine. Ils sèment beaucoup de grains, sur-tout du maïs , épuisent leurs terres et ont de petites récoltes. Peu d'entr'eux entretiennent des prairies étendues , culture générale des fermiers venant de la Nouvelle-Angleterre ,

Angleterre, culture à laquelle la terre semble plus propre, qui est la plus sûre, la plus solidement avantageuse pour le fermier intelligent qui s'y livre. La terre, dans le township de Kinderkoock, vaut vingt dollars l'acre en belle ferme. Les ouvriers sont rares, et coûtent de douze à quinze dollars par mois.

A cinq milles de là, on arrive à *Kinderkoock-landing;* c'est le lieu où les produits de toutes les terres en-deçà des montagnes Vertes, sont apportés pour être embarqués sur la rivière du Nord. Viande salée, bled, maïs, cidre, fromage, beurre, pommes de terre, potasse, graine de lin, etc., tout arrive sur de petites charrettes, voyageant assez rapidement, et s'embarque dans des sloops qui prennent là leur chargement entier, ou qui y achèvent celui qu'ils n'ont pu compléter à Albany. Les denrées sont généralement achetées, dans le pays d'où elles viennent, par des marchands de New-Yorck ou même des environs, mais il arrive quelquefois aussi que les fermiers, croyant trouver un meilleur marché à Kinderkoock, les y amènent pour les vendre eux mêmes, ou les envoient à leur propre compte à New-Yorck, en payant le frêt.

Le village de Kinderkoock-landing est une faible réunion de maisons petites et vilaines.

Six à sept sloops appartiennent à cette place. Le bœuf salé y est inspecté et certifié propre pour l'exportation; celui de première qualité coûte six dollars le quintal. La graine de lin s'y vend dix-huit schellings le boisseau, mais doit encore être nettoyée de sa poussière, avant d'être regardée comme propre à l'exportation. Le bled du pays, et il est beau, ne vaut à présent que treize schellings le boisseau, ce qui ne porte qu'à huit dollars un schelling le prix du barril de belle farine. Il y a quinze jours que ce prix était de près d'un quart en sus.

On ignore ici les causes de cette si grande différence.

Hudson.

Le pays de Kinderkoock à *Hudson*, est beau, un peu montueux, mais ces inégalités dans le terrein ne sont que de petites élévations, toutes bien cultivées. Là comme dans tout le reste du pays, le plus grand nombre des habitans sont Hollandais, descendans des premiers settlers établis en 1636, les autres sont des émigrés de la Nouvelle-Angleterre.

La ville de Hudson a été commencée en 1784, et elle est aujourd'hui composée de plus de quatre cents maisons toutes belles et

bonnes. La population en est de près de trois mille habitans, dont environ deux cents esclaves. Peu de villes, dans l'État de New-Yorck, ont eu un accroissement si rapide; mais depuis deux ans, cet accroissement paraît être arrêté dans sa progression. Elle est élevée au-dessus de la rivière d'environ cent pieds, ses rues se coupent à angles droits comme dans les villes nouvelles. De toutes celles qui sont bâties sur la rivière du Nord, c'est la seule qui fasse directement le commerce étranger. Les vaisseaux de toute grandeur arrivent à ses quais, tandis que les obstructions qui se trouvent dans le cours du fleuve à vingt milles au-dessus, empêchent les vaisseaux de plus de quatrevingt tonneaux de monter jusqu'à Albany. Le commerce de la ville consiste en denrées du pays, en produits des tanneries, des forges, d'une très-belle distillerie de mélasse, et en huile de baleine, quatre des vaisseaux appartenant aux négocians de cette place sont employés dans cette pêche; enfin en réexportation des denrées des colonies.

Seize à dix-huit vaisseaux de diverse force sont employés au commerce étranger, et cinq à six sloops font constamment le cabotage de Hudson à New-Yorck, et portent à cette

dernière place les productions du pays qui ne vont pas directement de Hudson à l'étranger. La ville est habitée par des familles de la Nouvelle-Angleterre, dont un grand nombre de Rhode-island. J'y avais des lettres pour M. *Jenkins*, quaker de Nantuket, et un des fondateurs de cette ville, dont les terreins ont été achetés par une association de trente personnes. Il possède à lui seul cinq actions dans cette compagnie où peu d'autres associés en ont au-dessus de deux, et plusieurs n'ont qu'une moitié ou le quart d'une action.

La politique de la ville, et particulièrement des quakers, est toute anti-anglaise.

Le prix de la construction des vaisseaux est actuellement à Hudson de vingt dollars par tonneau, bois et travail du charpentier compris, et de cinquante dollars prêts à mettre en mer. Les bois viennent du haut de la rivière, et sont d'excellens chênes blancs. Les lots de la ville, qui sont de cinquante pieds de front sur cent vingt de profondeur, sont payés de trois cent quarante à treize cent trente dollars, selon leur position. Les terres voisines en corps de ferme plus d'à moitié défrichées, se peuvent acquérir pour dix dollars l'acre, et sont bonnes. Les ouvriers sont rares; il faut les payer quazorze dollars par

mois. Le prix du bled est ici réglé par celui d'Albany et de New-Yorck. Il est à présent à treize schellings dans cette première place, et à quatorze dans la dernière.

Hudson est port d'entrée, et a un collecteur de la douane depuis 1795. Mais les vaisseaux qui y arrivent de l'étranger sont, pour éviter le danger de la fraude, obligés de faire leur déclaration en passant à New-Yorck, où le collecteur leur met à bord un officier s'il le juge à propos. Ainsi les déclarations se font principalement à la douane de New-Yorck. La valeur des exportations d'Hudson inscrites à la douane de cette place, n'a été en 1795 que de 3,500 dollars.

Une banque est établie à Hudson, sous le nom de *Columbia.* Son capital, qui par la loi qui l'a incorporée ne peut s'élever au delà de cent soixante mille dollars, est composé de quatre cents actions chacune de quatre cents dollars.

Speranza. Freehold et le Major Prevost. M. Rouere.

De l'autre côté de la rivière du Nord est la nouvelle ville de *Lamsburg*, à laquelle ses fondateurs ont aussi donné le nom modeste de

Spéranza. Cette ville, où une seule mauvaise maison existait depuis nombre d'années, n'est réellement commencée que de l'année dernière. Il y a présentement une cinquantaine de maisons bâties ; des stores, des négocians y sont établis. Un brig est déjà construit et employé de Spéranza à New-Yorck. Cette ville, sans aucun doute, aura un grand accroissement; elle partage avec toutes les villes bâties sur la rive Ouest de cette belle rivière l'avantage d'un vaste pays en arrière qui, à mesure qu'il se cultivera, donnera d'immenses produits qui n'ont point de débouchés plus commodes et plus sûrs que ceux de la rivière du Nord, mais ces pays sont encore pour la plupart des déserts. Les habitations y sont rares, et dispersées. Voilà les obstacles communs à une grande prospérité actuelle de commerce pour toutes les villes, et Spéranza aura de plus à vaincre l'habitude qu'ont les fermiers d'aller porter leurs denrées à des villes voisines plus anciennement établies, les propriétaires des terreins de la ville font aujourd'hui un chemin qui rejoignant à vingt milles la route qui vient du Génessée, rendra son abord plus facile que celui des autres villes, et doit lui faire donner la préférence quand il sera fait; il est

très-avancé. Les propriétaires sont MM. Levingston, de New-Yorck. Les lots de ville d'environ un quart d'arpent se vendent déjà deux cent dollars.

Le colonel Burr m'avait donné une lettre pour le major *Prevost,* établi dans le township de Freehold, à seize milles d'Hudson. On suit pendant plus de la moitié du chemin la nouvelle route, et c'en est la plus belle partie. Le reste est montueux, plein de rocs, fangeux, tel enfin que la plupart des routes des nouveaux pays de l'Amérique. Les habitations sont très-rares dans ce trajet, et de la plus médiocre espèce, absolument dans leur commencement. Peu de maisons ont vingt acres *cleared* autour d'elles, et beaucoup en ont moins. Toutes log-houses, le plus grand nombre de ces nouveaux habitans, et c'est la meilleure espèce, viennent du Connecticut. Le major Prevost a une jolie petite maison, bâtie sur un tract de neuf mille acres qui lui appartiennent. Il est fils du général Prevost, employé au service d'Angleterre, qui s'est distingué par la défense de Savannah, et souillé par l'incendie de beaucoup de villes américaines. Il avait, avant la révolution, reçu du roi d'Angleterre pour lui et son fils, environ quarante mille acres de terre dans

différentes provinces de l'Amérique. Ce fils est depuis trente-six ans constamment resté dans les États-Unis. Il y avait épousé avant la guerre une demoiselle de Philadelphie, et a long-tems demeuré en Pensylvanie sur une ferme qu'il faisait bien valoir : mais des dettes faites par son beau-père et par lui-même, avaient engagé une partie de ses biens ; il avait une nombreuse famille à pourvoir, il ne pouvait recouvrer une grande quantité des terres qui lui appartenaient. Il a donc pris le parti de se confiner sur la partie qui lui était le moins contestée, d'y vivre avec économie, et d'y attendre le moment où, ayant pu rentrer dans ses autres possessions, il deviendrait sûr de laisser une honnête fortune à ses enfans. Il a perdu sa première femme, en a épousé une seconde de *Katskill,* et en a déjà trois enfans ; il en a six autres du premier lit, dont deux sont depuis long-tems au service d'Angleterre.

Sa présence a donné une grande valeur à ses terres ; il en a vendu tout ce qu'il ne veut point conserver. Les prix en sont de trois à six dollars l'acre, selon leur situation. Les terres sont généralement bonnes. Il y a construit un moulin à bled, un à scie, un à tan, qu'il tient encore dans ses mains ; et il semble

conduire ses affaires avec beaucoup d'intelligence. Le major Prevost, Helvétien d'origine, a la franchise d'un bon Suisse, et d'un vrai bon Anglais. Il paraît excellent père, et la vie qu'il mène en est la preuve. Il est aimé dans son voisinage, semble juste, parle bien du gouvernement américain, et est un bon et agréable homme. Il a noblement accueilli avec générosité et sensibilité un pauvre Français M. *Rouère*, qu'il a découvert vivant misérablement à Hudson. Ce Français, maréchal des logis des gardes du corps, âgé de soixante ans, s'est trouvé un homme bon et délicat, qui loin de mésuser de la généreuse disposition de M. Prevost, s'y refuse autant qu'il le peut. Trois cents dollars qu'il a reçus de sa famille, quelques montres et autres bijoux qu'il avait apportés, l'ont mis en état d'acheter une petite ferme de trente acres, dont quinze seulement sont défrichés. Il y travaille du matin au soir comme un jeune homme, se contente d'y vivre de lait et de pommes de terre, y oublie ses malheurs, et s'y rend digne de l'estime de tous les hommes qui mettent quelque prix à la délicatesse.

Le nouveau traité fait avec l'Angleterre donne à M. Prevost l'espoir de rentrer dans la possession de toutes les terres qui lui sont

disputées par les États dans lesquels elles se trouvent, ou par différens particuliers qui s'en sont emparés sous de vains prétextes, et les tiennent sans aucun droit véritable. Mais tout cela demande des soins constamment soutenus pendant plusieurs années. Il faudrait être à la suite des tribunaux où ces différentes discussions seront portées, et pousser des avocats fort occupés. Beaucoup de ses adversaires, usurpateurs de ses terres, sont gens influens. Il est fils d'un général anglais, et a lui-même servi en Amérique contre la révolution, il a deux fils au service d'Angleterre ; tous ces faits ne diminuent en rien la justice des droits de M. Prevost, qui me semblent incontestables : mais la justice est ce qu'on obtient souvent le moins de la justice, sur-tout dans ce pays-ci pour les terres ; et M. Prevost doit rencontrer beaucoup de préjugés et de préventions contre lui.

Pendant mon séjour à *Freehold*, il n'a point été question de politique. J'ai pu sans peine deviner quelle était celle du major et de sa famille ; et si j'en eusse douté, l'avidité avec laquelle on y lit *Peter-Porcupine* (*) ne m'aurait laissé aucune incertitude.

(*) C'est une gazette de Philadelphie faite par un An-

Au demeurant, on ne peut avoir été comblé le plus d'honnêtetés que j'en ai reçues de M. Prevost et de sa famille, avec une grande simplicité, et de la manière qui les rend le plus agréables. Mon séjour y a été prolongé par une incommodité légère, qui m'a valu une preuve nouvelle de l'intérêt de M. Guillemard. Il se trouvait à Albany et il y apprit que j'étais malade. Il est accouru à moi avec une bonté qui lui est toujours constante, car il met plus de suite dans ses sentimens que dans ses projets. Cette petite maladie n'était qu'une fièvre tierce, dont j'ai eu plusieurs accès dans le cours de mes voyages, et dont cette fois encore le quinquina à fortes doses m'a débarrassé.

Katskill.

La route de Freehold à *Katskill* est toujours au milieu d'habitations plus ou moins récentes, mais toutes d'une date très-rapprochée. Les

---

glais, et paraissant seulement depuis un an, où à travers des outrages et des calomnies répandues çà et là avec quelqu'esprit, mais avec un mauvais ton, contre tout ce qui n'arbore pas la cocarde Anglaise, on établit comme point de doctrine politique que l'Amérique n'a rien de mieux à faire que de se mettre sous la dépendance du cabinet de Saint-James.

terres cependant se vendent assez cher dans tout ce trajet. A *Singlekill*, où nous avons diné le 31 octobre, entre Freehold et Katskill leur prix est de six à sept dollars par acre, sans aucun défrichement, et de dix à douze en ferme, avec un quart défriché. Les fièvres intermittentes sont assez communes en automne dans ces cantons. On dit même qu'elles y sont plus fréquentes depuis trois ans. Elles l'avaient été beaucoup dans les commencemens du settlement, et avaient cessé de l'être pendant quelques années. Comme les habitans ne connaissent aucune raison à ce retour d'insalubrité, ils l'attribuent à *quelque chose dans l'air* (some thing in the air) : mais ce qui arrive dans ce pays est très-fréquent dans les nouveaux pays qui, jusqu'à ce qu'ils soient défrichés entièrement ou au moins en grande partie, deviennent plus mal-sains probablement par les exhalaisons des matières putrides qui couvrent la terre, et des eaux stagnantes sur lesquelles les commencemens de défrichemens amènent l'impression du soleil.

M. Guillemard et moi, car à présent nous voyageons ensemble, avions une lettre de M. Prevost pour M. *Bogardus*, son beau-père. C'est encore un vieux royaliste américain, un grand dévot à *Peter-Porcupine*, et qui pense

que l'Amérique serait bien plus riche, bien plus heureuse, si elle avait encore l'honneur d'appartenir à sa majesté George III. Mais c'est d'ailleurs un brave et excellent homme, bien hospitalier, et de qui nous avons aussi beaucoup à nous louer. Il habite une petite maison sur le bord du creek opposé à celui où est bâtie la petite ville de Katskill. A cette maison tient une ferme de trois cents acres. Il a acheté le tout trois mille dollars il y a six ans, et pourrait en avoir aujourd'hui dix mille. Il est vrai qu'il y a fait de grandes améliorations. Alors il n'y avait que huit maisons bâties dans la ville, et il y en a aujourd'hui environ cent, dont quelques-unes de bonne apparence.

Sept bâtimens, la plupart sloops, appartiennent à cette petite ville et font constamment le trajet de Katskill à New-Yorck. Un seul brick de cent cinquante tonneaux est employé l'hiver au commerce des Antilles, et même va en Europe ; il appartient à M. Jenkins, de Hudson.

Katskill, ainsi que toutes les autres villes situées comme elle, reçoit les produits des pays de derrière : mais une trouée naturelle dans les montagnes Bleues qui séparent obliquement les pays qu'arrose la Susquehannah

dans le commencement de son cours, de ceux qu'arrose la rivière du Nord depuis Albany jusqu'à Katskill, rend la communication avec cette dernière place plus facile.

On nous a dit que les potasses et les péar-lasses, qui sont un grand objet de commerce dans les pays en défrichement, arrivaient à Katskill de plus de cent cinquante milles. Ces potasses se vendent à présent cent soixante-quinze dollars le tonneau. Leur prix ordinaire est de cent. Il faut de cinq cents à sept cents boisseaux de cendres, selon leur qualité, pour un tonneau de potasse. Les cendres dans tous les pays que je viens de parcourir, se vendent un schelling le boisseau. Les potasses sont inspectées avant de recevoir la permission de l'exportation. Mais souvent, soit inhabileté ou faiblesse de l'inspecteur, elles contiennent de la chaux. On les distingue en première et seconde qualité. Le bœuf salé se distingue en *prime beef,* seconde qualité, et commun. Le porc, en porc *prime* et commun.

Katskill est bâtie sur une petite colline qui sépare le *Katskill-creek* de la rivière du Nord, où il se jette à l'extrémité de cette colline. La plus grande quantité des maisons sont placées du côté du creek où se font les embarcations. Quelques-unes cependant ont lieu du côté

de la grande rivière. La propriété des terreins de la ville est disputée par trois prétendans, mais tenue par un des trois, *Clark et Compagnie*, en vertu d'une ancienne patente qu'il a achetée, et qui fait le motif de la réclamation des autres. En attendant, les habitans tiennent de Clark leur terrein, et croient le tenir du propriétaire légal. Mais cette difficulté existante, que les autres ne se pressent pas de faire juger, empêche beaucoup d'acquéreurs de se présenter. Les lots cependant se vendent à un haut prix, quand ils se vendent; ils sont d'un huitième d'acre, et se payent jusqu'à trois cent soixante-quinze dollars. L'embouchure du creek n'est pas à plus d'un quart de mille de la ville.

Katskill est à cent-vingt milles de New-Yorck, et les eaux qui dans les grands vents de Sud, deviennent absolument salées, sont saumâtres dans tous les tems de l'année. La marée remonte jusqu'à Hudson.

Les ouvriers se payent à Katskill, treize dollars par mois, et ne se trouvent pas facilement. Il y a un marché régulier, où le bœuf se vend huit pences la livre.

Il se fait le long de la rivière du Nord un grand commerce de planches, mais ici comme dans le Massachussetts et dans la

province de Main , les *planks* n'ont pas la double épaisseur des *boards ;* leurs dimensions varient selon les lieux : elles sont d'un pouce et demi d'épaisseur à Albany, d'un pouce un quart à Katskill. C'est sur ces dimensions que se font les marchés qui ne sont pas autrement spécifiés. Les boards ont un pouce d'épaisseur, et dans ces dimensions, se vendent dix dollars le millier de pieds ; les planches, seize dollars deux schellings ; les essentes, sept dollars et demi le millier ; les merreins pour barrils, *(Barrel staves)* dix-sept dollars et demi. Les merreins sont de chêne ; tout le reste est de pin jaune. L'écorce d'hemlocks, dont il se fait aussi un grand commerce, pour les tanneries du pays et celles de New-Yorck, se vend quatre dollars la corde. On construit à Katskill les sloops employés pour son commerce avec New-Yorck. Ils coûtent aujourd'hui de quarante-trois à quarante-cinq dollars par tonneau, prêts à mettre à la voile ; ils sont généralement de soixante-dix à quatre-vingt-dix tonneaux.

Les courses de chevaux sont communes dans l'État de New-Yorck ; il y en a eu une de l'autre côté de la rivière, le jour même que nous avons séjourné à Katskill. Quoiqu'elle fut médiocre, et que cette partie du pays ne

soit

soit pas richement habitée, il y avait pour plus de quatre mille dollars de pâris. Les plus belles courses sont, dit-on, à *Poug-kapsie*, à cinquante milles plus bas. Elles y ont lieu à jours constamment fixés, et l'on nous a assuré que les pâris s'y élevaient quelquefois jusqu'à huit mille dollars. Les chevaux qui y courent n'ont que cet emploi, et se vendent de douze à seize cents dollars. On nous a dit aussi que la plus grande loyauté n'existe point dans ces courses.

Katskill, ainsi appelé par les Hollandais qui y ont fait les premiers settlemens, était nommé par les Indiens *Katsketed*, ce qui, dans leur langue, signifiait lieu fortifié. On ne voit aucune espèce de motifs pour ce nom dans la nature du pays; on sait d'ailleurs que les Indiens ne faisaient, sur-tout alors, aucune fortification. La grande quantité d'ossemens, de haches, de tomahawks, de flèches, qu'on trouve enfouis dans la terre autour de Katskill, prouve au moins que ce lieu a été autrefois le chef-lieu de quelque tribu considérable.

La culture est médiocre dans les environs de Katskill; les terres n'y rapportent guères plus de douze boisseaux de bled par acre année commune, et cependant elles sont assez bonnes.

Celles de M. Bogardus, mieux soignées, lui en donnent de trente à trente-cinq.

Il est arrivé cette année, dans une partie de sa ferme, un évènement assez remarquable. Tout ce pays est une succession de petites montagnes ou plutôt de petites élévations, détachées les unes des autres, et ne se tenant un peu que par les bases. Celle de ces montagnes la plus voisine de Katskill-creek, et élevée d'environ cent pieds au-dessus du niveau de ce creek, s'est affaissée dans plus de la moitié de sa déclivité. Elle pouvait avoir cent cinquante pieds de son sommet à l'extrémité de sa base, en suivant la ligne d'inclinaison; plus de quatrevingt toises se sont enfoncées, à commencer à trois ou quatre toises au-dessous du sommet. La partie enfoncée s'est affaissée tout-à-coup, et tellement perpendiculairement qu'un troupeau de moutons qui y passait, a descendu avec elle sans être renversé. Les troncs d'arbres restés dessus, à demi-pourris, n'ont été ni déracinés ni même inclinés, et se trouvent au fond de ce trou, de plus de quatre acres d'étendue, dans la même position perpendiculaire, et sur le même gazon. Seulement, comme la place a manqué à toute cette terre qui était en pente, pour se placer horizontalement entre

les deux morceaux de la montagne qui n'ont point bougé, quelques parties sont crevassées et comme sillonnées, mais ce qui est plus frappant, c'est que la partie d'en bas qui a resté dans sa forme, a été poussée et jetée en avant par celle qui, en s'affaissant, s'est fait place; qu'un petit ruisseau qui était éloigné de sa base de plus de dix toises, en est dépassé de cinq à six toises, et qu'il en est même entièrement arrêté. La plus haute élévation de cet éboulement est d'environ cinquante à soixante pieds; il a découvert une terre bleue qui a tous les caractères d'une marne, et qui, d'aprés les différens essais qu'en a déjà fait M. Bogardus dans plusieurs parties de ses fermes, en annonce toute la qualité. Dans quelques-unes des couches de cette marne, on trouve du sulfate de chaux en petits crystaux.

On ignore quelle peut être la cause de cet événement qu'on attribue à l'eau sans trop savoir pourquoi, car on n'est ni savant, ni naturaliste, ni observateur à Katskill. Cet éboulement a eu lieu le premier juin de cette année, à trois heures après midi, et n'a produit aucun bruit, au moins assez fort ponr être entendu, ni de la maison de M. Bogardus, distante de ce lieu de trois cents toises, ni de la ville qui

n'en est séparée que par l'étroite largeur du creek.

M. Bogardus ne parle pas aussi bien des habitans de ses environs, que j'avais jusqu'ici entendu parler de ceux des campagnes dans toutes les parties de l'Amérique. Il les dit méchans et pillards ; je ne puis savoir si c'est avec fondement ou s'il ne généralise point cette disposition au vol pour quelques pommes et quelques pêches qui lui ont été prises, ou si son anglicisme ne lui a pas attiré quelque désagrément personnel.

Un fait cependant pourrait appuyer l'opinion de M. Bogardus. On a dernièrement brûlé un pont sur un creek à deux milles de Katskill; et les gens du pays croient que cet incendie a eu pour motif un intérêt particulier de taverne.

Kingston.

Le désir d'éviter l'inconvénient de passer deux fois de plus la rivière du Nord, nous a fait préférer de suivre la route de l'Ouest, quoique la moins fréquentée. De Katskill à *Kingston* on voyage toujours entre cette belle rivière, dont on s'approche souvent, et les montagnes de Katskill distantes de plusieurs

milles. Le pays jusqu'au creek de *Sagodus* est bien habité. Les fermes y sont même souvent assez considérables. Les bords de la rivière sont presque par-tout en prairies. Les terres qui s'en éloignent sont cultivées en grains de toute espèce. On rencontre fréquemment de très-belles vues, vastes, agréables, riches du côté de la rivière ; sérieuses, romantiques et belles aussi du côté des montagnes, dont les formes sont grandes et variées. On passe dans un assez mauvais bateau le creek de Sagodus, et l'on entre dans un bois de pins blancs, sur un sable aride que l'on ne quitte plus qu'à deux milles de Kingston, c'est-à-dire, dans une étendue de sept à huit milles.

Kingston, dont l'ancien nom encore usité par les gens du pays est *Esopus*, capitale du comté d'*Ulster*, est bâtie sur le creek de ce nom, (le même qui plus loin prend le nom de Sagodus, et que nous avions passé le matin) dans une jolie petite plaine, bornée à l'Ouest par cette même masse de montagnes toujours appelées *Katskill mountains*. Le lieu d'embarcation est à deux milles plus bas près de la rivière du Nord, à l'embouchure du creek *Redout*. Cette ville a été brûlée le 16 octobre 1777, par le général *Vaugham*, sans aucun autre motif que celui de détruire. Elle était

alors composée de cent quarante maisons. Une seule grange a échappé à cette infernale barbarie. Cette expédition à laquelle aucun habitant ne s'attendait, leur a coûté tout ce que contenaient leurs maisons, et ils n'ont pu sauver que leur vie. Dans le même automne deux ou trois maisons furent déjà reconstruites, et la totalité le fut l'été suivant. Comme elles étaient presque toutes en pierre la plupart des anciens murs, restés sur pied, ont facilité cette prompte reconstruction. Elle est aujourd'hui composée d'environ cent cinquante maisons. Elle fait le même commerce que les autres villes situées comme elle sur la rive Ouest de la rivière du Nord. Mais les communications avec les derrières n'étant point si faciles que pour Katskill, son commerce est moins étendu; le tems qui peuplera ces pays, pour la plupart encore inhabités, accroîtra considérablement ce commerce. Six sloops appartiennent à la ville, et sont employés pour porter à New-Yorck les produits qu'elle reçoit et qui ne viennent pas de plus de trente à trente-cinq milles pour les bois, le bœuf, le porc, et les grains. Les graines de lin y arrivent des bords de la branche de l'Est de la Delaware, c'est-à-dire, d'une distance de soixante-dix milles. Les terres qui entourent la ville jus-

qu'aux montagnes, et que l'on appelle *flats* (plaines) y sont de la meilleure qualité, et s'y payent quatrevingt-dix dollars l'acre. Celles plus ou moins dans le centre des flats se vendent de cinq à trente-cinq dollars l'acre. Les habitans de la ville et du township sont pour la plupart des descendans de Hollandais. La langue Hollandaise y est plus familière que l'Anglaise. Il n'y a point de marché régulier dans cette ville, où pourtant il y a école, académie, tribunal, prison et église de luthériens hollandais. Quand on peut se procurer du bœuf, on le paye six pences la livre.

Nous avions des lettres pour M. Van-Grosbeck, un des premiers marchands de la ville, jadis membre du congrès. Ces lettres nous ont valu d'être priés au thé, de fumer quelques segars, de boire quelques coups de vin de Porto, et une grande complaisance pour répondre à nos questions : mais ce pays ne prête qu'à un petit nombre de recherches. M. Van-Grosbeck paraît bon homme, et sage dans sa politique, qui semble l'intéresser moins que son store. Un vieux docteur que nous avons trouvé chez lui s'occupe au contraire plus de sa politique que de la médecine : c'est un républicain déterminé, et dont la défiance ne paraît pas susceptible d'être adoucie. Il

porte un nom célèbre dans les annales de la liberté ; il s'appèle *de With*, et dit être de la famille du fameux *Jean de Wit*. M. Van-Grosbeck, du parti fédéraliste, est dans sa politique très-tolérante, l'ami particulier du colonel Burr, dont il a le portrait sur sa cheminée, fait par un enfant de la ville. M. Burr ayant découvert à cet enfant une grande disposition pour la peinture, lui a fait prendre dans cet art toutes les leçons dont l'Amérique offre les moyens, et vient récemment de l'envoyer à ses frais en France et en Italie pour y voir de grands modèles, et y recevoir les meilleures instructions. La vie du colonel Burr est remplie de traits pareils de bienfaisance et de générosité.

Nous voyons de nos fenêtres la lueur d'un incendie qui dure dans le bois depuis huit jours, et qui cependant est éloigné d'ici de plus de sept milles. Ces accidens sont très-fréquens dans les défrichemens qui se font par le feu. La moindre inattention le laisse gagner au delà des limites qu'on prétendait lui fixer, et alors on ne peut l'éteindre, sur-tout dans ce moment où la sécheresse et la chûte des feuilles lui donnent un grand moyen de s'étendre avec rapidité. Il arrive souvent aussi que les bois sont incendiés par les

chasseurs qui pour tuer plus certainement les daims, entourent de feu les places où ils les supposent. Il y a de ces lignes de feu qui ont une circonférence de plusieurs milles. Leur largeur n'est pas considérable, et quelque petite qu'elle soit, les daims ne la franchissent jamais. Les chasseurs prennent communément les précautions nécessaires pour que le feu ne se communique point ; mais quelquefois ces précautions sont négligées ; quelquefois aussi malgré ces précautions le vent survient et le feu s'étend, souvent il consume l'enceinte toute entière, et encore de grandes parties hors de l'enceinte, et avec elles les établissemens, les maisons qui s'y trouvent, et fait ainsi la ruine de plusieurs familles.

La pierre à chaux est très-commune dans ce pays ; on commence déjà à en brûler en quantité et à en envoyer aux îles voisines. A Pougkapsie il s'en brûle une grande quantité, qui se vend à New-Yorck un schelling le boisseau. Ce grand avantage pour le pays pourrait bien nuire aux spéculations du général Knox pour sa chaux de la province de Main. Le frêt de Kingston à New-Yorck est d'un demi schelling par boisseau de bled : il est de dix pences à Albany.

On fait à Kingston un commerce considé-

rable de poissons salés. L'anse près du lieu d'embarcation y facilite la pêche des aloses, des harengs et des saumons, qui montent en abondance la rivière d'Hudson dans le printems, et les habitans de ces environs s'y livrent plus que ceux d'aucune autre partie des bords de cette rivière.

New-Pattz.

On nous dit à Kingston qu'en suivant la route qui s'éloigne le plus de la rivière, nous n'aurions pas de creek à passer, et que nous trouverions de bonnes auberges. Nous avons rencontré le creek *Walkill* qu'il a fallu passer dans un bateau tellement rempli d'eau, que malgré notre prudence, nous avons été obligés de rester sur nos chevaux, et au lieu de bonnes auberges nous n'avons trouvé qu'un détestable cabaret. Le chemin approche de la même masse de montagnes qui hier s'appelaient Katskill, et qui s'appèlent ici *Changoung*. Le pays est en général de belles plaines bien productives, mais quelquefois interrompues par des terres sablonneuses et de mauvais bois.

Le Walkill est la même rivière qui à Kingston s'appelle Redoutkill. Kill, en hollandais, exprime creek, et comme les Hollandais ont

été les premiers habitans de l'État de New-Yorck, et plus particulièrement ensuite de l'Ouest de la rivière du Nord ; les villes, les montagnes, les creeks qui n'ont pas conservé les noms indiens, ont pour la plupart été nommés dans la langue hollandaise. Les bords du Walkill sont à une assez grande distance en arrière infestés chaque automne de fièvres intermittentes.

New-Pattz est presque généralement habité par des familles d'origine française, dont les pères ayant quitté la France pour cause de religion, se sont d'abord réfugiés en Hollande, puis sont passés en Amérique, et se sont établis à *Pattz*, très-ancien settlement fondé par des Hollandais. Depuis quarante ans environ, ces familles ont quitté Pattz, se sont établies à quelques milles plus loin, dans un canton qu'ils ont appelé New-Pattz. Ces familles n'ont plus rien de français que le souvenir et l'attachement à l'ancienne patrie de leurs ayeux. Leurs noms, restés les mêmes, sont écrits et prononcés à la Hollandaise. Elles ne savent pas un seul mot de français, mais parlent mauvais hollandais et mauvais anglais. Elles n'ont rien dans leurs manières qui puisse rappeler le pays dont elles sont originaires. Ce sont de lourds Hollandais, bien lents, aussi

sauvages que tous les habitans de la campagne que nous rencontrons depuis que nous avons passé la rivière du Nord. Leur religion est la hollandaise réformée. Chacune de ces familles, souvent les plus pauvres, ont un ou deux nègres ou négresses, l'esclavage étant aussi strictement maintenu dans l'État de New-Yorck que dans celui de Virginie ; seulement, comme les esclaves sont ici moins nombreux, ils y sont beaucoup mieux traités. Leur prix est quatre cents dollars pour un homme fait ; la moitié de ce prix pour les filles. Ces esclaves ne sont point baptisés, ne sont point instruits en religion, et sont tenus à cet égard dans le plus vil état de dégradation. Les quakers et les anabaptistes, qui font une partie des habitans de New-Pattz, n'ont point d'esclaves. Les terres, dans les environs, se vendent de seize à vingt dollars l'acre, et sont bonnes. Les produits se conduisent à Kingston, mais plus souvent à New-burg. Les terres sont pour la plupart en prairies, et engraissent beaucoup de bétail ; les prairies ne durent que trois ans, et sont ensuite cultivées un an en grains ; la culture des grains est mauvaise et les terres ne produisent que dix à douze boisseaux par acre, ou vingt-cinq boisseaux de maïs. Le prix du grain suit

ici celui du marché de New-Yorck. Il est aujourd'hui à treize schellings le boisseau ; le maïs à un dollar et demi. Le foin, le printems dernier, s'est vendu cinq dollars le millier ; son prix ordinaire est de trois à quatre dollars. On se procure difficilement des ouvriers, parce que pour peu qu'ils puissent amasser une petite somme, ils vont s'établir eux-mêmes dans les pays nouveaux ; il faut les payer de dix à douze dollars par mois, quelquefois deux dollars par jour pendant la moisson. La plus grande partie de l'émigration, dans ces nouveaux pays, vient de l'autre côté de la rivière, et de l'État même de New-Yorck.

On se plaint ici, comme par-tout où nous avons passé, de l'extrême sécheresse qui tarit toutes les eaux, et empêche la plus grande partie des moulins de tourner.

Newburg et New-Windsor.

La route de New-Pattz à Newburg est une suite continuelle d'inégalités. Elle traverse toutes les petites montagnes qui séparent cette partie du pays de la rivière du Nord. Ce pays est bien habité. Des fermes assez considérables, de vastes granges, presque toutes entourées de meules de foin. Les terres sont

pour la plus grande partie tenues en prairies : mais chaque ferme ayant toujours dans son étendue différentes expositions de terres hautes, et de terres basses, une partie en est toujours aussi constamment tenue sous la charrue. C'est le cas de la plupart des fermes du côté Ouest de la rivière, et dans une assez grande profondeur. Newburg, encore dans le comté d'Ulster, est bâti sur le bord de la rivière, et à quatre milles au-dessous du commencement des *Highlands*. Les pays de derrière, dont cette ville reçoit les produits, étant plus habités que ceux des autres villes où nous avons passé jusqu'ici, son commerce avec New-Yorck est plus étendu. Six sloops seulement appartiennent cependant à la ville ; mais ces six sloops, attendu la petite distance de New-Yorck, font presque le double des voyages de ceux même de Katskill, qui n'est qu'à soixante milles plus haut. Les produits des bords de la branche Ouest de la Delaware arrivent aussi à Newburg par des chemins que l'on dit très-bons. On assure qu'il s'embarque annuellement à Newburg, et New-Windsor, plus de dix mille barrils de beurre. Cette quantité est même augmentée cette année, et doit augmenter annuellement par l'extension des settlemens, et l'amélioration de la culture.

New-Windsor décroît cependant beaucoup. Une grande barre, qui en rend l'accès long et difficile, fait donner la préférence à Newburg, qui probablement absorbera presqu'entièrement son commerce. Cependant New-Windsor emploie encore deux à trois sloops en voyages constans à New-Yorck. Cette ville qui est dans le comté d'Orange, à deux milles au-dessous de Newburg, n'est composée que d'une quarantaine de maisons. Newburg en compte au moins quatre fois plus, presque toutes bâties depuis la guerre. Il n'y en avait pas vingt, quand en 1779, le général Washington y avait son quartier-général. La vue y est grande. A gauche, l'œil suit dans un long espace le cours majestueux de cette belle rivière, bordée, dans toute son étendue, de petites collines de différentes formes, et toutes bien cultivées. En avant, la vue domine la rivière, large de deux milles, et des collines à l'autre bord, très-habitées aussi et très-cultivées. En arrière d'elles, s'élèvent les montagnes qui un peu plus loin forment les Highlands, et qui, quoique très-élevées, sont peuplées elles-mêmes de fermes, de maisons, de cultures. La vue plus à droite, pénètre dans cet étroit canal que se forme la rivière au travers ces hautes et belles montagnes, et dé-

couvre les fortifications de West-point. Plus à droite, elle est arrêtée par cette même chaîne de montagnes qui vont se perdre dans l'Ouest, et joindre les Alleghanys ; les habitans de Newburg viennent presque tous de la nouvelle-Angleterre. On nous dit ici que le comté d'Orange est peuplé d'Irlandais et d'Allemands, tous actifs et bons fermiers.

On bâtit à New-Yorck une maison pour le collège qu'on appelle l'académie. La dépense est faite par les presbytériens, qui, ayant été à cet effet dotés d'une grande étendue de terres, laquelle avait, du tems de la domination anglaise, été donnée aux épiscopaux, remplissent ainsi cette condition dont était chargée la glèbe. Cette académie reçoit d'ailleurs quatre à cinq cents dollars annuellement des fonds destinés par l'État de New-Yorck, à soutenir et encourager les écoles.

Tout est ici comme dans le reste de l'Amérique, augmenté de prix depuis la guerre. Les ouvriers y sont rares, et se payent de douze à quinze dollars par mois ; la livre de bœuf huit pences ; la paire de bœufs, de quatrevingt à cent dollars ; les bonnes vaches vingt-cinq.

Nous avions une lettre de M. Van-Grosbeck de Kingston, pour M. *Seight*, avocat à Newburg ; nous avons reçu de lui plus de poli-

tesssses

tesses que de services, car il n'a pu nous procurer dans trente-six heures un petit bateau pour aller à West-point, où nous avions envoyé nos chevaux par les montagnes. Il nous a fallu attendre le bateau de la garnison, que nous a envoyé le commandant en ne nous voyant point arriver.

Passage de la rivière du Nord dans les Highlands.

La navigation de Newburg à West-point, offre une des plus grandes et des plus magnifiques vues que l'on puisse rencontrer en aucun lieu du monde. La rivière, large de plus de deux milles, se ressère pour passer au travers des montagnes, dans une largeur qui souvent n'excède pas un demi-mille. Les montagnes qu'elle perce, sans être d'une grande élévation, sont des formes les plus belles, les plus variées et toujours les plus majestueuses. Dans quelques parties, ce sont des blocs de rochers qui s'élèvent perpendiculairement, et qui semblent prêts à écraser de leur chûte tout ce qui passe à leurs pieds. Dans d'autres, leur forme est plus inclinée; mais alors elles sont moins pelées et portent quelques chênes, quelques pins, quelques

cèdres qui s'élèvent sur les rocs, sans que l'œil puisse découvrir la terre qui les nourrit. Ailleurs, ces grandes montagnes s'écartent, et sont remplacées près du courant, par de petites collines productives et souvent cultivées. La rivière, au travers de ces diverses montagnes, se replie sans cesse. Cette vue est incomparablement plus belle que celle du passage de la Potowmak et de la Shenandoah, dans les montagnes Bleues.

West-point est à l'endroit le plus resserré de ce défilé, long de dix-huit milles. C'est une montagne qui s'avance considérablement dans le lit naturel de la rivière, et qui la force à se pousser en avant, où une autre montagne lui oppose un obstacle également irrésistible, et l'oblige à se reporter à l'autre bord, de sorte qu'elle entoure absolument ce point qui est par cette position la clef de la navigation de ce grand fleuve. Son lit n'a pas à West-point plus d'un quart de mille de largeur. C'est ce point que le général *Arnold* voulait livrer au général *Clinton*. Il commandait alors l'avant-garde de l'armée américaine, et l'exécution de ce projet eût retardé pour long-tems la fin de la guerre. J'ai vu la maison où se passaient les entrevues de ce traître, et de l'infortuné major *André*

C'était celle où Arnold avait son quartier-général. Elle est à un mille de West-point, et sur la rive opposée.

West-point.

Cette place est à-peu-près dans le même état où elle était dans le tems de la guerre. Le fort *Putnam*, sur le sommet de la montagne, et qui a pour objet d'empêcher les approches de West-point par les derrières, et de soutenir des retranchemens plus avancés encore sur les montagnes voisines, avait été commencé en maçonnerie par le célèbre et infortuné *Kociusko*, alors employé dans le génie de l'armée américaine. Cette fortification a été continuée il y a deux ans par M. *Vincent*, ingénieur français, et elle l'est sur un excellent plan. Mais trente-cinq mille dollars dépensés par M. Vincent, n'ont été qu'une dépense inutile, puisque quarante-cinq mille autres, nécessaires pour completter ce grand et intéressant ouvrage, sont refusés, et que les belles maçonneries à moitié faites, les casemates seulement commencées, restent exposées aux injures des terribles hivers qui détruiront promptement ces murs, si le congrès ne donne pas l'argent nécessaire au moins pour les couvrir. La même insouciance se re-

trouve par-tout dans le gouvernement américain, pour tous ces objets de première importance. Grand zèle, grande dépense, souvent excessive dans la première année, puis suspension totale des fonds. Delà, beaucoup d'argent dépensé sans fruit, et la preuve la plus évidente de l'imprévoyance et de l'inconstance du gouvernement. Il n'y a d'ailleurs aucune autre fortification à West-point, où, à la vérité, la nature a tant fait que dans un cas urgent, on le mettrait en peu de tems dans un respectable état de défense. Ce pays, des deux côtés de la rivière, était dans le tems de la guerre, hérissé de petits forts dont on voit encore les traces, et dont les Anglais n'ont jamais osé approcher depuis que les Américains les eurent établis.

West-point est la garnison du corps des ingénieurs et artilleurs des États-Unis. Ce corps composé de quatre bataillons de deux cents cinquante hommes chacun, fournit d'ailleurs des détachemens à tous les postes où les États-Unis ont des forces. Il a en outre à présent un bataillon entier dans le territoire de l'Ouest, à l'armée du général Waynes. Il fait à lui seul plus du quart de l'armée américaine tenue sur pied, dont la totalité ne

s'élève qu'à trois mille quatre cents hommes; encore cette armée ne peut-elle se compléter. L'aisance et aussi l'esprit d'indépendance sont tels en Amérique que, malgré la bonne paye, l'extrême facilité de congé et les douceurs de toute espèce données aux soldats, malgré le peu de sévérité de la discipline et la brièveté des engagemens, on trouve difficilement à recruter cette petite armée; et cependant encore, quoique la loi des États-Unis prescrive de ne prendre dans ce corps que des hommes nés en Amérique, on prend des déserteurs anglais, des Allemands, des Irlandais nouvellement arrivés, enfin, tout ce qui se présente, et l'on ne se complette point.

Je parlerai ailleurs de la paye des troupes américaines. La faute la plus commune parmi elles est l'ivrognerie, et celle-là est tellement habituelle qu'on ne la punit pas. Le vol est très-rare dans les troupes comme dans la nation en général; mais s'emparer de ce qui se boit, ou qui se mange, ne s'appelle pas voler; c'est une sorte d'usage sur lequel l'officier est obligé de fermer les yeux, et qui cependant ne s'étend pas jusqu'aux poules, oies, moutons et animaux vivans: seulement il ne faudrait pas répondre de ceux qui seraient au crochet. Il y a quelques désertions peu con-

sidérables. Les engagemens étaient anciennement de trois ans, ils sont à présent de cinq, et le prix de l'engagement est de quatorze dollars.

Il ne faut pas s'attendre à une grande instruction, ni à une grande tenue, dans les troupes américaines. L'œil européen est choqué de leur malpropreté, de leur mauvais air. C'est le mal du pays ; et l'on recruterait bien moins encore, si l'on exigeait une tenue plus régulière. On exerce ce corps comme les autres troupes, mais les succès ne sont pas grands non plus. On leur montre aussi à tirer le canon et la bombe, et c'est la partie à laquelle on donne le plus de soins. L'officier n'en sait guère plus que le soldat ; et le gouvernement ne prend aucun moyen pour n'admettre que des officiers habiles, ce qui, à la vérité, serait très-difficile dans ce pays, ni même pour les faire instruire quand ils sont agrégés, ce qui serait plus facile. Le corps d'officiers est composé d'hommes de tous les pays. Il n'est créé que depuis deux ans ; ce que nous en avons vu avait bon maintien, et paraissait très-bonne compagnie ; mais il n'y en avait que dix, on nous a dit que tous n'étaient pas de même. Les officiers sont payés depuis trente-cinq jusqu'à soixante-dix

dollars par mois, avec un nombre plus ou moins grand de rations, selon leur grade : ils sont logés dans de petites maisons, irrégulièrement bâties au pied des montagnes, sur une grande esplanade ; et ils y sont mieux qu'aucun officier français n'a jamais été dans une caserne. Le commandant est M. *de Rochefontaine*, qui a fait toute la guerre d'Amérique au service des États-Unis. Depuis il a servi en France; il est beaucoup plus instruit qu'aucun de ses officiers. Je ne sais pourquoi toute la petite armée américaine de trois mille quatre cents hommes, n'est pas composée uniquement d'artilleurs, et surtout d'un grand nombre d'officiers. Ces artilleurs occuperaient en tems de paix les postes des frontières aussi utilement que les autres ; ils seraient même plus utiles, puisque l'occupation de ces postes n'est qu'une situation de défense, et que dans tous on envoie un petit détachement d'artillerie. Les régimens aujourd'hui sur pied, et qui ne sont pas de l'artillerie, seraient complettement remplacés en tems de guerre par des milices ou des troupes continentales, qu'il faudrait bien alors lever ou assembler, et les États-Unis se trouveraient au moins forts de trois mille quatre cents artilleurs, dont la paye ne cou-

terait pas plus que celle des autres régimens.

Mais encore une fois, l'imprévoyance, l'insouciance et l'ignorance sont entières sur tous les points dans le gouvernement américain, et plus particulièrement dans tout ce qui concerne le militaire. En vain le pouvoir exécutif dit-il qu'il est gêné par le congrès ; cela se peut pour toutes les dépenses qu'exigerait le maintien d'une plus grande armée, ou même la construction et l'entretien des fortifications nécessaires ; mais cela n'est pas, et ne peut pas être vrai, sur la manière la plus utile de dépenser les fonds accordés.

Il y a aussi à West-point un petit arsenal ; où sont six à sept mille armes. Il est en beaucoup plus mauvais ordre que celui de Springfield. Quarante canons de toute grandeur, et à-peu-près le même nombre d'affûts, qui tous, à beaucoup près, ne sont pas faits pour les pièces, sont à West-point, tant en magasin que placés çà et là pour la défense de ce poste et des postes environnans qui en exigeraient plus de cent. Probablement un tems viendra où des hommes plus capables seront à la tête des départemens et où ces objets de première importance seront pris en grande considération. Mais en attendant, on perd un tems précieux, et à-peu-

près tout ce qui se fait de dépense est inutile.

Il peut sembler étonnant que le systême militaire de cet atôme d'armée soit le systême anglais. C'est d'abord un déplorable modèle à prendre en lui-même, et puis il n'était pas sans convenance et sans utilité au gouvernement américain de rompre les habitudes anglaises, particulièrement sous ce rapport, et sur-tout pour faire mieux. L'armée est aussi habillée de drap anglais, et ce qui est encore plus digne de remarque, les fusils que les entrepreneurs d'armes sont chargés de faire, et qui le sont sur l'ancien modèle français de 1763, arrivent par parties faites en Angleterre; chiens, batteries, capucines, bayonnettes, etc.; l'entrepreneur, vû le haut prix de la main-d'œuvre en Amérique, y trouve son compte, et on le laisse faire.

Verplank-point.

M. de Rochefontaine, après une très-bonne réception, a voulu conduire M. Guillemard et moi dans sa barge, jusqu'au delà des Highlands. C'était une bonne occasion d'achever de voir la totalité de cette partie intéressante de la rivière du Nord, et nous avons accepté avec plaisir cette offre obligeante. M. *Lowel*,

adjudant-général du corps, ami d'un riche habitant dont la maison se trouvait à la fin de notre navigation, nous a proposé de nous conduire chez son ami, nous assurant que nous y serions reçus avec joie. Le plaisir que nous nous promettions de notre petit voyage, n'a pas été trompé. Cette partie des Highlands est cependant beaucoup moins belle que celle que l'on suit pour arriver à West-point. Les montagnes sont moins élevées, les formes moins hardies, le lit du fleuve moins serré; mais c'est toujours une vue grande et belle dont on jouit avec ravissement, et dont on garde long-tems le souvenir. On passe sous les vestiges de l'ancien fort *Montgommery*, enlevé par les Anglais dans la dernière guerre. Plus loin, et à l'embouchure d'un petit creek, est un moulin à bled construit depuis deux ans; le meûnier qui l'a fait bâtir était alors blâmé par tous ses voisins pour l'emplacement qu'il choisissait; on l'assurait que le courrant n'était point assez fort; que l'eau lui manquerait souvent. Ces représentations n'ont fait que l'enhardir davantage dans son projet; il connaissait mieux ses ressources que ses conseillers, et il ne leur a répondu qu'en donnant à son moulin le nom de *çà-ira*. Effective-

nt le moulin va, tourne constamment; t beaucoup d'ouvrage et donne beaucoup rgent à son maître, qui est un habitant de Nouvelle-Angleterre.

Quant à la bonne réception dont M. Lowel us avait flattés, nous y avons trouvé un ınd mécompte. M. *de Verplanck,* à moins nous mettre à la porte, ne pouvait guères ıs mal nous recevoir. C'est la première fois, puis que je voyage en Amérique, où je ye pas trouvé une réception hospitalière. ais M. de Verplank ne nous avait pas inés, et il est très-simple qu'il ait été peu ntent de notre arrivée; il y a encore de la ınchise à lui de ne nous avoir pas caché sa sposition.

Verplank-point est à la rive Est de la rière du Nord. C'est dans une grande plaine arrière que s'est faite en 1781 la jonction s armées américaine et française, avant ı'elles marchassent en Virginie. De l'autre ıté de la rivière et vis-à-vis Verplank-point, t *Stony-point,* enlevé aux Anglais à la pointe l'épée, par le général Waynes. Son avantırde était commandée par M. Duplessis, ficier français d'une valeur et d'une intellience que l'Amérique n'a point oubliées.

Arrivée à New-Yorck.

Depuis Verplank-point jusqu'à New-Yorc nous avons toujours suivi la rive de l'Est la rivière du Nord; et voyageant par des ch mins très-montueux, très-embarrassés rocs, et par conséquent souvent mauvai nous n'avons presque jamais perdu de vu cette belle rivière dont chaque point off toujours un aspect intéressant, mais do le plus beau, dans cette dernière partie est *Tapysea:* ainsi appelé parce que le l de la rivière s'y étend dans une longueu de dix à douze milles, et dans une largeu telle, qu'il ressemble plus à un grand la qu'au plus grand fleuve.

Enfin, nous sommes arrivés par *Kings bridge*, dans l'île de New-Yorck, où l terrein généralement mauvais, est encore en mauvais bois dans les parties les plus éloignées de la ville, et où il est cependant couvert de fermes, et sur-tout de maisons de campagne dans les six ou sept milles qui s'en approchent davantage, et dans les parties qui avoisinent la rivière du Nord et le bras de mer qui sépare cette île de Long-island.

Observations minéralogiques:

La minéralogie, en Amérique, offre, comme l'ai déjà dit plusieurs fois, peu de variétés observation. Les grandes montagnes, c'est-lire, les plus élevées, sont généralement mées de granit; telles sont, dans la der-re course que je viens de faire, les mon-nes du New-Hampshire, les Green-moun-ns, les Highlands. Les moins élevées se uvent remplies successivement de schiste, is ou moins parfait, d'ardoise, de feld-spath, pierres calcaires, et de quelques pierres de ole très-dures et dans un grand état de per-ction. A huit ou dix milles de New-Yorck, trouve une mine de cuivre assez riche; le nérai est irrégulièrement parsemé dans une pèce de pierre sablonneuse, souvent res-nblante au grès, quelquefois au pouding. Il nne de soixante à soixante et dix livres d'un ivre fin, par cent livres de matière. Il a été rté en Angleterre avant la révolution, et y été vendu plus cher qu'aucun autre minérai même métal. La mine en a été plusieurs is exploitée, abandonnée et reprise. On y availle à présent. Les ouvriers y sont, pour plupart, Allemands, appelés d'Allemagne

pour ce travail, et payés de quinze à vi
dollars par mois. Quelque bon que soit
cuivre, la compagnie ne peut le vendre
saumons, et construit des moulins pour le
briquer en lames, et en ustensiles de diff
rentes espèces. La pompe à feu, pour puis
de l'eau, est très-mal faite, et son imp
fection influe sur le travail de la mine. Il e
à craindre, que faute de bonnes méthode
et d'hommes habiles pour diriger l'ouvrage
cette compagnie ne tire pas parti de cet
excellente mine.

Arbres.

Parmi les arbres d'espèces multipliées, ma
pareilles à celles que j'avais vues jusqu'ici
j'ai distingué le kalmia, le liquidambar, l'aca
cia thriacantos, le noyer noir, et le tulipier
qui ne s'élève pas à une grande élévation à
une latitude plus septentrionale que quarante
deux degrés.

Fin de la seconde Partie.

TABLE
DES MATIÈRES
DE LA SECONDE PARTIE,

Comprenant les Tomes IV et V.

A.

V 4

les

D.

E.

F.

G.

H.

I.

J.

K.

N.

O.

P.

de

R.

S.

T.

U.

V.

W.

Y.

ils conservent un souvenir honorable de la conduite de l'armée française. Leur vénération pour le nom du maréchal de Rochambeau, 285. — La ville n'a point de marché régulier ; prix des loyers et des comestibles. Fièvres en automne, *ibid.*

Fin de la Table de la deuxième Partie.

AVIS.

On continue de prier le lecteur de vouloir bien corriger à la main les fautes qui se sont glissées particulièrement dans les noms propres de cette édition faite sur un manuscrit difficile.

Tome quatrième.

Page 1re, *ligne 3 du discours*, puisse; *mettez* pût.
Page 2, *ligne* 21, dix; *mettez* six.
Même page, ligne 25, *Ellevord;* mettez *Ellzworth.*
Page 16, ligne 5, *Asley ;* mettez *Ashley.*
Même page, ligne 6, *Looke ;* mettez *Locke.*
Page 22, ligne 12, *Rudlege ;* mettez *Rutledge.*
Pages 71, ligne 11 ; 72, lig. 22 ; 73, lignes 17 et 23, 74, lig. 10 ; et 118, ligne 6, *Isard ;* mettez *Izard.*
Pages 119, lignes 23 et 24 ; 120, lig. 7 ; 122, lignes 7 et 9 ; 123, lig. 13 ; 124, lignes 17 et 19 ; 126, lignes 7 et 25 ; 127, lignes 16 et 23 ; 142, lignes 2, 14, 20 et 24 ; 143, ligne 13, 15 et 17 ; 145, lig. 4 ;

146, lig. 2; 147, ligne 7; *Beauford;* mettez *Beaufort.*

Pages 127, ligne 20; et 143, lignes 24 et 27, *Barnewelt;* mettez *Barnwell.*

Page 211, ligne 23, *crans;* mettez *cranes.*

Page 255, *ligne antépénultième*, fort; *mettez* fanal.

Page 254, lig. 13, *Erancy;* mettez *Craney.*

Page 258, ligne pénultième, *dup-creek;* mettez *deep-creek.*

Page 268, *ligne* 11, dechaine; *mettez* déchainent.

Page 273, ligne 11, *Gasport;* mettez *Gosport.*

Page 327, *ligne* 9, 1776; *mettez* 1796.

TOME CINQUIÈME.

Page 15, *ligne* 9, ait; *mettez* est.

Page 31, *ligne* 11, on le croit bientôt coupable; *mettez* on croit bientôt coupable l'homme d'une opinion différente.

Page 44, ligne 8, après *Rockfish;* ajoutez *Gap.*

Page 96, *ligne première; rayez* plus.

Page 102, *ligne antépénultième*, bondac; *mettez* bonduc.

Page 105, *ligne* 22, le; *mettez* ce.

Page 108, ligne 15, *Carolle;* mettez *Caroll.*

Page 111, ligne 1, *Poplars's-spring;* mettez *Poplar's-spring.*

Page 118, *ligne* 2, *après* Baltimore; *ajoutez* est.

Page 120, ligne 11, *Belvédère;* mettez *Baltimore.*

Page 136, *ligne* 23, tennulaires; *mettez* tumulaires.

Page 140, *ligne* 1 ; l'iniciation ; *mettez* limitation.

Même page, ligne dernière, *Potosky ;* mettez *Pawtusket.*

Page 146, ligne 12, et page 147, lignes 2, 16 et 21 ; *Theyer,* mettez *Thayers.*

Page 154, lignes 25 et 26, *Brantru,* mettez *Brantree.*

Page 176, ligne pénultième ; 251, ligne 10, 18 et pénultième ; et 252, lignes 6 et 24, *Sedgwrick ;* mettez *Sedgwick.*

Page 192, ligne 9, *Yazzow ;* mettez *Yazoo.*

Page 233, *ligne* 19, un colonel *Beverley ;* mettez à *Beverley* un colonel.

Page 244, ligne 19 et 20, *Bourguignon* ne devrait pas être en *italique :* il indique seulement le pays de M. *Pourcheresse.*

Page 253, ligne pénultième, *honnêtes selon la lettre de la loi,* ajoutez en parenthèse l'expression anglaise *(according the law).*

Pages 256, lignes 6, 10 et 13 ; 257, lignes 8, 24 et pénultième, et 258, ligne 17, *Kinderkoock ;* mettez *Kinderhook.*

Page 261, ligne pénultième, *Lamsburg ;* mettez *Lauzenburg.*

Page 277, ligne pénultième, *Vaugham ;* mettez *Vaughan.*

Pages 282, ligne 8 ; 283, lignes 10, 15, 17 et 19, *Pattz ;* mettez *Paltz.*

Fin de la seconde Partie.

